Rapport de recherche

Comment a-t'on perçu la pandémie et comment envisage t'on la prévention des risques futurs sur nos santés ?

- Volet état de l'opinion publique -

Sous la direction **de Benoît Scheuer (Survey & Action) et Delphine Ancel (Solidaris).**

Février 2022

Solidaris mutualité

Ce n'est pas parce que les scientifiques avaient prévus, que nous étions prêts "

Gilles PIALLOUX

La pandémie met à l'épreuve notre degré de civisme.

Défiance citoyenne croissante, polarisation du débat public, complotisme. La crise sanitaire et les bouleversements qu'elle induit rendraient- ils obsolètes les idéaux de progrès, de raison et d'universalisme ? *"*

Jürgen HABERMAS

Croire que les vaccins nous donneront les moyens d'en finir définitivement avec cette pandémie serait une tragique illusion. Il y a bien plus à faire pour tirer toutes les leçons de cette crise majeure et écarter les suivantes "

Jacques ATTALI

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

LE CONTEXTE ET L'OBJECTIF DE CETTE RECHERCHE (I)

- Une pandémie mondiale touchant tous les terriens en quelques semaines relevait de l'impensable. Et pourtant ...

- Un constat fait l'objet d'un consensus : nous n'étions pas prêts à affronter une pandémie de cette ampleur. Malgré les alertes lancées par de très nombreux scientifiques.

  Comme dans d'autres tragédies (génocides, guerres, chocs climatiques, etc.), il n'y a pas un déficit d'analyses et d'anticipations mais un déficit de médiatisation de celles-ci, de prise en compte et de traduction en décisions politiques. Un vrai déficit de gouvernance préventive.

- Cela oblige à un questionnement : « comment prévenir les futurs risques collectifs sur nos santés notamment ceux liés aux changements climatiques ? ». Comment éviter ce décalage entre le monde de la recherche et celui de la gestion des sociétés.

- Pour alimenter ce débat, la Mutualité Solidaris prend l'initiative de mener un large travail d'investigation et de recherche qui débouchera au cours du premier semestre 2022 sur un cahier d'analyses et de propositions.

LE CONTEXTE ET L'OBJECTIF DE CETTE RECHERCHE (II)

- Cette recherche s'articule en deux volets :
  - **un volet « opinion publique »,** une approche quantitative : la mesure et la compréhension de l'état de l'opinion publique. Cette phase fait l'objet de ce rapport. Il est fondé sur une vaste enquête réalisée en automne 2021, soit avant qu'Omicron ne fasse replonger nos sociétés dans la nuit pandémique après un été 2021 relativement calme.

    Méthodologiquement, choix d'un angle : la vie sociale n'est pas simplement faite des structures objectives mais aussi de ce que les individus ressentent. Reconstituer la subjectivité des acteurs et appréhender les représentations sociales est essentiel pour tenter de comprendre. La perception de la réalité est aussi constitutive de cette réalité que son objectivité elle-même. Ce sont bien les émotions, les représentations de soi, des autres, du temps et du monde qui déterminent les comportements et notamment les choix politiques. Les individus ne sont pas déterminés uniquement par des intérêts mais aussi par des émotions et des passions.

    Par exemple : la peur du déclassement social se distingue des données objectives, statistiques sur la réalité du déclassement. C'est la peur qui détermine les attitudes, même si le déclassement n'est pas encore effectif. Bref, la sociologie compréhensive comme cadre.

  - **Un volet « institutions »,** une approche qualitative : quels sont les savoirs acquis par l'expérience de la crise du Covid par les acteurs, notamment intermédiaires, de l'institution santé et du système politique ? Quels sont les systèmes de coopérations, de conflits et de réseaux de communication informels qui ont été mis en œuvre ? Cette phase est menée par l'ULB.

- Le projet qui sous-tend cette démarche de Solidaris est la conviction que la prévention permet à une société d'acquérir **une capacité d'agir sur elle-même** versus la propagation du ressenti dangereux d'une population qui a le sentiment de subir en permanence et qui se vit comme victimes. Cela conduit à divers ressentiments qui accentuent le délitement de l'intégration sociétale et l'« archipellisation » de la société.

- Pour Solidaris, en examinant les déterminants et les conditions de la prévention des futurs grands risques sanitaires, l'enjeu est de contribuer à une réflexion et un combat qui dépassent le champ strictement sanitaire.

LE CONTEXTE ET L'OBJECTIF DE CETTE RECHERCHE (III)

- Dès à présent, alors que l'épidémie n'est pas encore éteinte, il paraît indispensable de dégager des leçons. De décrire et de dresser un diagnostic compréhensif de la gestion de la crise du Covid.

  Sans jouer exagérément les Cassandre on peut formuler l'hypothèse que d'autres crises majeures surviendront (liées à la destruction de la biodiversité, aux pollutions diverses, aux dérèglements du climat, à de nouveaux agents infectieux produisant de nouvelles zoonoses, etc.). Dégager des enseignements parait utile afin de combler un vide dans la gestion de l'Etat et l'organisation de la société civile à propos d'un enjeu de santé publique : la prévention des grands risques.

- Deux écueils sont à éviter :

  - **le risque d'amnésie.** Emportés par l'euphorie du retour « des jours heureux », la tendance à tourner rapidement la page, à se féliciter du redémarrage de la consommation et de la croissance existera à tous les niveaux. On sera soulagés du « retour à la normale ». On fera une loi puis, avec le sentiment d'avoir désormais tout prévu, on passera à autre chose et l'inertie reviendra. La tyrannie du court terme s'imposera.

  - **le réflexe technocratique**. On rationalisera, on digitalisera en oubliant que les outils ne construisent pas à eux seuls la culture de la compréhension, de la coopération et de l'adhésion des acteurs à tous les échelons à l'égard de l'analyse fine d'une situation et des mesures de prévention et d'actions lorsque la crise survient.

LE CONTEXTE ET L'OBJECTIF DE CETTE RECHERCHE (IV)

- Précisons notre approche.

  L'angle de notre démarche se distingue radicalement de celui d'une commission d'enquête (parlementaire, ministérielle, etc.).

  Ces commissions cherchent des responsabilités / des fautes, éventuellement individuelles (voire des coupables), des dysfonctionnements de l'une ou l'autre organisation/ administration. Elles visent à délivrer des sanctions, à remplacer des personnes, à modifier des chaînes de responsabilités et de commandements, à rationaliser, à définir de nouvelles normes, à suggérer de nouvelles structures (dixit Sophie Wilmès devant la Commission d'enquête parlementaire *« Nous devons développer et financer un centre de recherche belge »).*

  Tout se passe comme si des **lectures mono-causales, en silos** suffisaient à comprendre et à agir pour se préparer à la gestion des éventuelles crises suivantes.

Nous avons un objectif de production de quelques connaissances à mettre dans le débat nécessaire pour l'avenir.

Benoît Scheuer
Sociologue
Responsable du volet "opinion publique"
de cette recherche

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

La crise qu'on traverse nous oblige à reprendre conscience de quelque chose qui a toujours été vrai : on a voulu enfermer la mort dans des services hospitaliers, dans des soins palliatifs, sans témoin et sans douleur, la couper de nous. Grossière erreur. ”

Delphine HORVILLEUR

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

- **Nous mettrons du temps pour prendre la mesure du séisme provoqué par la pandémie sur nos vies individuelles et collectives.**

  Le choc va probablement produire des sédiments davantage dans les esprits et les représentations sociales que dans les corps. Ils vont agir à bas bruits, longtemps, sous les apparences, un jour, du retour à la "vie normale". Préfigurent-ils le meilleur ou le pire... En tout cas, la déflagration est brutale.

  Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean Jaurès écrit « *Tout se passe comme si l'action publique se concentrait sur les conséquences matérielles de la pandémie et abandonnait le reste à la sphère privée ou aux individus ».* [1]

  Loin de ces angles morts nous pensons au contraire qu'appréhender les impacts psychosociologiques, les perceptions, les ressentis est indispensable pour mieux comprendre ce que nous vivons depuis le début de cette pandémie, de mieux nous connaître afin de mieux préparer les chocs qui viendront.

  Abordons cette exploration.

1 Gilles Finchelstein et Laurent Berger, Une société fatigué ? CFDT, Fondation Jean Jaurès, Novembre 2021

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

- **Au plus profond de l'intime, cette pandémie nous a (re)confronté brutalement à la mort.**

  - **Près d'un individu sur deux a vraiment eu peur de mourir (lui et/ou ses proches).**
  - **Près d'un sur deux craint qu'un variant suivant touche vraiment les enfants.**
  - **Et également près d'un sur deux hésiterait à présent à faire des enfants si la question se posait ! Parmi les femmes de moins de 45 ans, il s'agit de 3 à 4 sur 10 ! - l'âge moyen d'une mère à la naissance de son premier enfant est de 29,3 ans en 2021[2]. Parmi les hommes de moins de 45 ans, il s'agit de 3 à 5 sur 10. Cet état d'esprit témoigne d'une forte inquiétude par rapport à l'avenir.**

Selon le sociologue Michel Wieviorka, *« nos pays sont en dehors de l'Histoire depuis très longtemps. Or la capacité de se projeter vers l'avenir avec une certaine confiance passe par une expérience historique forte. Ce qui s'est passé avec le Covid a réveillé un peu le sens du tragique, le sens de l'Histoire »* [3].

La peur de mourir, la peur de voir ses enfants souffrir et envisager de ne plus avoir d'enfants dans un contexte aussi anxiogène et déprimant signifie clairement que de très nombreux individus ont été confrontés brutalement au tragique de l'existence et de l'Histoire.

2 Source : Statbel, 27 mai 2021
3 Michel Wieviorka, interview in Le Soir, 13 mai 2020

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

Un autre constat est remarquable : certains groupes sociaux sont plus particulièrement affectés et touchés par ces peurs et ces désarrois : les femmes, les jeunes, les précaires, les bas niveaux d'études et ceux/ celles qui craignent un déclassement social et culturel.

Un constat est particulièrement net : les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir très clairement subi les impacts de la pandémie de façon plus brutale et plus importante. Nul doute notamment que les confinements et le télétravail ont encore accru la charge mentale et physique qui préexistait. Le covid a tout aggravé.

Les individus sont inégalement affectés par la pandémie.

Clairement, et ce sera un fil rouge tout au long de ce rapport, il y a schématiquement deux attitudes idéal-typiques [4] face à la pandémie et aux risques climatiques.

Examinons-les.

4 L'idéal-type est un outil méthodologique de sociologie créé par Max Weber : un idéal-type est un type abstrait, une catégorie qui aide à comprendre certains phénomènes sans prétendre que les caractéristiques de ce type se retrouvent toujours et parfaitement dans la réalité. Un idéal-type vise à bâtir un modèle.

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

- **ceux/ celles qui sont moins bien armé(e)s : le poids de la charge mentale au quotidien qui use, un travail peu stable, des difficultés économiques (logement peu confortable, difficultés à nouer les deux bouts, etc.) auxquels s'ajoutent un manque de reconnaissance, un sentiment d'être abandonné(e), de ne recevoir que du mépris [5], des humiliations, des atteintes à sa dignité, une difficulté à comprendre le monde et sa complexité, une incertitude qui mine au quotidien dont la peur du déclassement social et culturel, une très faible capacité à se projeter dans l'avenir.**

  Ces divers facteurs conduisent au ressenti de subir encore et toujours. De ne plus voir le bout du tunnel. D'être seul(e) face à la tragédie. Et donc un sentiment élevé d'impuissance voire de désespoir (troubles dépressifs, anxieux) et une tentation du repli et/ou de jacqueries.

  Tendanciellement, il s'agit de nombreuses femmes, des précaires et des individus qui craignent un déclassement social et culturel, même si ce n'est pas encore le cas.

  Plus le capital économique et culturel est faible, plus on observe cette difficulté adaptative. Logique linéaire.

  Concernant les jeunes, s'ajoutent leurs besoins de se confronter à des pairs de leur âge pour quitter le milieu familial et conquérir leur autonomie. En être privé les plonge dans un état de flottement très déstabilisant.

5 Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie : Comprendre autrement les Français*, Le Seuil, 2021

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

- **ceux / celles qui sont mieux armé(e)s : ils/ elles ont moins le sentiment de subir leur vie en général, un emploi stable, des conditions de vie plutôt confortables, une capacité à avoir des relations sociales, à tenter de donner du sens à ce qu'elles/ ils vivent, à réussir à décoder l'évolution du monde. Ces facteurs conduisent à ressentir une relative maîtrise du contexte anxiogène.**

  Tendanciellement, plus le niveau d'études est élevé, plus le capital économique est conséquent, plus la probabilité existe de rencontrer ces profils moins durement touchés et moins affectés par ce qui nous arrive.

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES (I)

- Voici différents sentiments et émotions que des gens ont pu ressentir durant la pandémie.

  Merci de me dire chaque fois me dire si cela correspond ou non à la façon dont vous avez personnellement ressenti ou non ces sentiments,

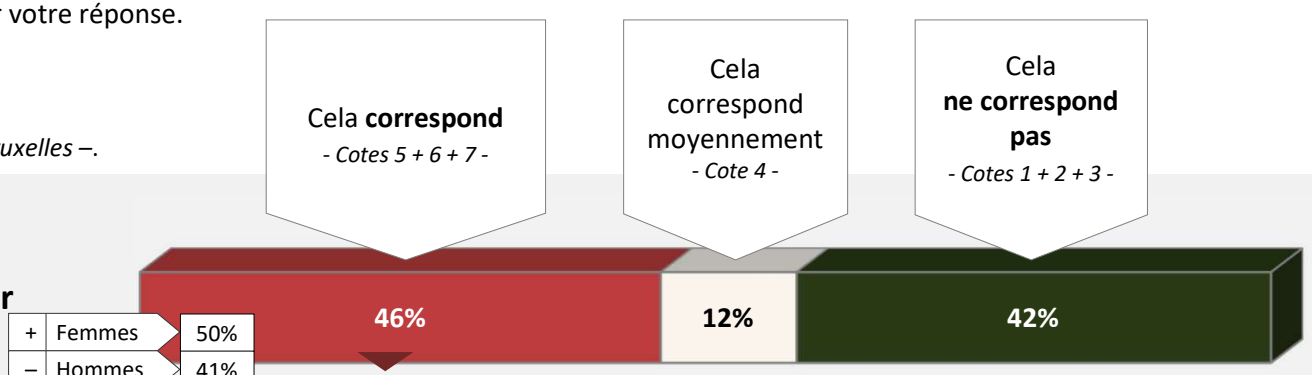
  Je vous propose de répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 7 où:.

  - 1 signifie que cela NE CORRESPOND VRAIMENT PAS DU TOUT à ce que j'ai ressenti et à ce que je pense ,
  - 7 signifie que cela CORRESPOND TOUT A FAIT à ce que j'ai ressenti et à ce que je pense ,

  Les chiffres de 2 à 6 vous permettent de nuancer votre réponse.

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **J'ai vraiment eu peur de la mort pour moi et mes proches**



+	Femmes	50%
–	Hommes	41%

NIVEAU D'ÉTUDES

Primaire & Sec. Inf	50%
Second. supér.	48%
Supér. non-univ	41%
Supér. Universitaire	35%

REVENUS – Chaque mois je… :

ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	72%
ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	45%
parviens juste à boucler mon budget	47%
mets un peu d'argent de côté	43%
mets beaucoup d'argent de côté	27%

ÂGE

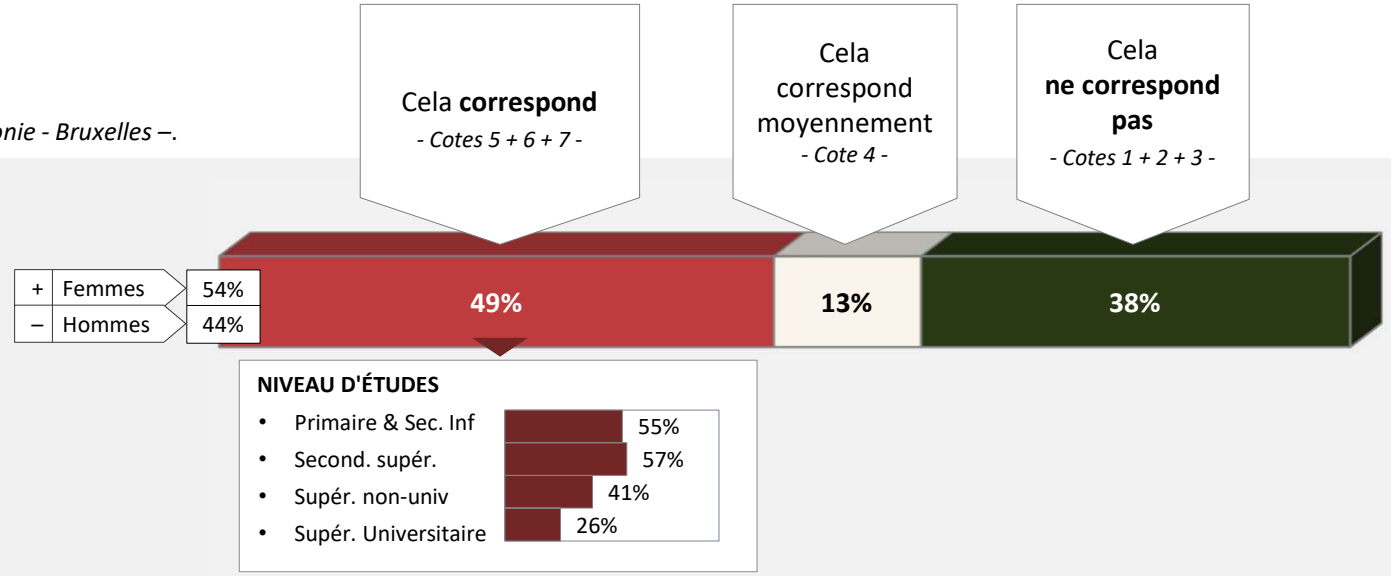
18 à 24 ans	52%
25 à 34 ans	42%
35 à 44 ans	47%
45 à 54 ans	56%
55 à 64 ans	40%
65 ans et +	39%

+	Famille monoparentale	57%
+	Ouvrier non qualifié	67%
+	Demandeur d'emploi	57%
+	Emploi CDD / Intérim	57%
+	Est en incapacité de travail	60%
–	Emploi CDI	42%

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

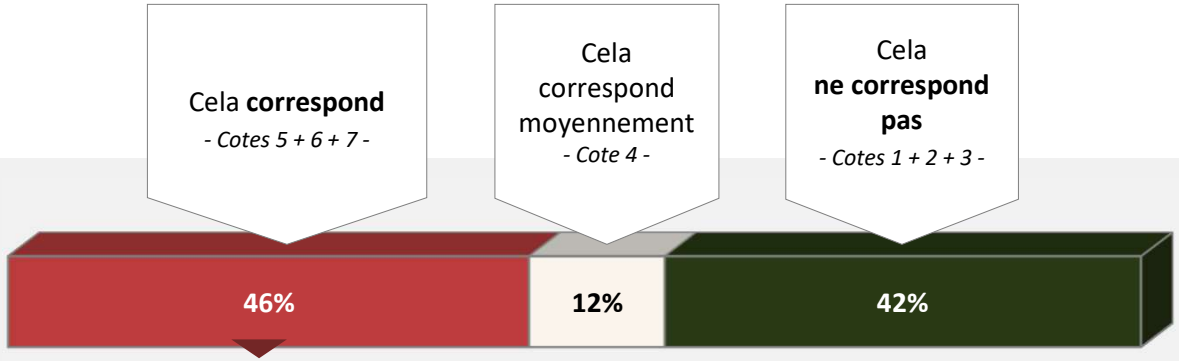
- **J'ai vraiment très peur qu'une prochaine vague de ce virus touchera les enfants**

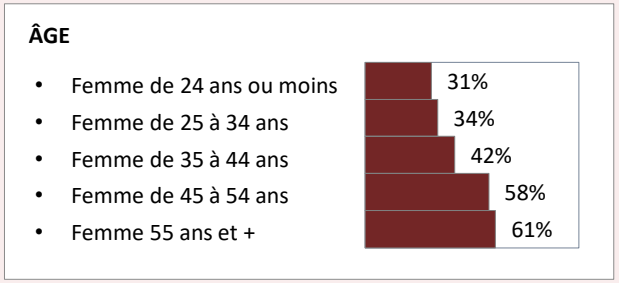


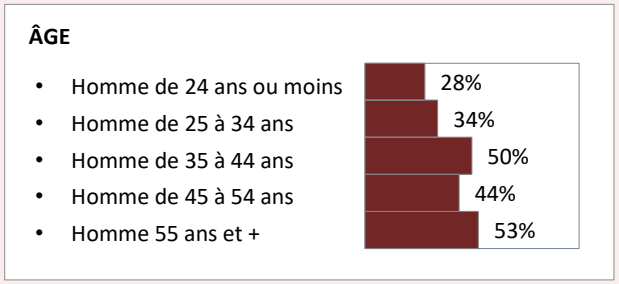
UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES (III)

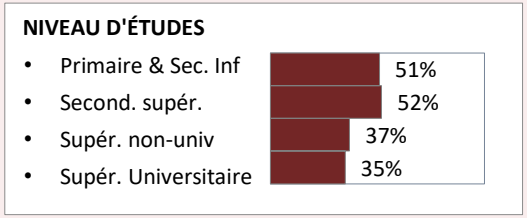
Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

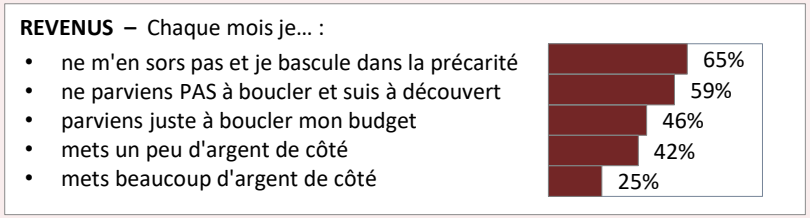
- **Après le choc de cette pandémie et avec la perspective d'autres chocs, personnellement, si la question se posait, j'hésiterais vraiment à faire**











UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

- **Au-delà de l'intime et du rapport à la mort et à la naissance, la pandémie a conduit un très grand nombre d'individus à s'interroger et à réfléchir :**

  - **au sens de leur propre vie (travail, relations sociales), près de 6 sur 10 disent même que ce qu'ils/ elles ont vécu personnellement et ressenti au cours de la pandémie les a vraiment transformés.**
  - **à leur rapport au travail et à la quotidienneté, 7 sur 10 qui ont un emploi affirment vouloir désormais refuser de revivre une vie et des conditions de travail stressantes comme avant la pandémie. Ils/ elles veulent que leur vie quotidienne change vraiment,**
  - **à la société dans laquelle ils/ elles ont vraiment envie de vivre, plus de 6 sur 10 sont dans ce cas.**

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

- **Clairement, le choc de la pandémie a bousculé et interrogé les aspirations en termes de modes de vie, de conditions de travail et d'existence et de société dans laquelle on souhaite vivre. Aux Etats-Unis aussi on observe que des millions de travailleurs quittent leurs activités professionnelles pour en trouver une autre qui leur convient mieux. Dans l'horeca en Europe, ce phénomène est particulièrement visible. Le « moment Covid » a été un révélateur. Et cette réalité est observée quel que soit le niveau d'études ou le revenu. Par contre les femmes sont plus nombreuses que les hommes à interroger leur vie et leur travail.**

La pandémie semble avoir mis en route une "machine à désirs".

Jusqu'ici, rien ne semblait possible "en dehors des rails". Le fameux « TINA ».

Nous avons vécu l'impensable, l'inimaginable. Une pandémie qui conduit tous les terriens à se confiner en même temps. Tout à l'arrêt. Le champ des possibles paraît soudainement s'élargir. Si cela a été possible, tout le devient... Comme si l'imagination avait été libérée. Le carcan de la reproduction, jour après jour, d'une vie qui épuise lentement, a sauté. Mais cela peut conduire au pire comme au meilleur. Le fameux « monde d'après » reste très incertain dans sa mise en pratique mais on observe qu'au niveau des représentations sociales et des ressentis, la pandémie a produit « quelque chose ».

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES

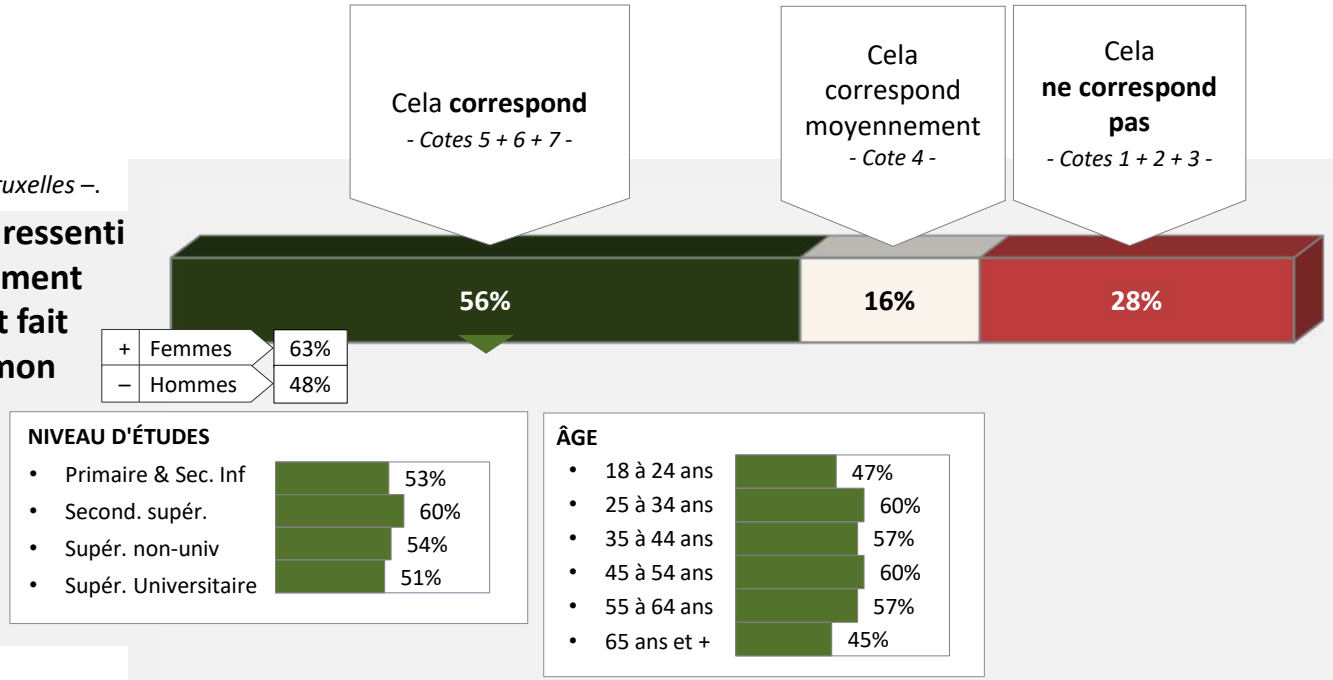
- **Par ailleurs, nous savons aussi que ce n'est pas parce qu'une majorité se dit transformée par ce "moment-pandémie" que la société va automatiquement se transformer. Comme le souligne Michel Wieviorka *« on ne passe pas directement, des individus, de leurs expériences personnelles, de leurs subjectivités, à la politique ».***

  Nous verrons un peu plus loin quelles sont les perceptions de l'impact de la pandémie sur la société. La paysage est sombre.

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES (IV)

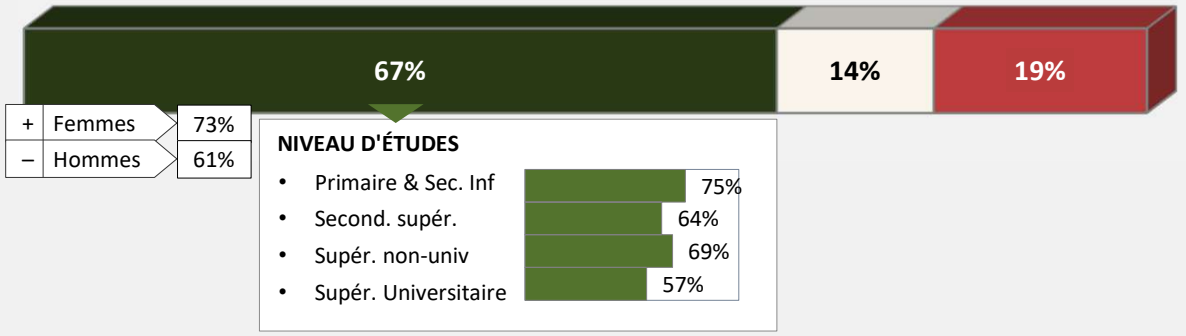
Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Ce que j'ai personnellement vécu et ressenti au cours de cette pandémie m'a vraiment transformé c'est-à-dire m'a vraiment fait réfléchir au sens de ma propre vie (mon travail, mes relations sociales, etc.)**



Base : 100% = a un emploi salarié ou indépendant

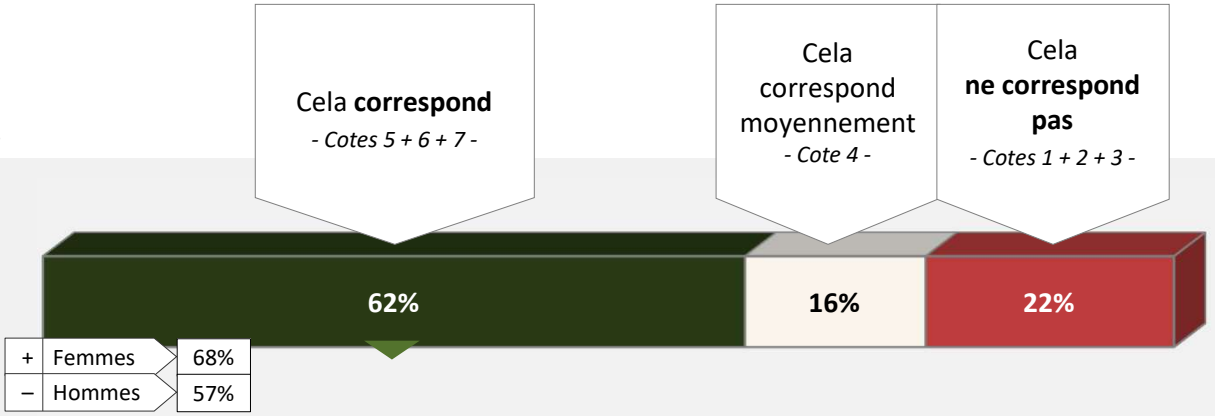
- **Après l'expérience de la pandémie, je refuse désormais de revivre une vie et des conditions de travail stressantes comme avant la pandémie. Je veux vraiment que ma vie quotidienne change**



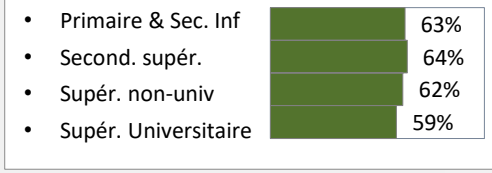
UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES (V)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

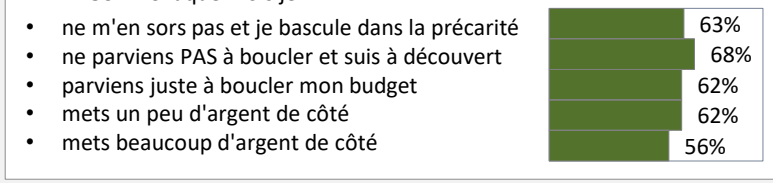
- **Ce que j'ai personnellement vécu au cours de cette pandémie m'a vraiment fait réfléchir à la société dans laquelle j'ai vraiment envie de vivre**



NIVEAU D'ÉTUDES



REVENUS – Chaque mois je… :



UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES

- **Au-delà des impacts sur soi (des peurs existentielles, des prises de conscience d'un mal-être - ne pas maîtriser sa vie ...-, des replis, de l'introspection, des envies de changer de vie, etc.), les individus découvrent ce que la pandémie et sa gestion "ont fait" à la société.**

  Ils tentent d'imaginer dans quel monde nous allons entrer.

  A entendre leurs ressentis, on peut se demander si, aux yeux de la majorité, le pire est passé ?

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES

- **En effet :**
  - **pour 8 individus sur 10, la norme du monde de demain sera l'incertitude, *« on sait maintenant que tout peut vraiment s'effondrer du jour au lendemain ».* On sait que l'incertitude nuit gravement à la santé psychique. D'autant plus lorsque l'on est déjà fragile. L'incertitude tous azimuts est insupportable pour le psychisme. Elle épuise. Pour y faire face, les individus les plus fatigués psychiquement vont chercher à comprendre et parfois développer des thèses complotistes ou y adhérer comme réponses simplistes à un monde devenu totalement illisible et anxiogène.**

    Nul doute qu'un autre aspect, géopolitique, va accroître ce sentiment que désormais tout est possible et incertain puisqu'avec la guerre en Ukraine déclarée par Vladimir Poutine ce 24 février 2022, des commentateurs évoquent un risque de guerre généralisée comme l'Europe n'en a plus connu depuis 1945.

    Accumulation vertigineuse de sources d'incertitudes et d'épreuves brutales.
  - **pour 8 sur 10, la pandémie a montré que la société belge est très inégalitaire et le monde de demain le sera plus encore. Perception que la pandémie a augmenté de façon durable et importante la pauvreté en Belgique,**

UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES

- **aux yeux de très larges majorités (7 à 9 sur 10), la pandémie a aggravé ou négligé des catégories importantes de la population : les personnes âgées, ceux/ celles qui ne se sentaient pas bien psychiquement, les jeunes et les femmes,**

- **pour 6 à 7 individus sur 10, la pandémie et sa gestion ont fortement accru la méfiance des gens les uns à l'égard des autres, et pire, domine le sentiment que des groupes de gens ont été monté les uns contre les autres. Dès lors l'envie de se replier sur soi et ses proches a clairement été renforcé et a donc accru la solidarité de proximité (mais seuls 5 sur 10 constatent cette solidarité).**

  Et 3 sur 10 avouent que des tensions sont nées avec leurs proches et « *vont laisser des traces, nos relations ne seront plus comme avant* ».

  La société était déjà hyper fragmentée, « archipellisée »[7], elle est vraiment atomisée, pulvérisée.

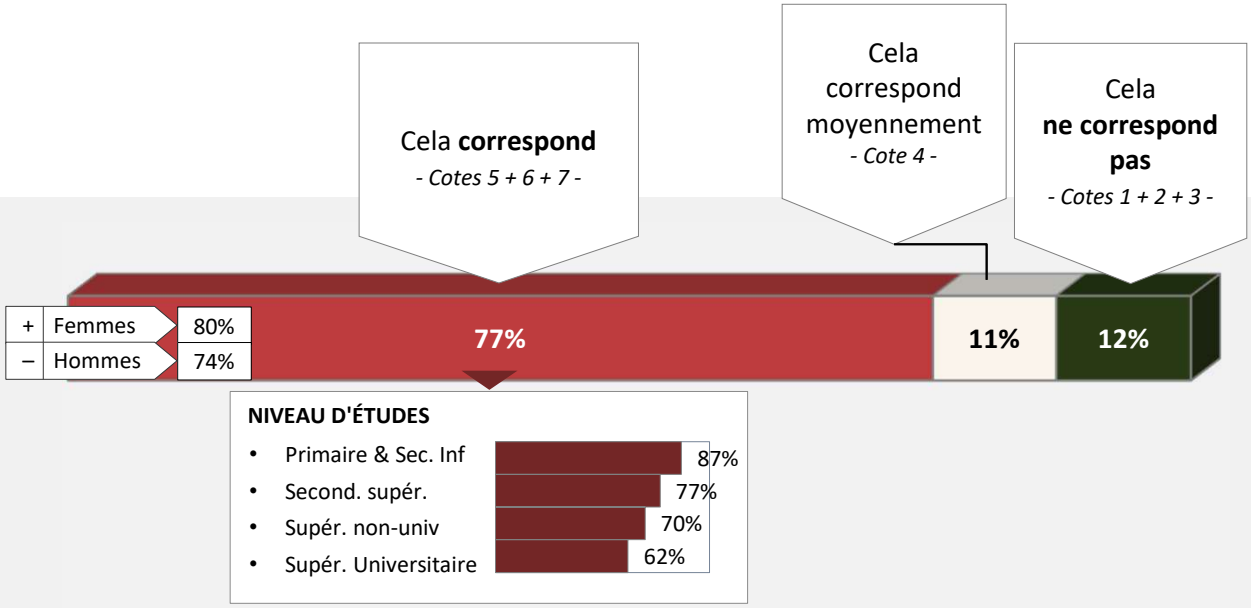
- **une large majorité, près de 8 sur 10, estime que le télétravail a créé quelque chose de neuf et ils pensent que *« ces formes de travail vont s'installer durablement* ». Ceux/ celles qui ont vécu les confinements en télétravail sont encore plus nombreux à le penser.**

7 Etude "Noir, Jaune, Blues " réalisée par l'Institut Survey & Action, Benoît Scheuer, pour la Fondation Ceci n'est pas une crise, et publiée par Le Soir en janvier 2017.

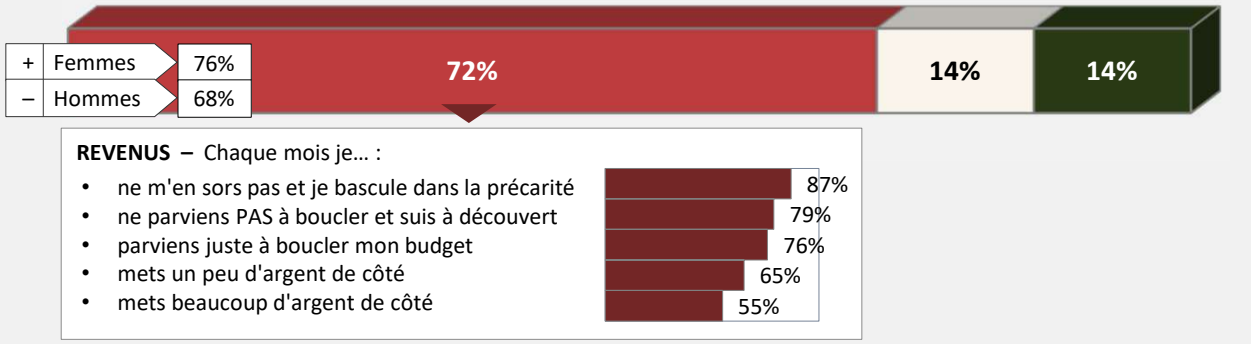
UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (I)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Je ressens que nous allons entrer dans un monde ou tout sera incertain, on sait maintenant que tout peut vraiment s'effondrer du jour au lendemain**



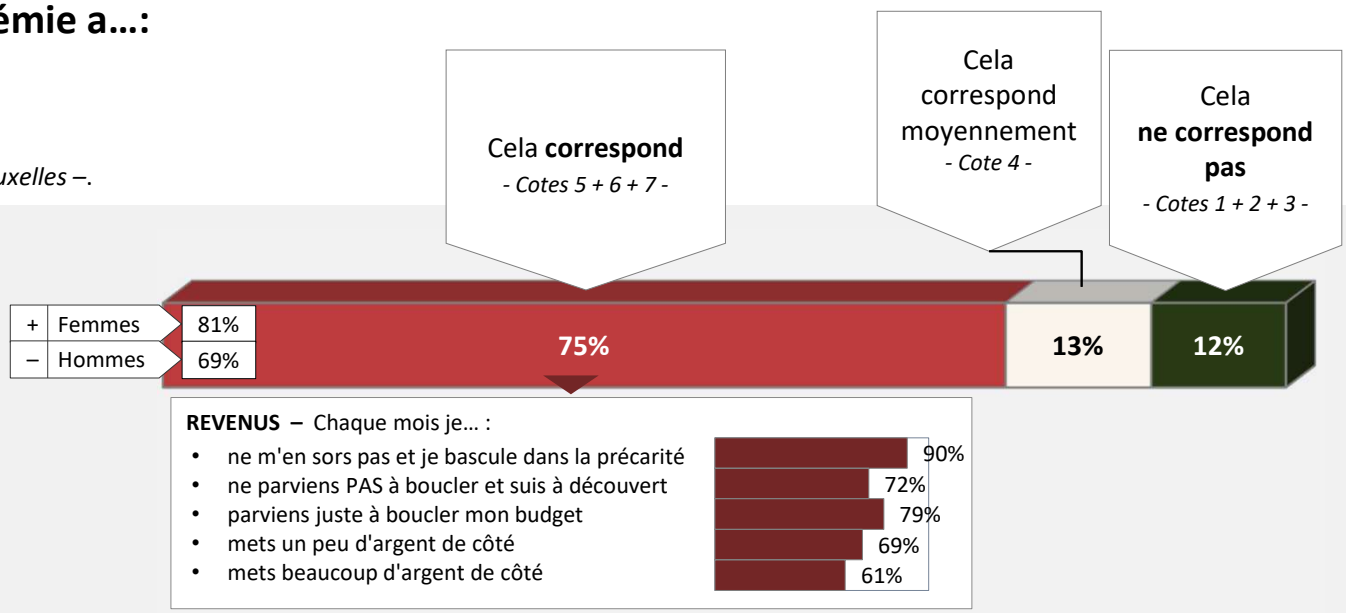
- **Après cette pandémie, je suis convaincu que le monde sera encore plus inégalitaire**



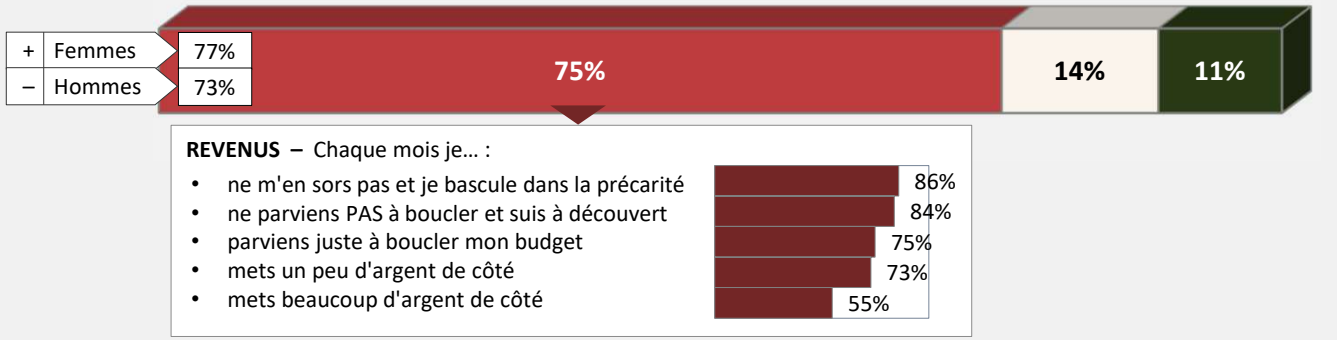
D'une manière générale, la pandémie a…:

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

Augmenté de façon durable et importante la pauvreté en Belgique



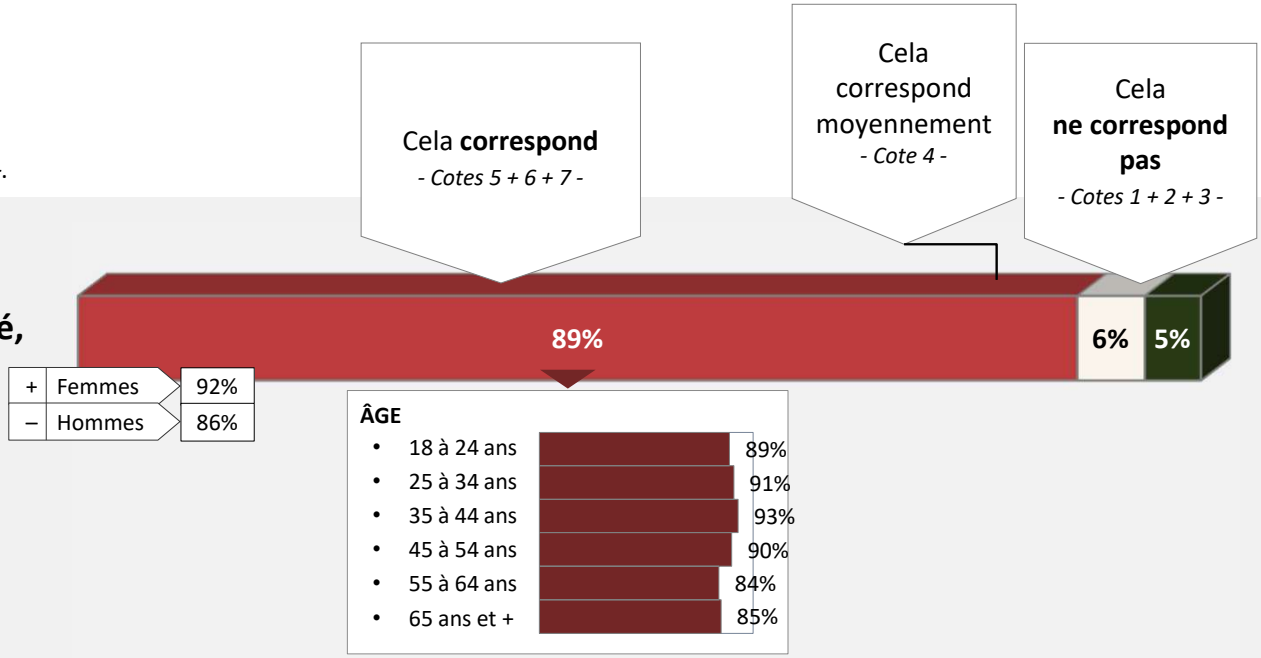
Montré clairement que la société belge est vraiment très inégalitaire



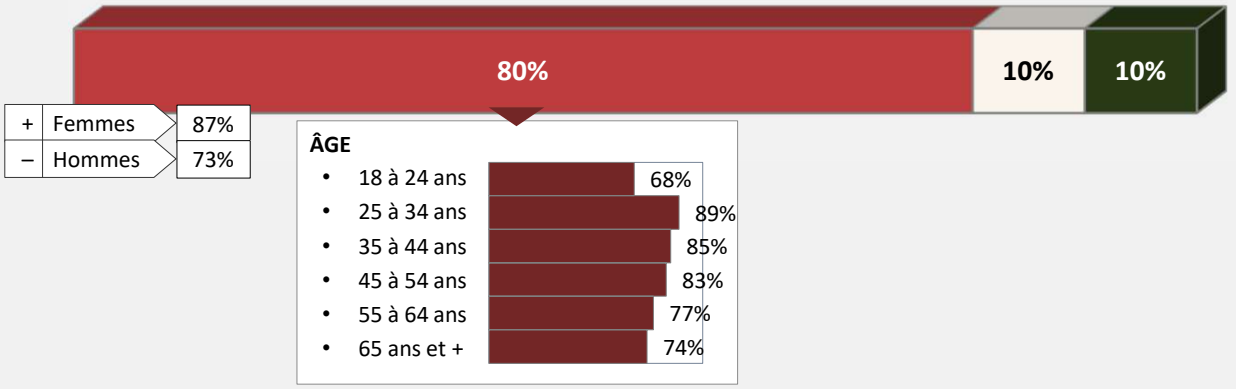
D'une manière générale, la pandémie a…:

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Aggravé la situation des personnes âgées dans la société : isolement, accès à la santé, pauvreté, etc**



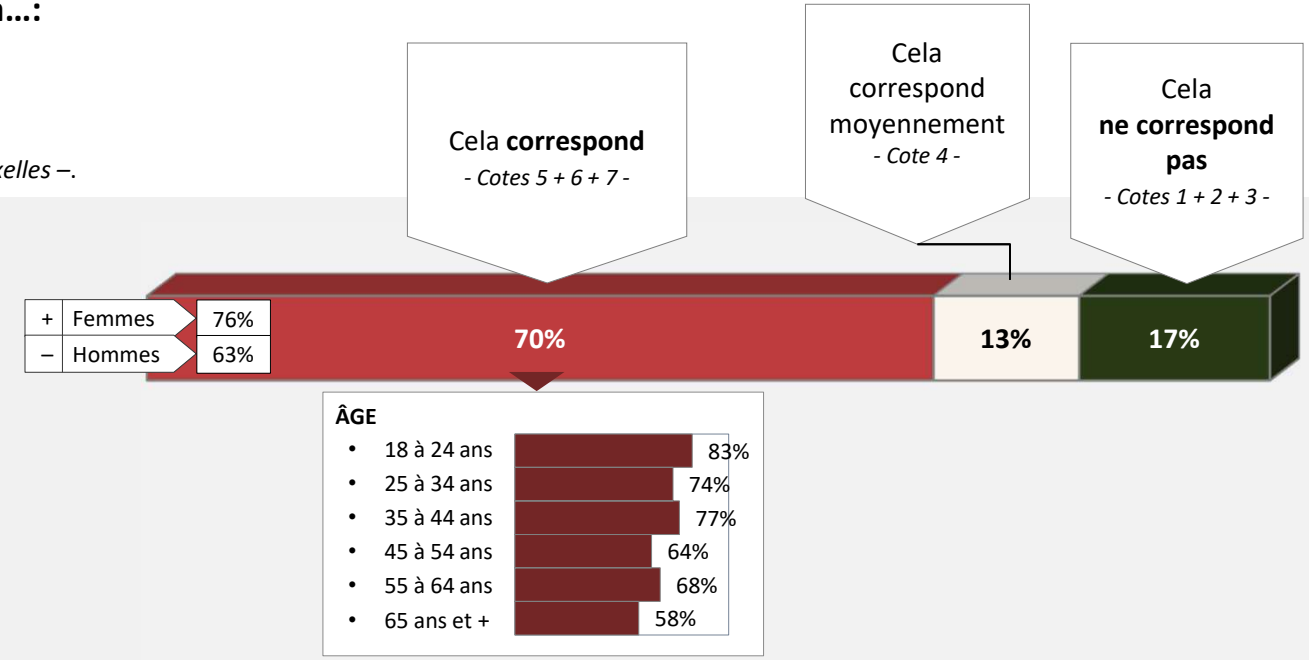
- **Laissé seul(e) tous ceux (celles) qui ne se sentaient pas bien psychiquement où vivaient des états dépressifs**



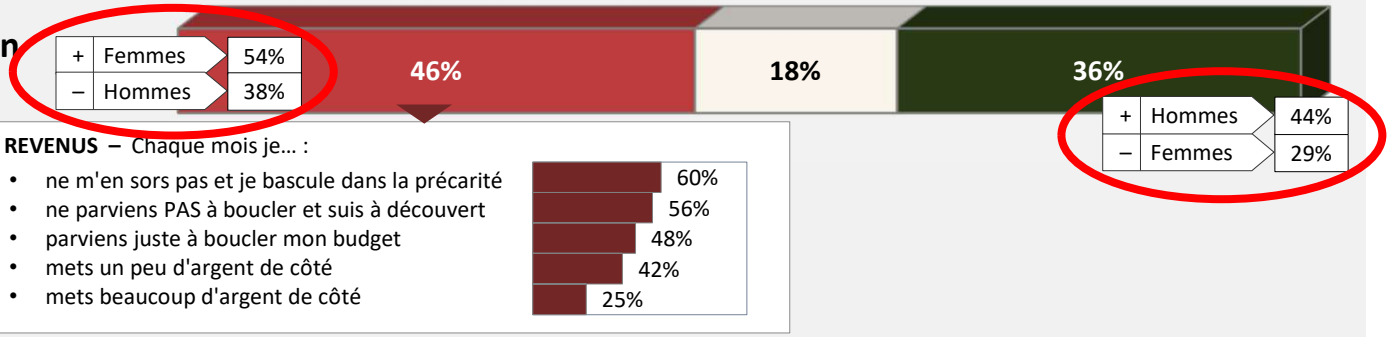
D'une manière générale, la pandémie a…:

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Entraîné une réelle négligence de la prise en compte des jeunes, de leurs attentes, de leurs conditions de vie et de leurs ressources financières**



- **Particulièrement aggravé la situation des femmes**

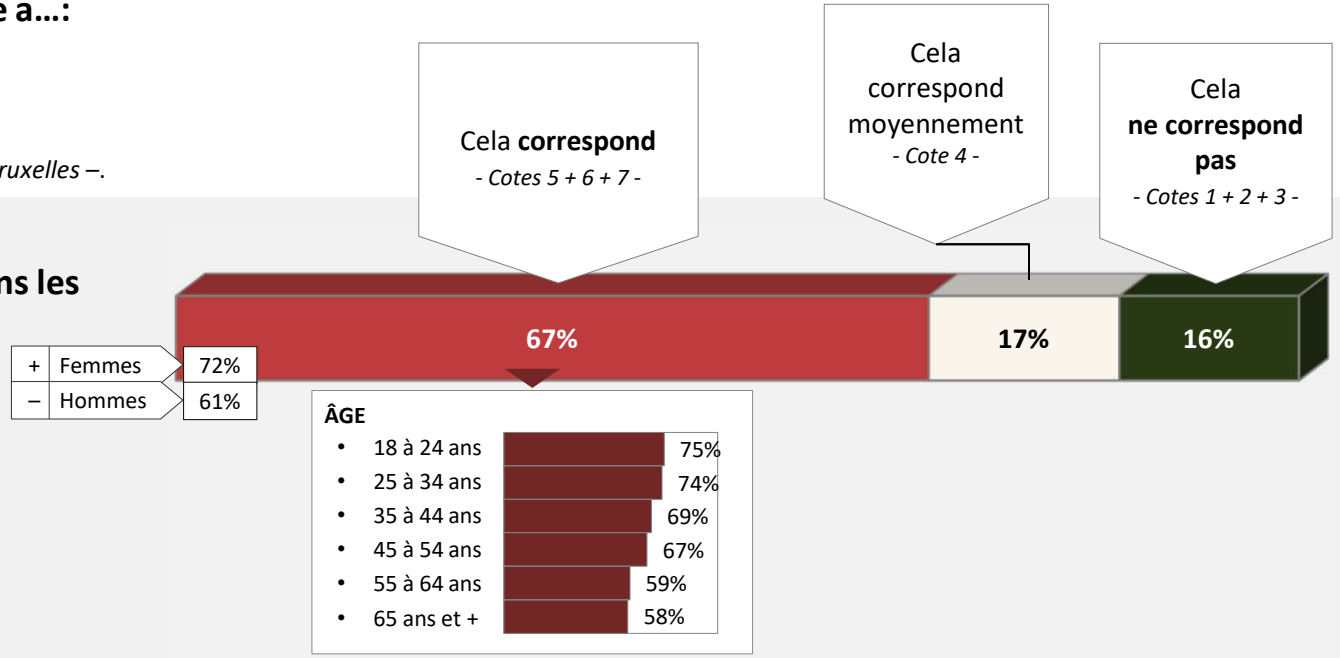


UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (V)

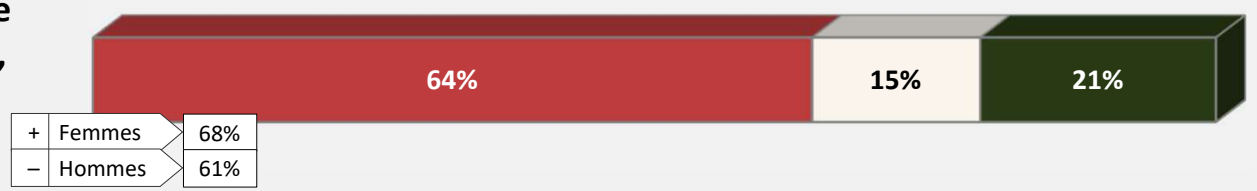
▶ **D'une manière générale, la pandémie a…:**

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Créé ou amplifié la méfiance des gens les uns à l'égard des autres**



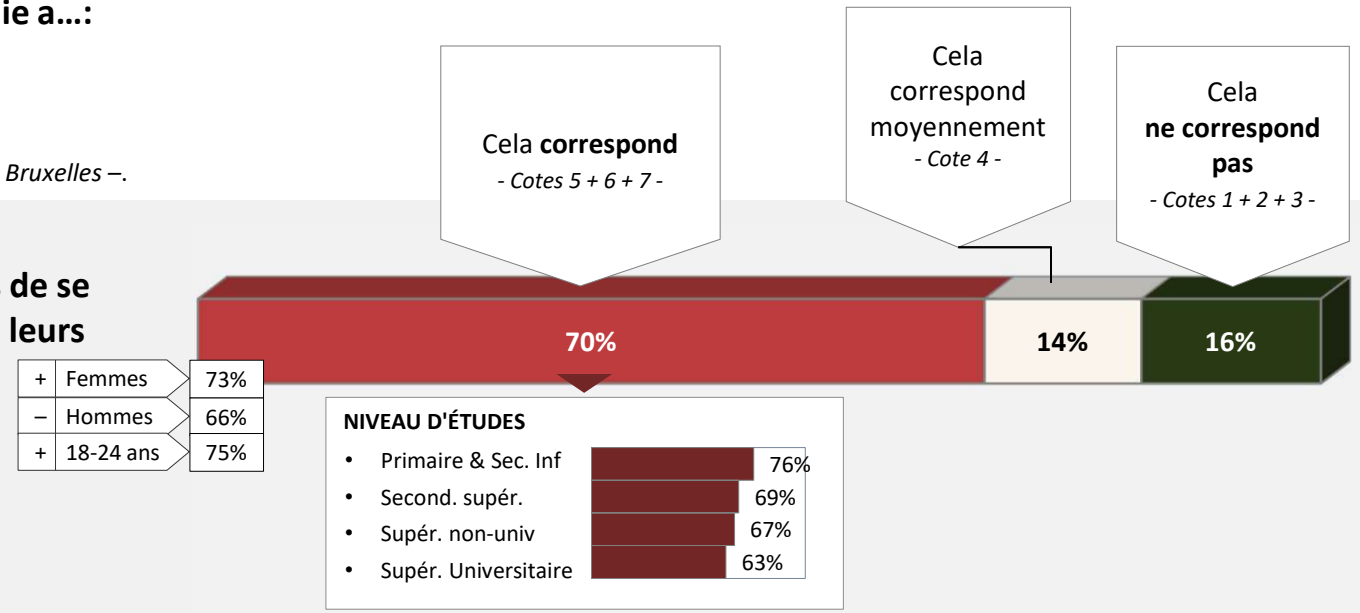
- **Monté des groupes de gens les uns contre les autres (les jeunes contre les plus âgés, les vaccinés contre les non vaccinés, etc.)**



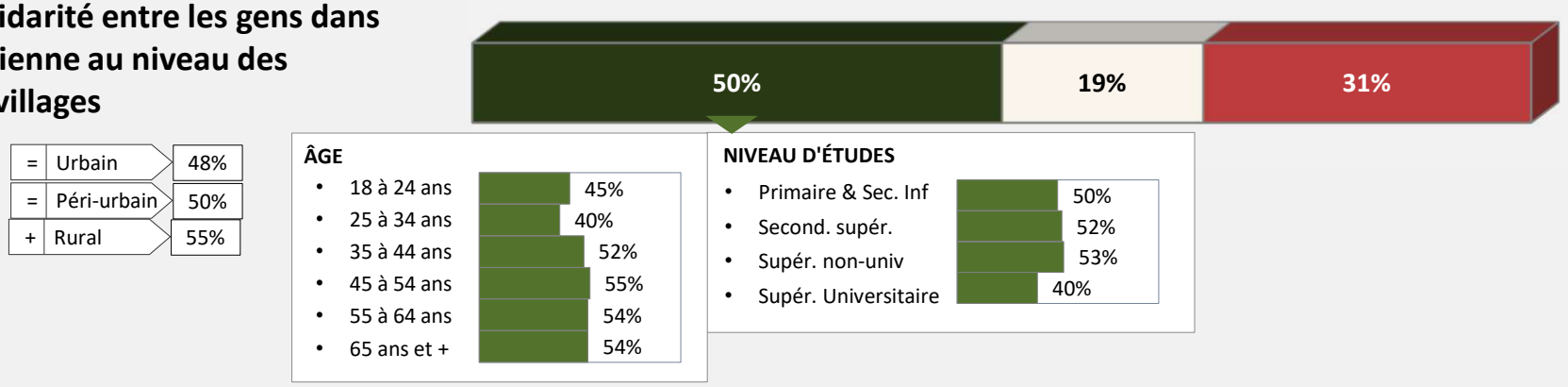
D'une manière générale, la pandémie a…:

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

Vraiment renforcé l'envie des gens de se replier sur soi, sur leurs familles et leurs proches



Renforcé la solidarité entre les gens dans leur vie quotidienne au niveau des quartiers, des villages

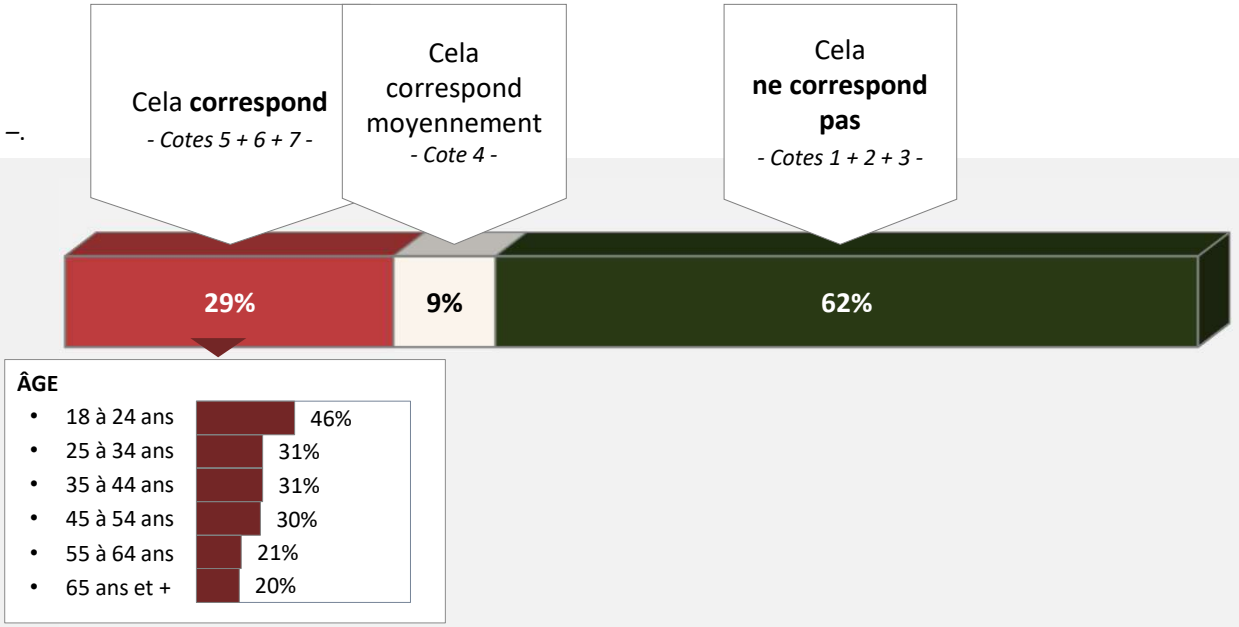


UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (VII)

D'une manière générale, la pandémie a…:

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

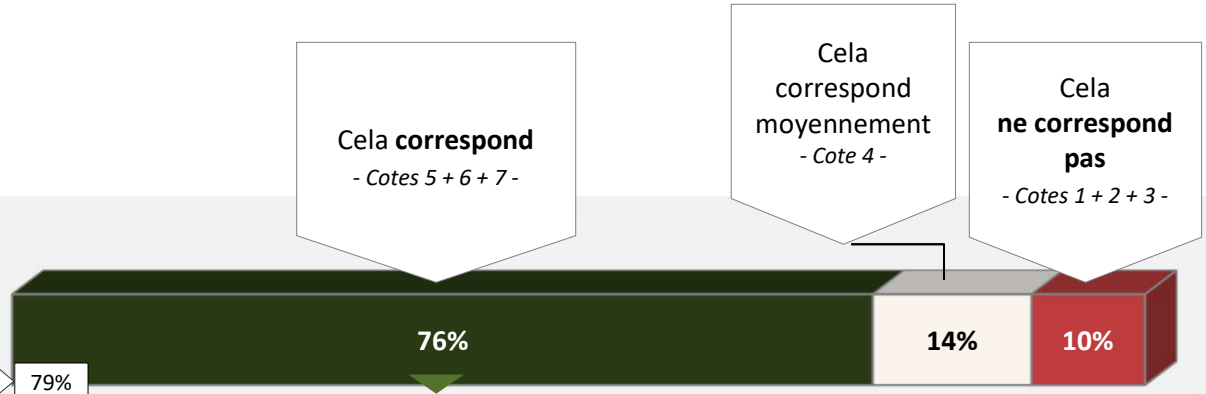
- **Engendré des tensions avec mes proches qui vont laisser des traces, nos relations ne seront plus comme avant**



D'une manière générale, la pandémie a…:

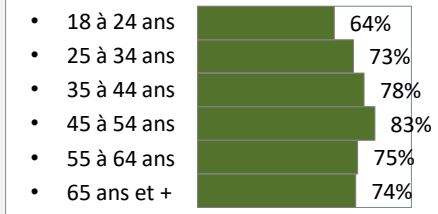
Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

Créé quelque chose de neuf avec le télétravail et je suis convaincu(e) que ces formes de travail vont s'installer durablement

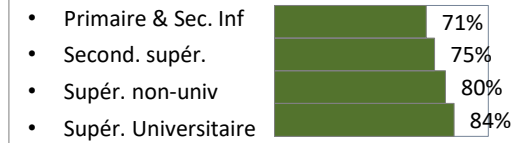


+	Femmes	79%
–	Hommes	73%
+	A vécu les confinements en télétravail	84%
+	Cadre moyen	87%
+	Employé	83%
+	Emploi à temps plein	82%
–	Emploi à temps partiel	74%

ÂGE



NIVEAU D'ÉTUDES



AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

Pendant que les gens font des concours de pureté pour savoir qui a le moins pris l'avion, on se désintéresse de la question politique, systémique.

Ce sont les industriels qui devraient être responsables jusqu'au bout de la matière qu'ils mettent en circulation "

Cyril DION

La pandémie confirme l'entrée dans une ère nouvelle, l'anthropocène dans laquelle les crises sanitaires et les dérèglements climatiques constitueront le quotidien de l'humanité"

Benjamin CORIAT

PRISE DE CONSCIENCE D'UN SYSTÈME

- **Le choc pandémique et les évènements météo extrêmes au cours de l'été 2021 (partout dans le monde : des ouragans, des tornades, des sécheresses, des incendies cataclysmiques de forêts, des dômes de chaleur et de très graves inondations notamment en Wallonie et en Allemagne) ont fortement accentué la prise de conscience du risque sur nos santés d'un macro déterminant collectif.**

  Il relève de l'écosystème global formé par l'ensemble du vivant, c'est-à-dire les animaux, les végétaux et les humains ainsi que les milieux dans lesquels ils évoluent. Tout est lié.

- **Le concept « one health » est maintenant vraiment intégré dans les représentations d'une large majorité de l'opinion. Cela supposera de dépasser / compléter les classiques conseils en prévention santé (pratiquer une activité physique, faire attention à ce que l'on mange, boit, ne pas fumer, éviter le stress, bien dormir, etc.) qui sont davantage accessibles aux individus que d'agir sur le système global du vivant ! Nous y reviendrons.**

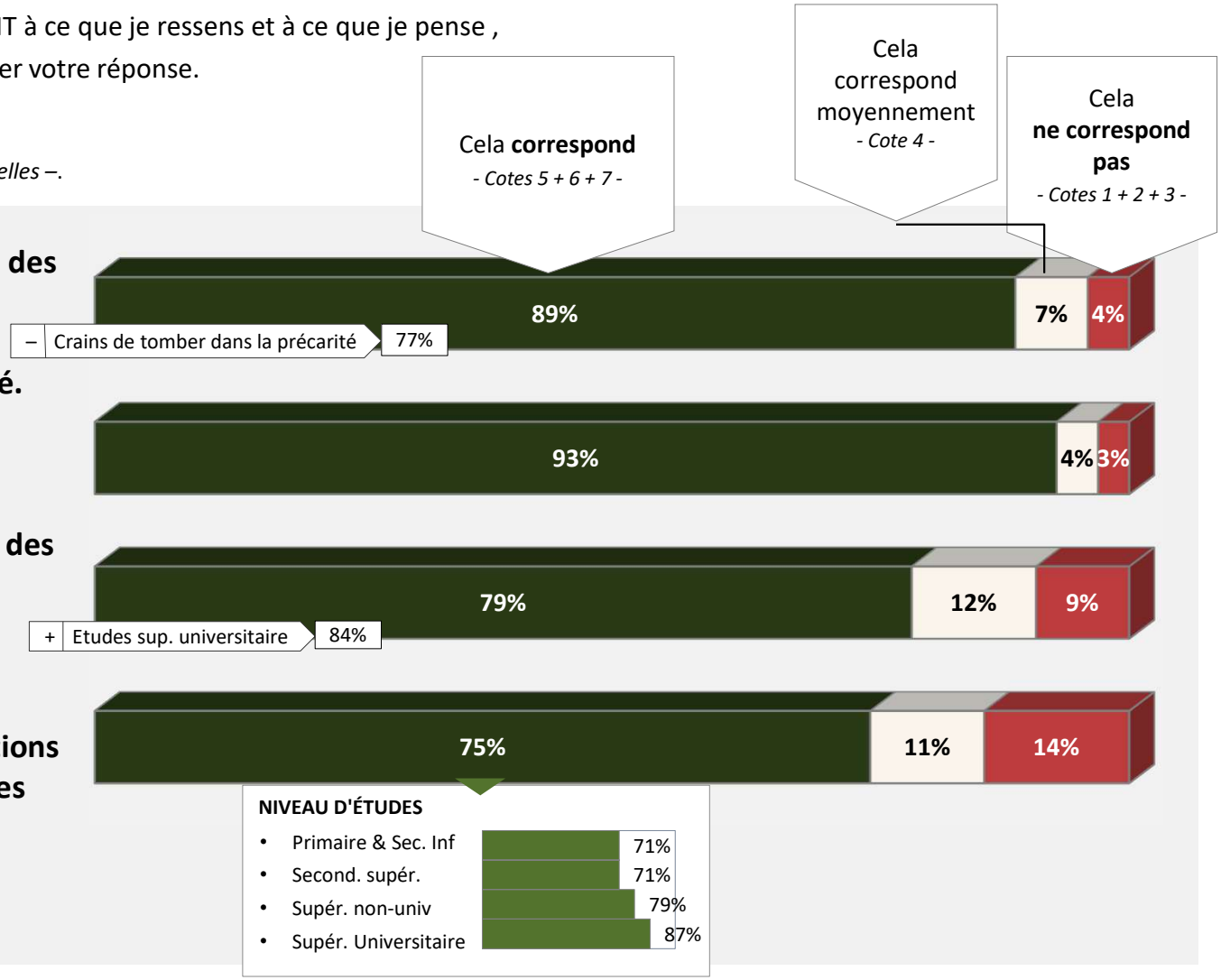
- **Tout se passe comme si ces évènements tragiques récents avaient propagé très rapidement un ressenti systémique dans toute la population. Nul doute que c'est la concomitance de divers éléments de l'actualité (pandémie, climat, COP Glasgow, etc.) qui a fait prendre conscience que tout est lié.**

PRISE DE CONSCIENCE D'UN SYSTÈME (I)

- Voici quelques opinions entendues à propos des futurs grands risques.
  Merci de me dire si cela correspond ou non à ce que vous ressentez et vous pensez, toujours au moyen de l'échelle de 1 à 7 ou :
  - 1 signifie que cela NE CORRESPOND VRAIMENT PAS DU TOUT à ce que je ressens et à ce que je pense ,
  - 7 signifie que cela CORRESPOND TOUT A FAIT à ce que je ressens et à ce que je pense ,

  Les chiffres de 2 à 6 vous permettent de nuancer votre réponse.

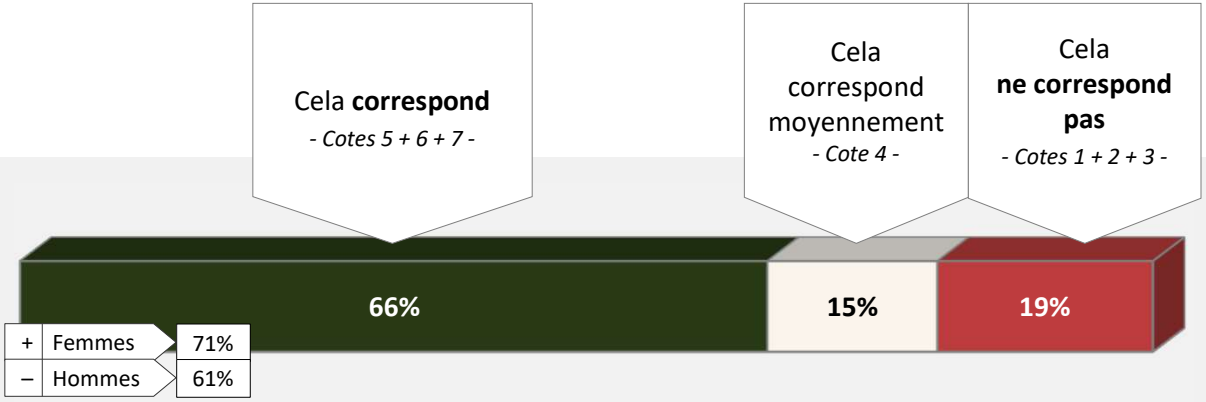
Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



PRISE DE CONSCIENCE D'UN SYSTÈME (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Ma santé ne dépend pas que de mes choix de mode de vie (alimentation, pratiques sportives, hygiène de vie en général) mais de facteurs globaux dont le système économique sur lequel je n'ai aucune capacité d'agir**



LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES

- **La pandémie n'est pas perçue comme un choc exogène, qui tombe du ciel. Elle est endogène au système économique.**

- **Domine à présent la conviction que ce sont les mêmes causes qui produisent les pandémies (perçues comme des zoonoses) et les divers problèmes climatiques et environnementaux : il s'agit bien de certaines activités humaines.**

  Il n'y a quasi plus de déni climatique ou de négation qu'il s'agit d'une conséquence de l'activité humaine (14%).

  Seuls quelques complotistes affirment à propos de la pandémie (20%) que, selon eux, « elle est créée de toute pièce par des gens qui y ont intérêt », cette opinion affirme néanmoins qu'il s'agit d'activités humaines. Et 11% nient qu'il s'agit d'une conséquence de l'activité humaine.

- **Le vivant est maltraité, bousculé, épuisé par des activités humaines qui considèrent que toutes les ressources sont infinies et que la nature doit être dominée.**

  Les perceptions majoritaires considèrent que le productivisme et les pratiques "extractivistes" sur la nature constituent la cause profonde tant des pandémies que de la destruction de l'environnement (sous les trois registres : le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité et les pollutions).

LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES

Ces pratiques productivistes :

- **détruisent la biodiversité et créent des zoonoses,**
- **émettent des gaz à effet de serre par la combustion des énergies fossiles et dérèglent le climat ce qui entraîne notamment des déficits de récoltes (donc des famines, de l'inflation, etc.) et des catastrophes climatiques,**
- **produisent diverses pollutions qui altèrent tous les écosystèmes dont la santé humaine,**
- **réchauffent l'eau des océans et modifient le cycle de l'eau qui accentuent les ouragans, les sécheresses, les dômes de chaleur, l'élévation du niveau des océans, etc.,**
- **etc.**

Ces activités humaines sont :

- **la déforestation et la destruction des habitats de la faune sauvage,**
- **l'exploitation intense des sols et des sous-sols,**
- **l'élevage, la pêche et l'agriculture intensives,**
- **la combustion des énergies fossiles,**
- **etc.**

Selon l'économiste Benjamin Coriat [8] « *ces activités consistent à extraire directement dans le milieu naturel et sans retour vers lui des ressources naturelles qui ne se renouvellent pas ou peu, lentement, difficilement. Ainsi les hommes pénètrent de plus en plus loin au cœur des forêts, entrant en contact avec des virus de la faune sauvage. Ils détruisent la biodiversité* ».

8 Benjamin Coriat, *La pandémie, l'Anthropocène et le bien commun*, Edit Les liens qui libèrent, 2020

LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES

- **Ce système dégrade fortement les contextes de vies et la santé des humains.**

  Une très large majorité (8 sur 10) affirme que « pour permettre le développement économique l'homme ne doit PAS dominer la nature ». Inversion de paradigme par rapport au début de l'ère industrielle où il existait un quasi consensus pour « dompter » la nature au profit des besoins de l'homme. Tant à gauche qu'à droite, la production était l'horizon.

- **Ce que des chercheurs nomment « l'anthropocène » est parfaitement perçu intuitivement par une large partie de l'opinion.**

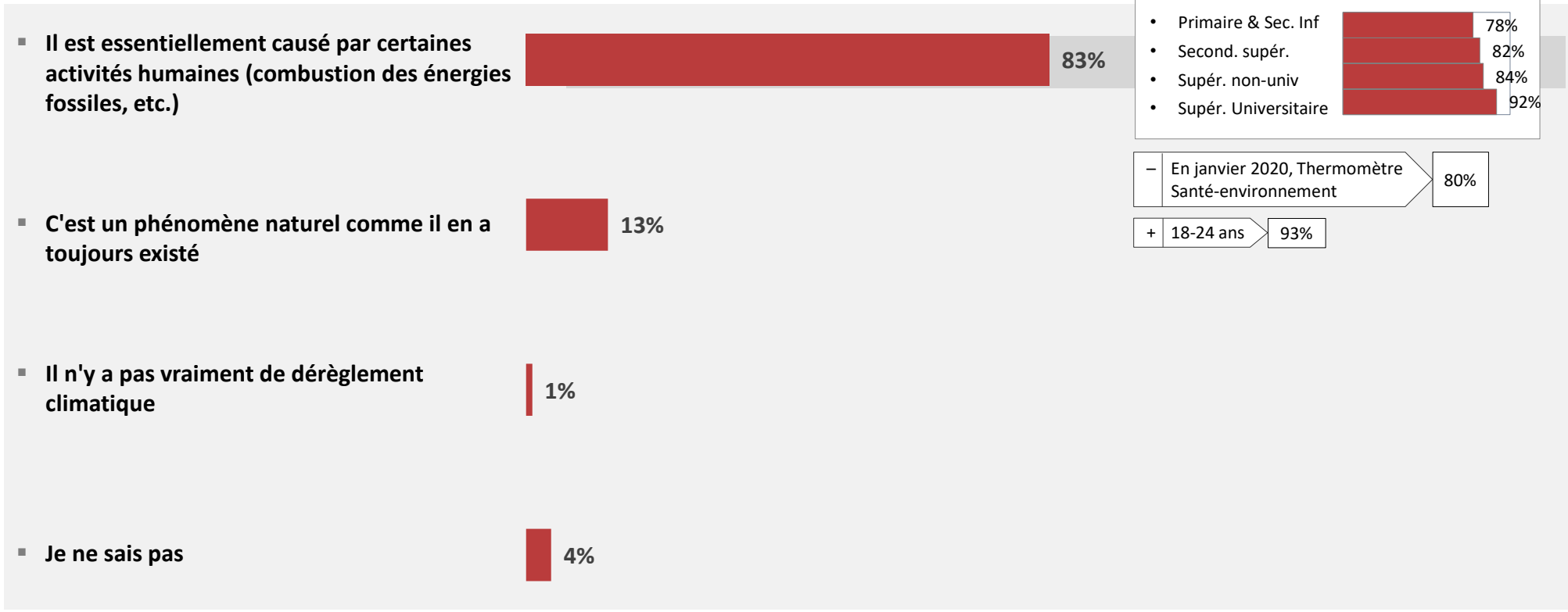
  L'anthropocène est la période géologique qui est caractérisée par le fait que ce sont les humains qui désormais sont les principaux responsables des changements qui altèrent le climat, l'environnement et produisent des zoonoses [9].

9 Notamment François Gemenne, *Atlas de l'Anthropocène, Tomes* 1 et 2, Edit Sciences Po, 2021,

LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES (I)

▶ Concernant le dérèglement climatique vous diriez que :

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

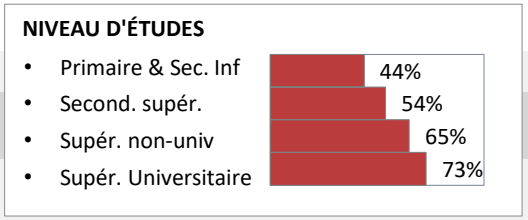


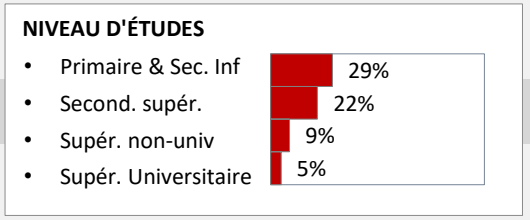
LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES (II)

▶ **Concernant l'origine des récentes pandémies (H1N1, SRAS, Covid 19, etc.), vous diriez que** :

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Elles sont des conséquences de certaines activités humaines qui malmènent la nature par exemple la déforestation qui bouscule les écosystèmes d'animaux sauvages favorisant ainsi la transmission de nouvelles maladies à l'homme, etc.** — 59%
- **Les pandémies sont créées de toute pièce par des gens qui y ont intérêt** — 20%
- **Ce sont des évènements strictement naturels c'est-à-dire des phénomènes qui n'ont rien à voir avec les activités humaines, comme une éruption volcanique ou un tsunami** — 11%
- **Je ne sais pas** — 10%

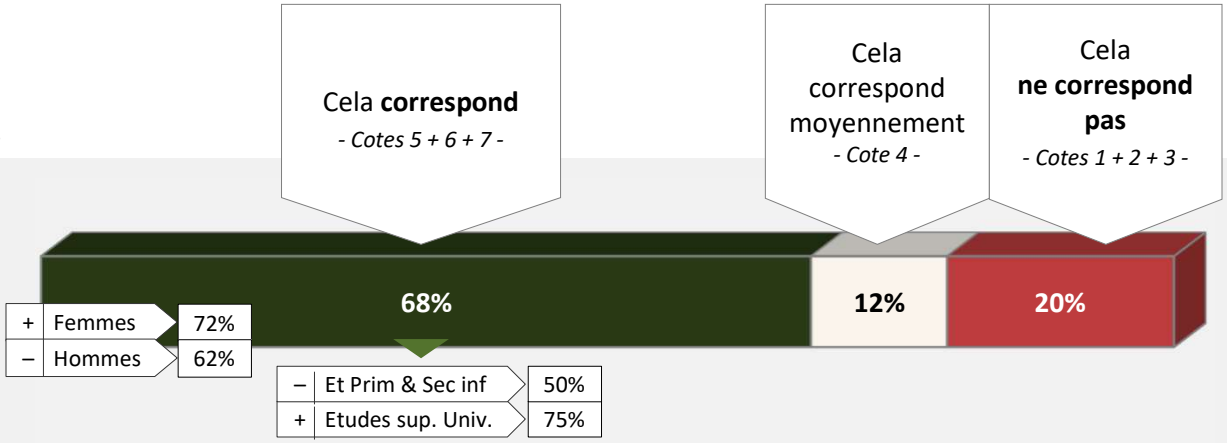




LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

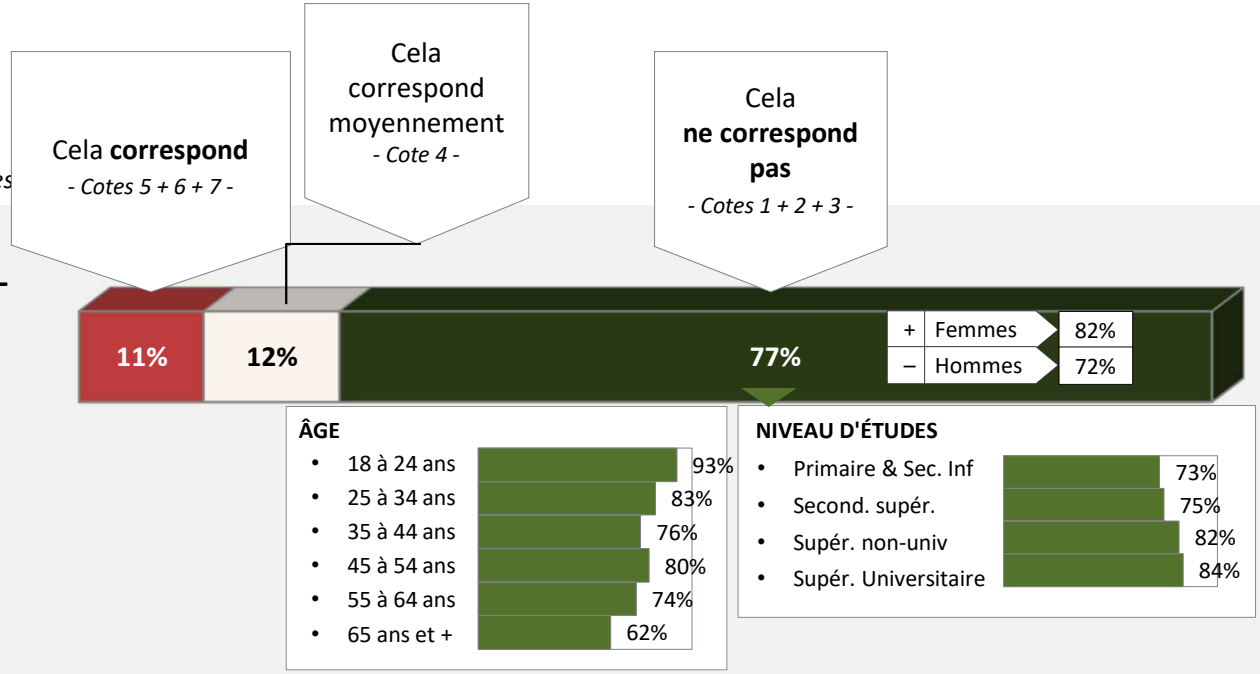
- **Je pense vraiment que le dérèglement climatique et les pandémies ont la même source, c'est-à-dire l'emprise grandissante de certaines activités humaines sur tous les milieux naturels. Cela épuise les ressources de la planète (l'air, l'eau - océan, rivières - la terre, etc.) fragilise tous les équilibres des écosystèmes du vivant (les animaux, les végétaux) et cela produit trop de gaz à effet de serre (CO2)**



LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles*

- **Pour permettre le développement socio-économique, l'homme doit vraiment dominer la nature**



DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES

- **Des activités humaines détruisent les écosystèmes du vivant et cela conduit à nous détruire nous-mêmes.**

  Cette opinion semble à présent largement partagée.

- **Mais qui est responsable de ces activités humaines ?**

  Sommes-nous tous acteurs de la même façon ?

  Sommes-nous tous des victimes potentielles de ce système ?

- **Clairement, ces pratiques productivistes sont perçues comme étant le fait des industriels et de ceux qui les financent.**

  C'est le système économique et financier qui est mis en cause. Plus que jamais, il inquiète : nette croissance de la méfiance en 5 ans, ce niveau atteint des sommets alors que nous vivons tous dans ce système au quotidien... schizophrénie ? Déchirements en tout cas..., nous y reviendrons.

DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES

- **Les dirigeants politiques ont aussi, aux yeux des individus, une vraie responsabilité dans ces pratiques extractivistes. Nous verrons plus loin qu'il s'agit d'attentes fortes de régulation mais qui restent, selon les perceptions de l'opinion publique, des mots non suivis d'actes.**

  Les individus estiment qu'ils ont eux-mêmes très peu de responsabilités dans ces pratiques et on constate l'évaluation que les « autres individus » font moins bien que soi.

  Dès lors, un ressenti de subir la situation et de ne pas avoir de capacité d'agir sur ce qui sur détermine pourtant leur propre cadre de vie, leur santé et plus simplement l'avenir de l'humanité.

- **Plus en détails, les perceptions qui dominent signifient que nous ne sommes vraiment pas égaux face à la destruction du climat et de l'environnement :**
  - **une majorité pense que "les riches polluent plus que les pauvres". Tendanciellement, plus le revenu est élevé, moins on le pense... déculpabilisation ...**
  - **mais large consensus pour estimer que les pauvres sont davantage victimes des dégradations de l'environnement (même les revenus élevés le pensent).**

DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES

- **Très large consensus pour estimer que les conséquences de ces pratiques productivistes, c'est-à-dire « le dérèglement climatique et les pandémies sont des accélérateurs des inégalités » et qu'elles sont injustes, non légitimes (8 individus sur 10 l'affirment).**

Bombe à retardement ?

La pandémie est un lanceur d'alerte.

Tout semble s'être exacerbé.

C'est l'ensemble du système qui paraît à présent mis en cause.

Prise de conscience forte des limites de nos modes de vies autant que du « système ».

Le cœur même du réacteur.

A ce niveau de globalité, cela conduit-il à une impasse paralysante autant de la pensée que de l'action ?

Y a-t-il une interprétation de ce moment de l'histoire qui traduise ces ressentis en projets politiques ? Une intelligence du monde ? Un récit ? Ou peut-on basculer dans le chaos et les passions tristes comme disait Spinoza ?

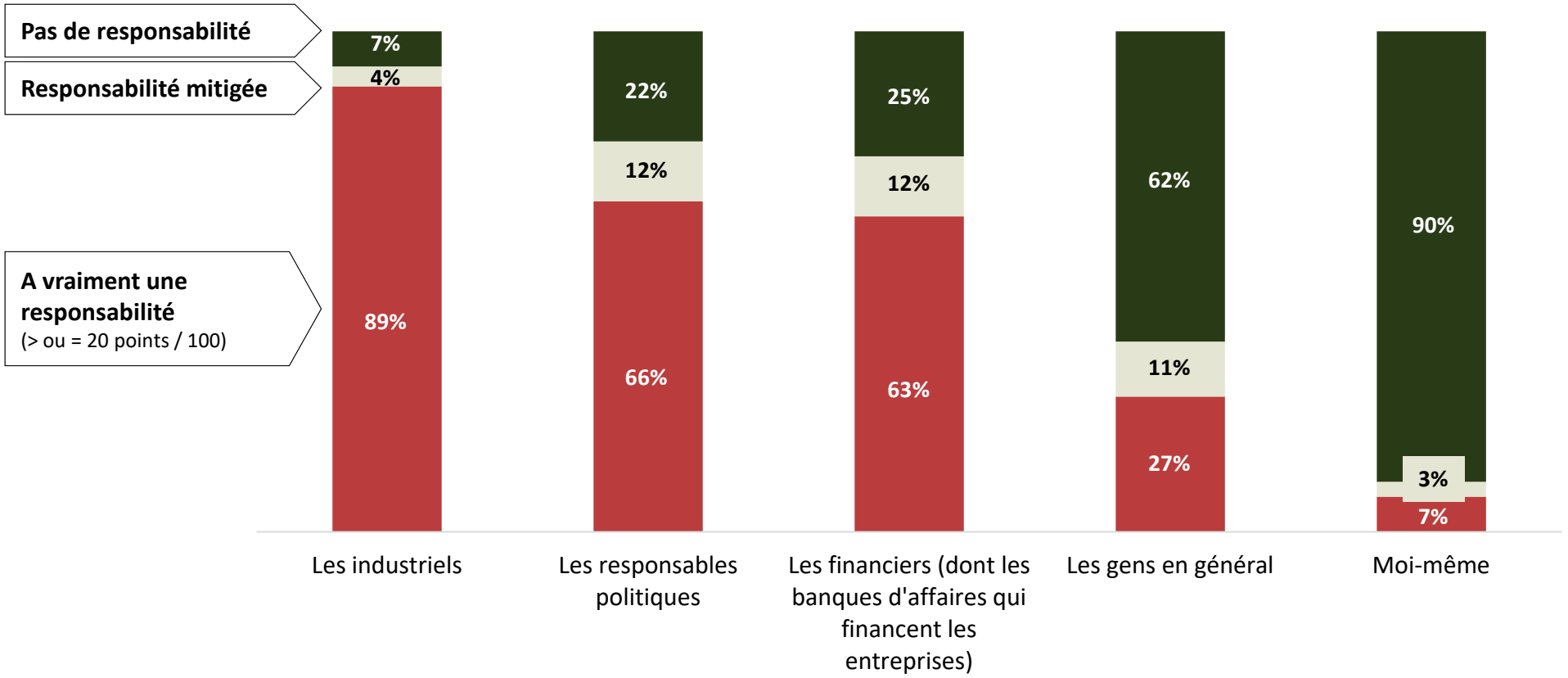
C'est ce que nous allons examiner.

DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (I)

- Tout le monde n'a pas la même responsabilité dans la destruction de l'environnement. Certains acteurs sont sans doute plus responsables que d'autres. Si 100 points représentent le total de la responsabilité dans la destruction de l'environnement qui peut conduire notamment aux pandémies, combien donnez-vous à chacun des 5 acteurs suivants ? Plus vous lui attribuez de points, plus cela signifie qu'à vos yeux il est responsable de la destruction de l'environnement. Le total des points que vous allez répartir entre ces 5 acteurs doit évidemment être égal à 100.

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

Les graphiques ci-dessous présentent pour chaque acteur d'abord le % de répondants ayant donné une cote > ou = 20 points/ 100, c'est-à-dire lui octroyant davantage de responsabilité par rapport à une distribution théorique égale pour chacun des acteurs qui serait de 20 points - 100 points / 5 acteurs - ensuite le % de répondants lui ayant donné une cote de 11 à 19 points et enfin le % ayant affecté une cote < 11 points, signifiant "aucune responsabilité".



DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles –*.

- **Le système économique et financier me rassure**

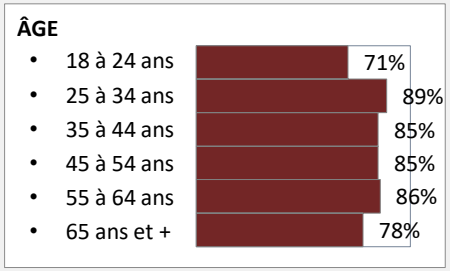
Cela **correspond**
- Cotes 5 + 6 + 7 -

Cela correspond moyennement
- Cote 4 -

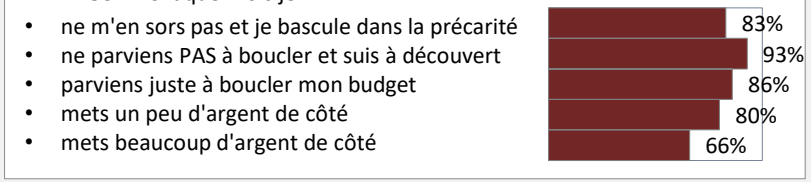
Cela **ne correspond pas**
- Cotes 1 + 2 + 3 -

+ 17 points en 5 ans

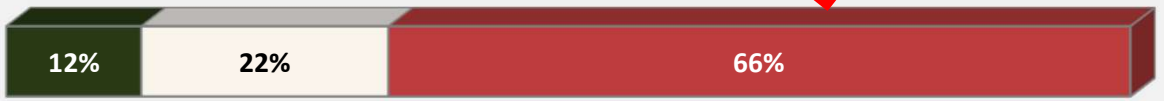
ÂGE



REVENUS – Chaque mois je… :



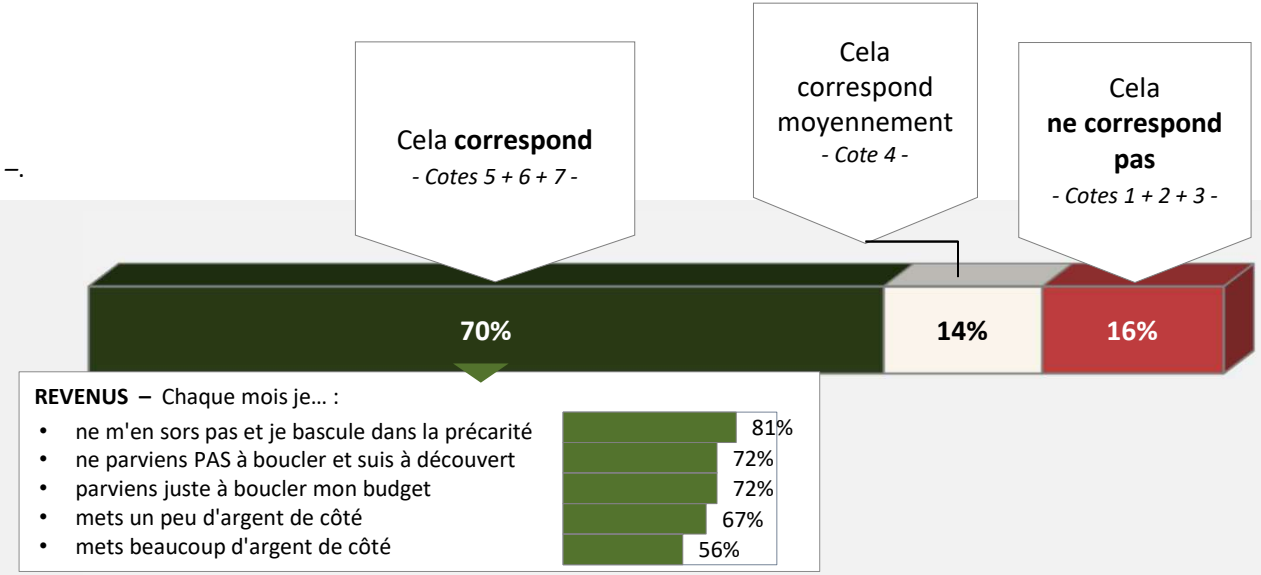
2016 – Etude « Noir, jaune, blues » –



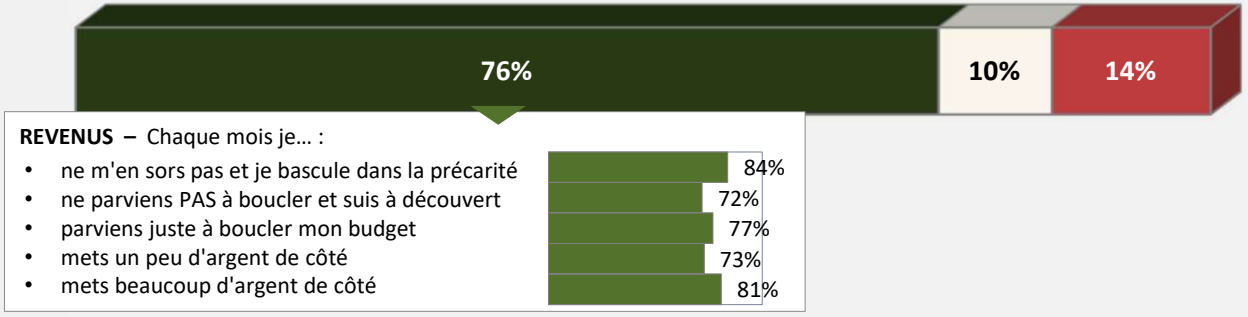
DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

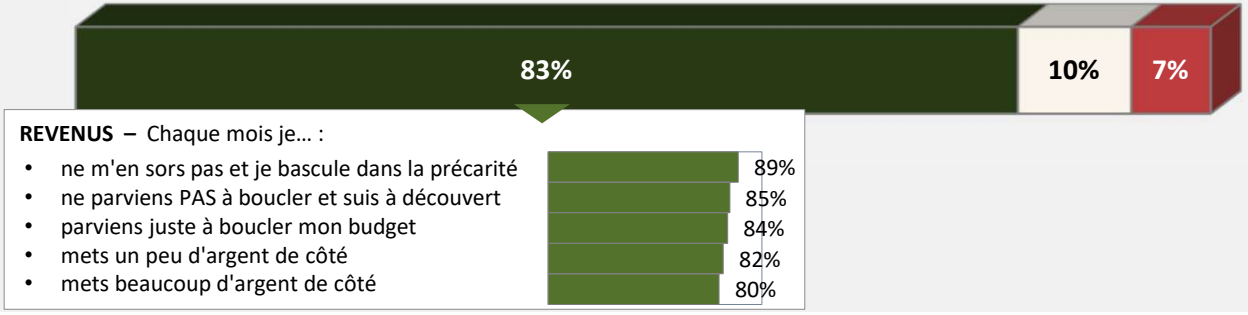
- **Les plus riches polluent vraiment plus que les pauvres, notamment en termes d'émissions de gaz à effet de serre**



- **Les pauvres sont beaucoup plus victimes de diverses pollutions (sonore, qualité de l'air, etc.) que les plus riches**



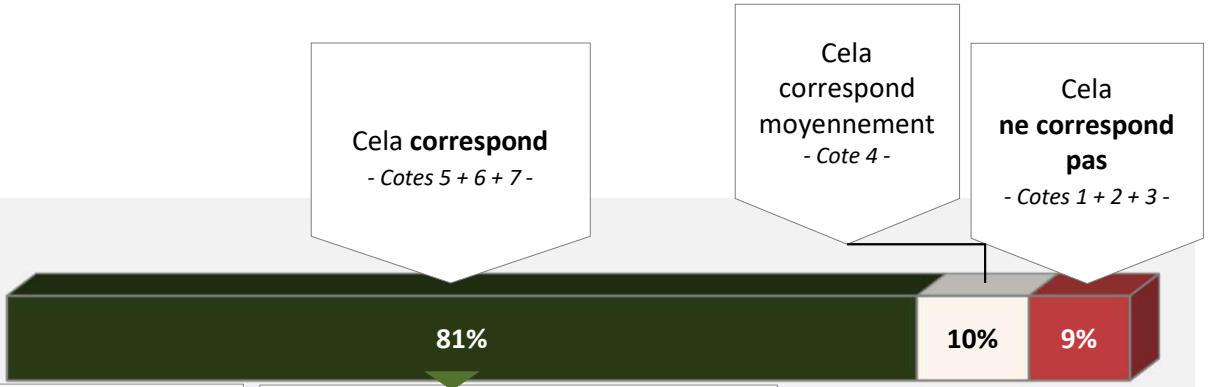
- **Les pauvres bénéficient beaucoup moins des bienfaits d'un environnement sain, d'une alimentation de qualité, d'une proximité avec la nature**



DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Le dérèglement climatique et les pandémies accélèrent fortement les inégalités**



REVENUS – Chaque mois je… :

• ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	96%
• ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	85%
• parviens juste à boucler mon budget	80%
• mets un peu d'argent de côté	78%
• mets beaucoup d'argent de côté	80%

NIVEAU D'ÉTUDES

• Primaire & Sec. Inf	80%
• Second. supér.	82%
• Supér. non-univ	80%
• Supér. Universitaire	82%

- **Les inégalités sociales sont devenues insupportables dans notre société**

REVENUS – Chaque mois je… :

• ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	93%
• ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	85%
• parviens juste à boucler mon budget	80%
• mets un peu d'argent de côté	77%
• mets beaucoup d'argent de côté	49%

NIVEAU D'ÉTUDES

• Primaire & Sec. Inf	86%
• Second. supér.	76%
• Supér. non-univ	75%
• Supér. Universitaire	72%

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

Une société qui ne se pense pas ne peut que s'enfoncer dans la décadence, lentement ou brutalement"

Alain TOURAINE

LA PERCEPTION DES MENACES

- **Nous y sommes.**

  Le dérèglement climatique, les pandémies et l'accroissement de la pauvreté sont bien là, on les perçoit, on les vit et on les redoute pour le futur.

  C'est bien de nos santés dont il est question !

  Invités à désigner 3 vraies menaces directes ou indirectes sur nos santés pour les 5 à 10 ans qui viennent dans une liste de 10 menaces possibles, ce sont celles dues au dérèglement climatique et aux pandémies qui sont citées en premier. Par une majorité - 5 à 6 individus sur 10 -.

  Puis l'accroissement de la pauvreté, le stress de nos modes de vie et l'effondrement de la biodiversité (3 à 4 individus sur 10 redoutent ces menaces sur leur santé).

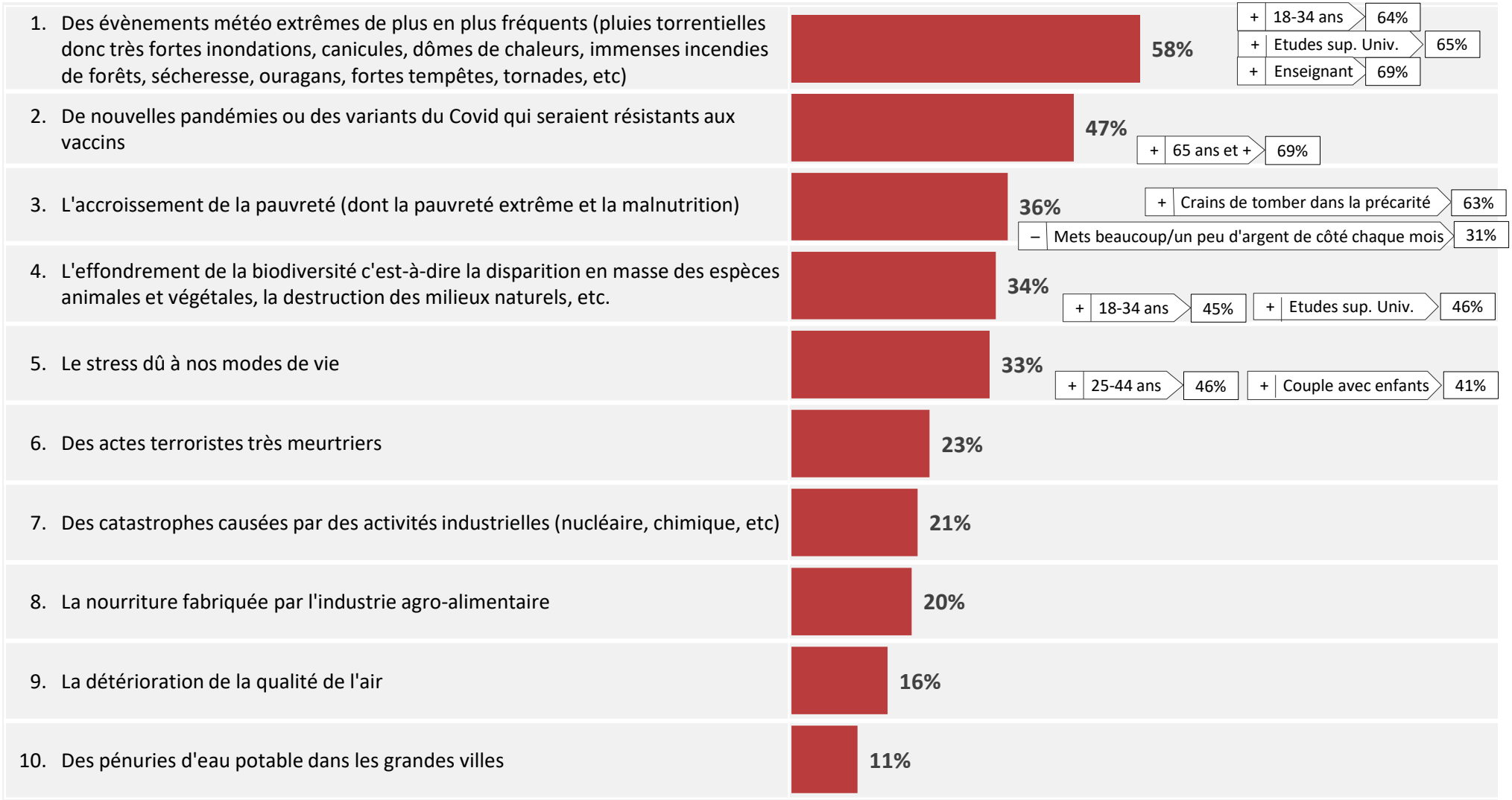
  Plus on est jeune, plus on a un niveau d'études élevé, plus on est nombreux à redouter tout ce qui est lié au climat et à la biodiversité.

LA PERCEPTION DES MENACES (I)

▶ Parmi les aspects suivants, quels sont ceux que vous percevez comme de vraies menaces directes ou indirectes sur votre santé et celles de vos proches pour les 5 à 10 ans qui viennent ? Merci d'en choisir trois par ordre d'importance de ce risque en commençant par la menace qui est à vos yeux la plus importante sur nos santés :

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

Résultats en tous rangs (3) confondus.



UN POINT DE BASCULE

- **Quasi consensus parmi la population pour estimer que nous approchons d'un point de bascule dans l'histoire de l'humanité.**

Ces perceptions d'une accélération correspondent à de très nombreuses données objectives chiffrées*

Si « rien n'est fait en profondeur, d'ici 30-40 ans, l'état de la planète se sera fortement dégradé et la vie sera devenue très difficile car le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité se seront accentués ». **Plus de 8 individus sur 10 en sont convaincus !**

Pour l'exprimer encore autrement et pour cerner le cœur des enjeux, *« si on redémarre l'économie mondiale comme avant la pandémie, sans rien y changer, je suis convaincu(e) que nos sociétés iront droit dans le mur* ». 8 individus sur 10 le disent clairement. Tendanciellement, plus le niveau d'études est élevé, plus ils sont nombreux à l'affirmer.

Et une majorité affirme que les progrès techniques et scientifiques SANS changer grand-chose à nos façons de produire, de nous déplacer et de consommer ne nous protégerons PAS des futurs risques. Egalement, plus le niveau d'études est élevé, plus ils sont nombreux à l'affirmer.

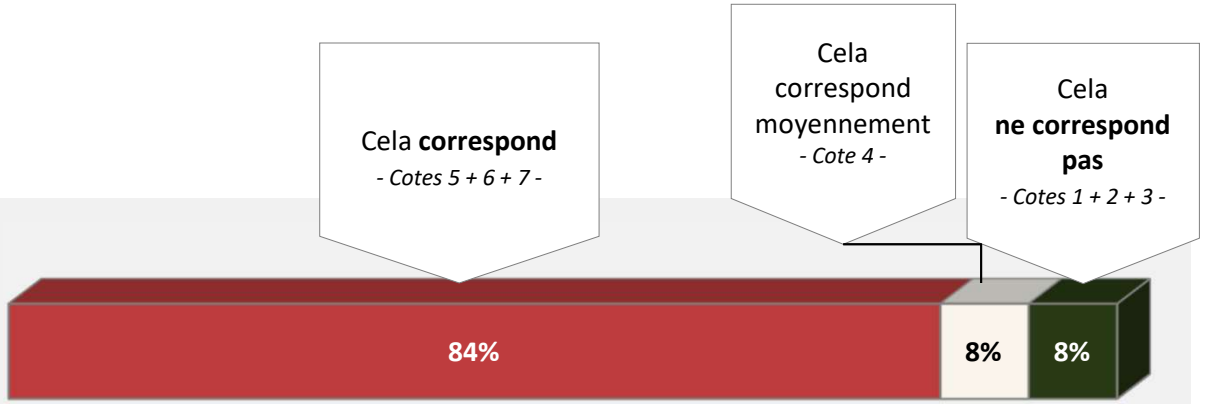
- **Ces prises de conscience vont-elles se traduire en actes ?**

* Notamment celles du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), celles du GIEC et de l'Agence Européenne pour l'environnement (AEE).

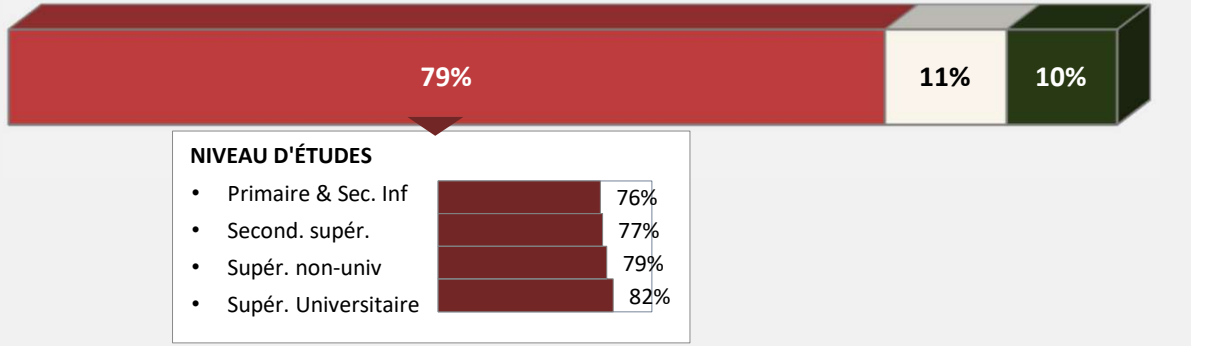
UN POINT DE BASCULE (I)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Si rien n'est fait en profondeur, d'ici 30-40 ans, l'état de la planète se sera très fortement dégradé et la vie sera devenue très difficile car le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité se seront accentués**



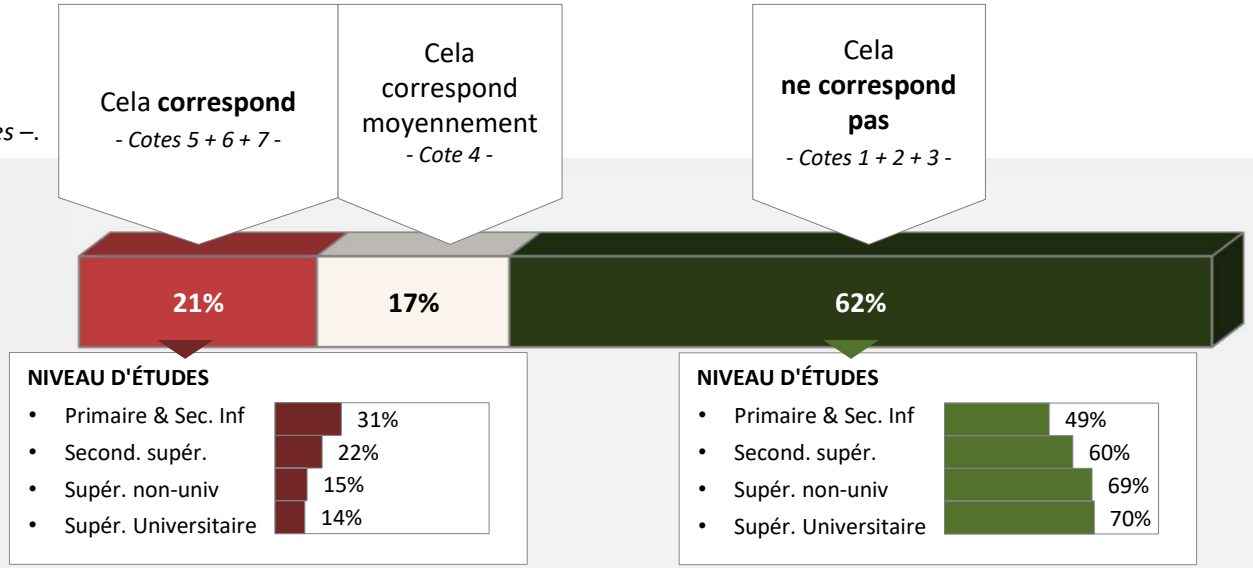
- **Si on redémarre l'économie mondiale comme avant la pandémie, sans rien y changer, je suis convaincu(e) que nos sociétés iront droit dans le mur**



UN POINT DE BASCULE (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Je crois que grâce aux progrès techniques et scientifiques, nous pourrons nous protéger des éventuelles futures pandémies et des autres risques <u>sans devoir changer grand-chose à nos façons de produire, de nous déplacer et de consommer</u>**



AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

Que fait-on ? Notre façon classique de concevoir la politique économique et l'action de l'Etat, notamment à travers les outils du keynésianisme, n'est plus à la hauteur des enjeux de notre époque. De même l'alternative entre capitalisme et socialisme, telle qu'on la pensait, n'est plus pertinente.

L'enjeu majeur aujourd'hui est, tout en persévérant dans la lutte contre les inégalités et les discriminations multiples, de protéger nos grands biens communs, les forêts, les océans, la biodiversité, les pôles face à l'extractivisme qui organise leur destruction. Et ainsi de nous protéger. Car détruire la nature, c'est aussi nous détruire nous-mêmes "

Benjamin CORIAT

QUE FAIRE ?

- **Logiquement, la prise de conscience des risques systémiques majeurs conduit à la conviction que maintenant : *« nous sommes vraiment dans l'obligation de changer en profondeur nos façons de produire, de travailler, de circuler, de consommer et de modifier le rapport des humains avec la nature (arrêter de bousculer la biodiversité, etc.) ».* 8 individus sur 10 l'affirment.**

  Il s'agit bien du mode de développement.

QUE FAIRE ? (I)

Pour faire face au dérèglement climatique et aux risques de pandémie, de quelle opinion êtes-vous le plus proche:

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Nous sommes maintenant vraiment dans l'obligation de changer en profondeur nos façons de produire, de travailler, de circuler, de consommer et de modifier le rapport des humains avec la nature (arrêter de bousculer la biodiversité, etc.)** — 80%
  - \+ 18-24 ans : 86%
  - **NIVEAU D'ÉTUDES**
    - Primaire & Sec. Inf : 76%
    - Second. supér. : 79%
    - Supér. non-univ : 83%
    - Supér. Universitaire : 90%
- **Nous pouvons faire face à ces risques tout en gardant nos habitudes et nos façons de produire, de travailler, de circuler, de consommer comme avant la pandémie** — 11%
- **Je ne me prononce pas** — 9%

QUE FAIRE ?

- **Agir sur tous les fronts signifie de nous adapter à la survenance de pandémies et des chocs climatiques mais aussi d'agir à la racine sur les causes.**

  Evoquons d'abord l'adaptation. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, le but n'étant pas ici de transformer les citoyens en experts mais de mesurer un niveau d'attente.

QUE FAIRE ?

- **Très fortes attentes à l'égard de l'Etat - de 7 à 9 individus sur 10 - :**

AGIR POUR S'ADAPTER.

Que l'Etat :

- **élabore des plans AVEC les gens de terrain pour faire face aux risques futurs,**
- **maintienne des stocks,**
- **adapte le système de santé,**
- **entreprenne des travaux notamment pour arrêter l'artificialisation des sols,**
- **associe les citoyens pour débattre ensemble des mesures à prendre en cas de chocs dont la question des droits et libertés qui pourraient être suspendues,**
- **donne des moyens au terrain pour la pédagogie,**
- **mesure l'impact de toute décision pour le climat sur les inégalités sociales.**

QUE FAIRE ? (II)

- Nous venons d'évoquer plusieurs risques collectifs futurs pour nos santés. Nous allons nous limiter à certains d'entre eux : les pandémies, les conséquences du dérèglement climatique et la destruction des milieux vivants.

  Pour éviter d'en arriver à des mesures radicales comme des confinements stricts, etc., on peut avoir des attentes à l'égard de l'Etat.

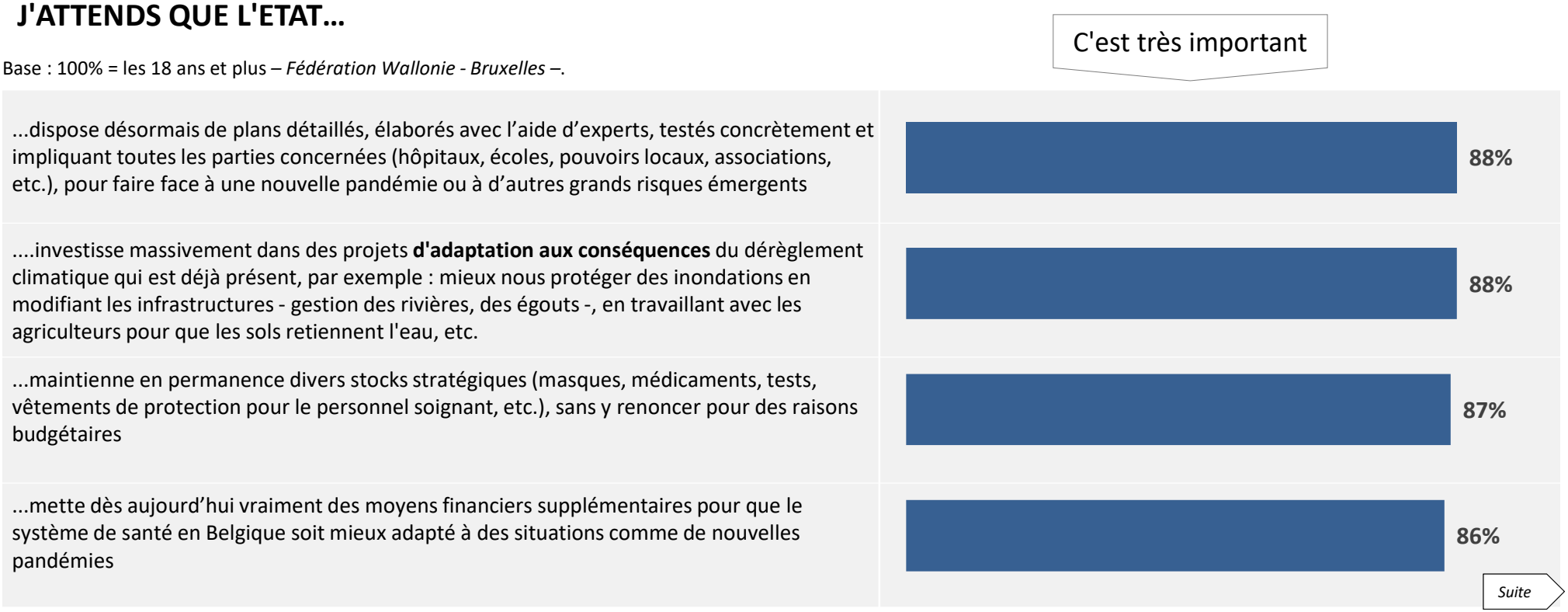
  Voici diverses mesures que vous pourriez attendre de l'Etat. Certaines d'entre elles pourraient avoir un impact sur le budget de l'Etat et donc sur nos impôts, ou supposeraient des changements dans nos modes de vie, ou engendreraient des modifications dans le fonctionnement des entreprises.

  Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si à vos yeux elle est très importante ou moins importante en utilisant l'échelle de 1 à 7.

AGIR POUR S'ADAPTER

J'ATTENDS QUE L'ETAT…

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



QUE FAIRE ? (III)

- Nous venons d'évoquer plusieurs risques collectifs futurs pour nos santés. Nous allons nous limiter à certains d'entre eux : les pandémies, les conséquences du dérèglement climatique et la destruction des milieux vivants.

  Pour éviter d'en arriver à des mesures radicales comme des confinements stricts, etc., on peut avoir des attentes à l'égard de l'Etat.

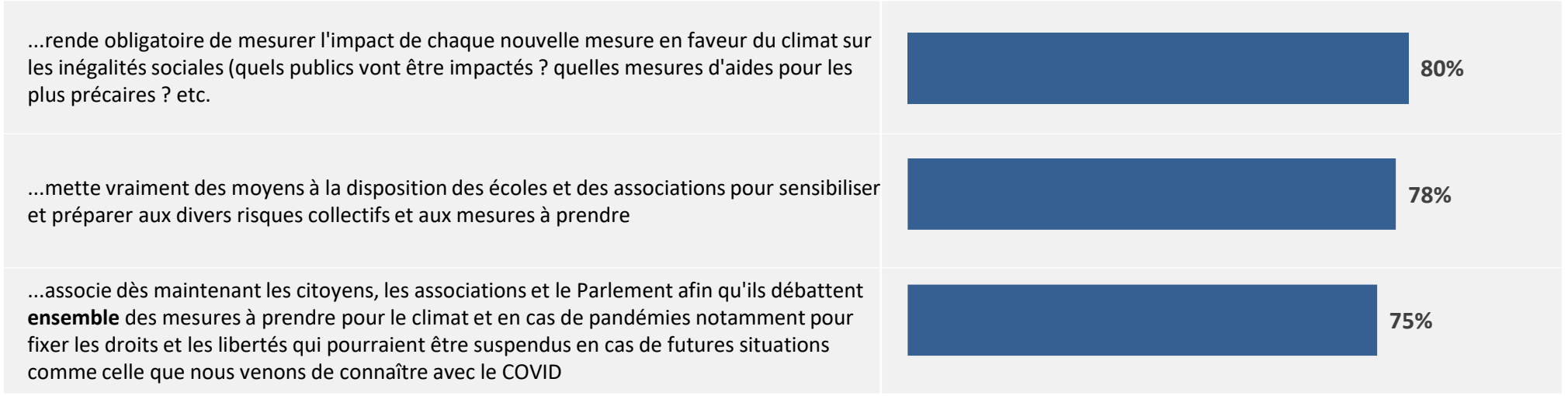
  Voici diverses mesures que vous pourriez attendre de l'Etat. Certaines d'entre elles pourraient avoir un impact sur le budget de l'Etat et donc sur nos impôts, ou supposeraient des changements dans nos modes de vie, ou engendreraient des modifications dans le fonctionnement des entreprises.

  Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si à vos yeux elle est très importante ou moins importante en utilisant l'échelle de 1 à 7.

AGIR POUR S'ADAPTER

J'ATTENDS QUE L'ETAT…

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



QUE FAIRE ?

AGIR A LA RACINE SUR LES CAUSES.

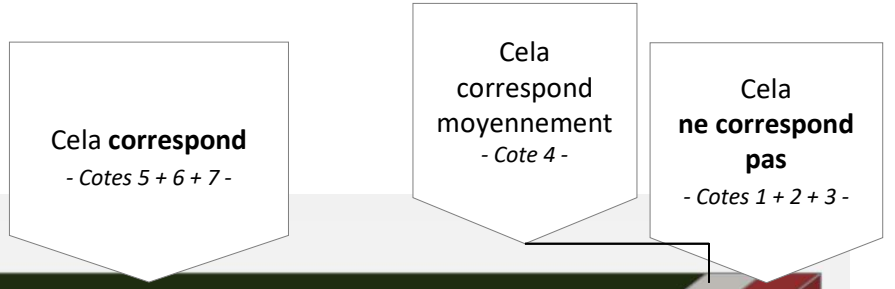
Cela signifie de réduire drastiquement l'énorme pression que l'humain fait peser sur tous les écosystèmes du vivant.

Quasi consensus - 8 à 9 individus sur 10 - pour souhaiter que les responsables politiques :

- **agissent sur les causes, c'est-à-dire ne se limitent pas à décarboner l'économie mais modifient structurellement l'offre et la production de biens.**
- **mettent des moyens importants pour la transition écologique c'est-à-dire : réduire l'usage du charbon, du pétrole, du gaz, limiter les émissions de CO2 par l'isolation des bâtiments et en favorisant une mobilité douce, encourager le recyclage des objets, lutter fortement contre la déforestation, taxer les gros pollueurs, favoriser la culture bio, etc.**
- **soutiennent vraiment les initiatives des citoyens et des associations pour une agriculture plus saine et plus locale, pour des habitats moins gourmands en énergie, etc.**

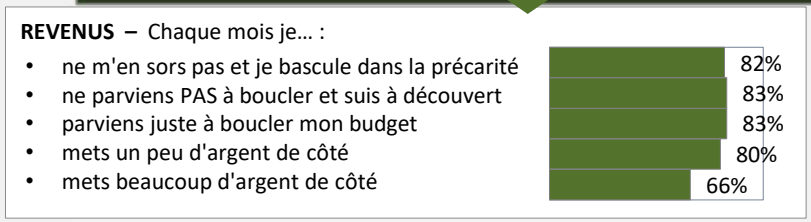
AGIR SUR LES CAUSES

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



- **J'attends que les dirigeants politiques agissent vraiment sur les véritables causes des changements climatiques et sur les origines des pandémies**

- **Pour lutter contre le dérèglement climatique, c'est vraiment d'abord la <u>production de biens</u> que les Etats doivent réguler (c'est-à-dire ce que font les entreprises, surtout les plus grandes d'entre elles) et cela avant de mettre la pression sur les consommateurs**



- **Il ne faut pas simplement arrêter d'envoyer du carbone dans l'atmosphère mais arrêter de détruire le monde vivant**

QUE FAIRE ? (v)

- Nous venons d'évoquer plusieurs risques collectifs futurs pour nos santés. Nous allons nous limiter à certains d'entre eux : les pandémies, les conséquences du dérèglement climatique et la destruction des milieux vivants.

  Pour éviter d'en arriver à des mesures radicales comme des confinements stricts, etc., on peut avoir des attentes à l'égard de l'Etat.

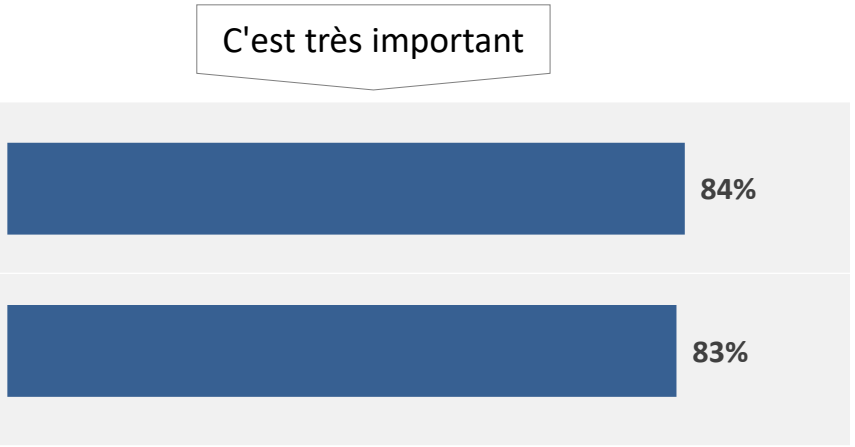
  Voici diverses mesures que vous pourriez attendre de l'Etat. Certaines d'entre elles pourraient avoir un impact sur le budget de l'Etat et donc sur nos impôts, ou supposeraient des changements dans nos modes de vie, ou engendreraient des modifications dans le fonctionnement des entreprises.

  Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si à vos yeux elle est très importante ou moins importante en utilisant l'échelle de 1 à 7.

AGIR SUR LES CAUSES

J'ATTENDS QUE L'ETAT…

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

Même s'il ne s'agit pas du même virus, il y a des choses que nous avons apprises avec le sida, qui n'ont pas été prises en considération avec le Covid, comme impliquer la société civile dans les décisions "

Françoise BARRE-SINOUSSI
Virologue
Prix Nobel de médecine en 2008

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Il est d'abord nécessaire de rappeler ici que notre objectif est, en nous plaçant dans la subjectivité des individus, d'appréhender leurs ressentis, leurs perceptions. Nul n'est procureur. Simplement tenter de comprendre l'opinion publique. Pas d'accabler qui que ce soit.**

Comme dans divers domaines, ce qui compte c'est « ce que pense les individus », et chacun(e) a sa propre réalité, ses perceptions.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Quelques « leçons » de la gestion de la pandémie par l'Etat/ le gouvernement telles qu'exprimées par une très large majorité d'individus - 7 à 8 sur 10 - :**
  - **1. Un déni initial, donc un retard pour agir et sauver des vies,**
  - **2. Une impréparation totale, notamment consécutive à un sous-investissement du secteur de la santé. Perception d'une volonté de cacher cette impréparation.**

Ces deux premiers aspects constituent le « péché originel » à partir duquel la gestion va être perçue.

D'autant plus que la pandémie survient dans un contexte sociétal qui était caractérisé par une mutation sociétale profonde marquée par deux aspects :

- **la désinstitutionnalisation (défiance à l'égard de toutes les institutions dont la démocratie représentative)**
- **et la désocialisation (hyper fragmentation, « archipellisation » de la société).**

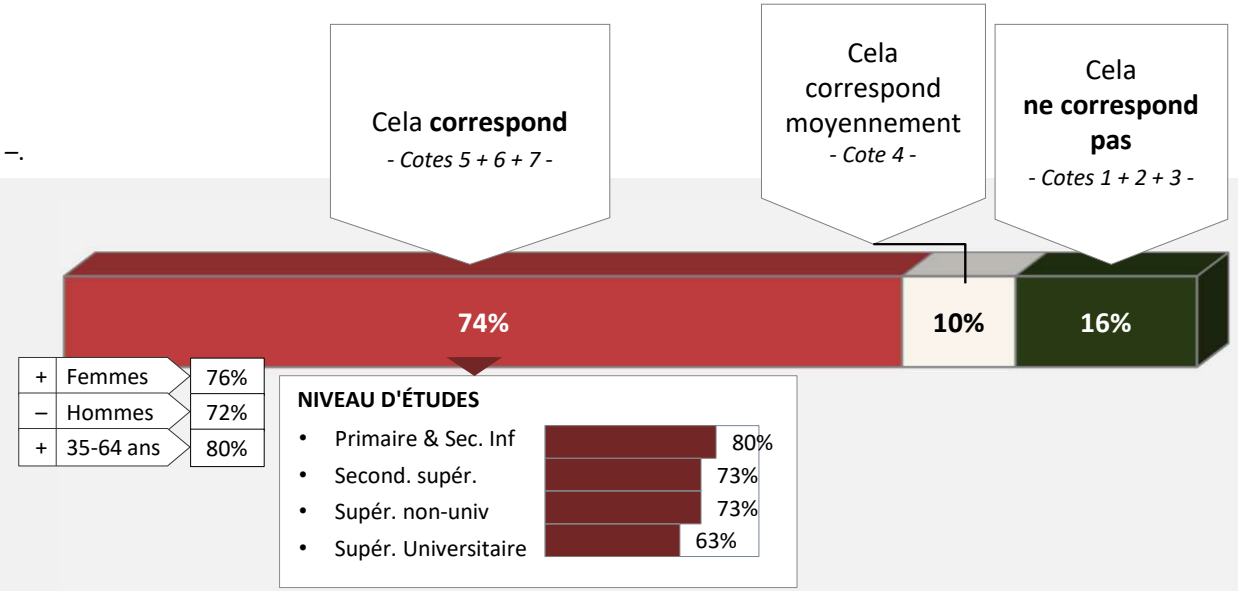
Confiance en panne dans une société devenue liquide [10].

10 Zygmunt Bauman, *Le présent liquide,* Seuil 2007
Alain Touraine, *La fin des sociétés*, Seuil 2013,
Alain Touraine *Pourrons-nous vivre ensemble ?*, Fayard, 1997

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (I)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Je suis vraiment scandalisé(e) qu'au début de la pandémie quand elle se développait dans le Nord de l'Italie, nos dirigeants politiques aient mis beaucoup trop de temps à comprendre ce qui se passait en minimisant le risque et en parlant de "petite grippe"**

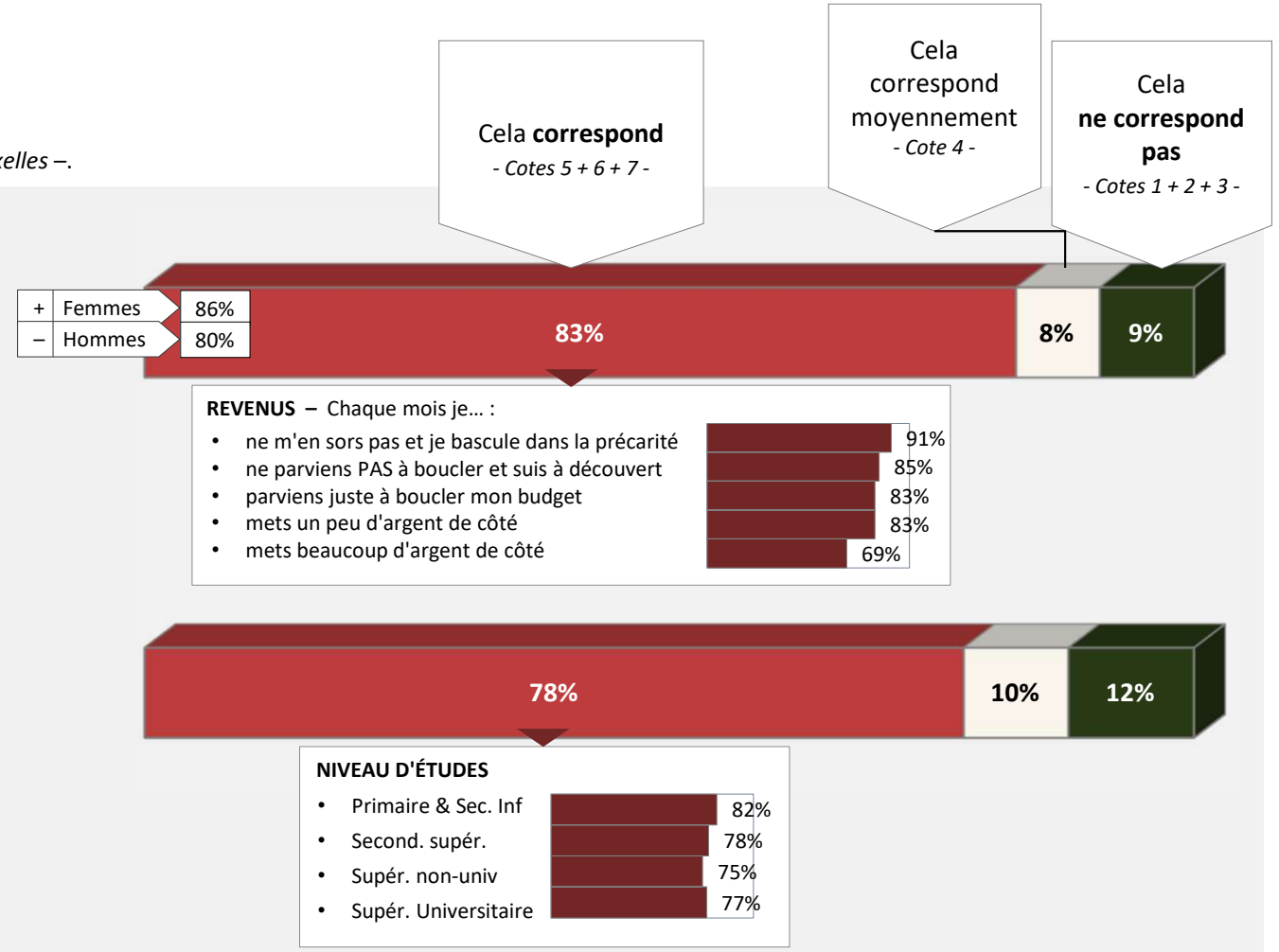


QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **On avait tellement réduit les dépenses de santé que lorsque cette pandémie est arrivée, nos soignants manquaient de tout**

- **Le manque de préparation de l'Etat en Belgique face à cette pandémie était vraiment total (pas de système de détection, manque de masques, de tests, de médicaments, de respirateurs, de lits en réanimation, de personnel soignant, etc.)**



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Quelques leçons de la gestion de la pandémie telles qu'exprimées par les individus :**
  - **3. Une gouvernance perçue comme très verticale et non légitime.**

Il ne s'agit pas ici d'apprécier si telle ou telle mesure était adéquate ou non, par exemple fallait-il on non fermer certaines activités, mais d'appréhender la façon dont les individus ont perçu la manière dont ces décisions ont été tranchées.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Domine une perception d'un choix de la coercition perçue comme non légitime car :**
  - **non fondée sur la prise en compte des conditions pratiques de vie, des préoccupations des gens et des diverses opinions. Une large partie de l'opinion - et surtout les plus fragiles - ressent que le gouvernement ne connaît absolument pas leurs difficultés quotidiennes, leurs préoccupations. Ou pire, se moque de leurs vies quotidiennes, n'en tient pas compte, ne se pose pas la question "ce que nous leur demandons est-il praticable ?".**
  - **perception que le gouvernement ne faisait pas confiance dans ses citoyens, la défiance est circulaire, elle fonctionne dans les deux sens : les gouvernés à l'égard des gouvernants et inversement.**
  - **sentiment d'une absence totale d'écoute des gens de terrains.**

Plus on est jeune et/ou plus on a des revenus faibles, plus on a le sentiment que le gouvernement ne « prenait vraiment pas en compte mes préoccupations et mes difficultés concrètes", « n'écoutait pas les gens de terrain », « ne prenait pas en compte les diverses opinions » et « ne faisait pas confiance ».

Néanmoins, sur tous ces aspects, une minorité - 2 à 3 sur 10 - exprime des avis contraires. Tendanciellement, plus on est âgé et/ou plus on a des revenus élevés, plus on exprime ces opinions contraires qui signifient une approbation des pratiques du gouvernement dans la gestion de la pandémie.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

Pour une majorité, il s'en dégage :

- **une impression de subir la situation, d'infantilisation. Une adhésion pleine et entière aux mesures suppose d'être pris pour des "adultes" responsables, en tout cas des partenaires au moins au niveau de la pédagogie, de donner le sentiment que tout est pris en compte. Dans l'urgence, il peut être accepté que le temps n'était pas à la prise en compte de toutes les situations singulières mais après plusieurs mois, la question se pose.**
- **le risque qu'il s'agisse d'un mode de gouvernance (comportant notamment des restrictions de libertés) qui pourrait s'installer au-delà de la pandémie, un individu sur deux le redoute.**
- **une conviction que sans l'inventivité des gens de terrain, il y aurait eu encore davantage de victimes, de détresse et de drames. Et perception que le gouvernement ne prenait pas en compte "les gens de terrain" !**

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Le problème de l'absence de débat est qu'une même règle imposée à tous avec une certaine arrogance et sans pédagogie claire est ressentie comme non prise en compte de "ma" situation singulière (petit logement, etc.) donc comme une marque de mépris qui est vécue comme une injustice, une non reconnaissance.**

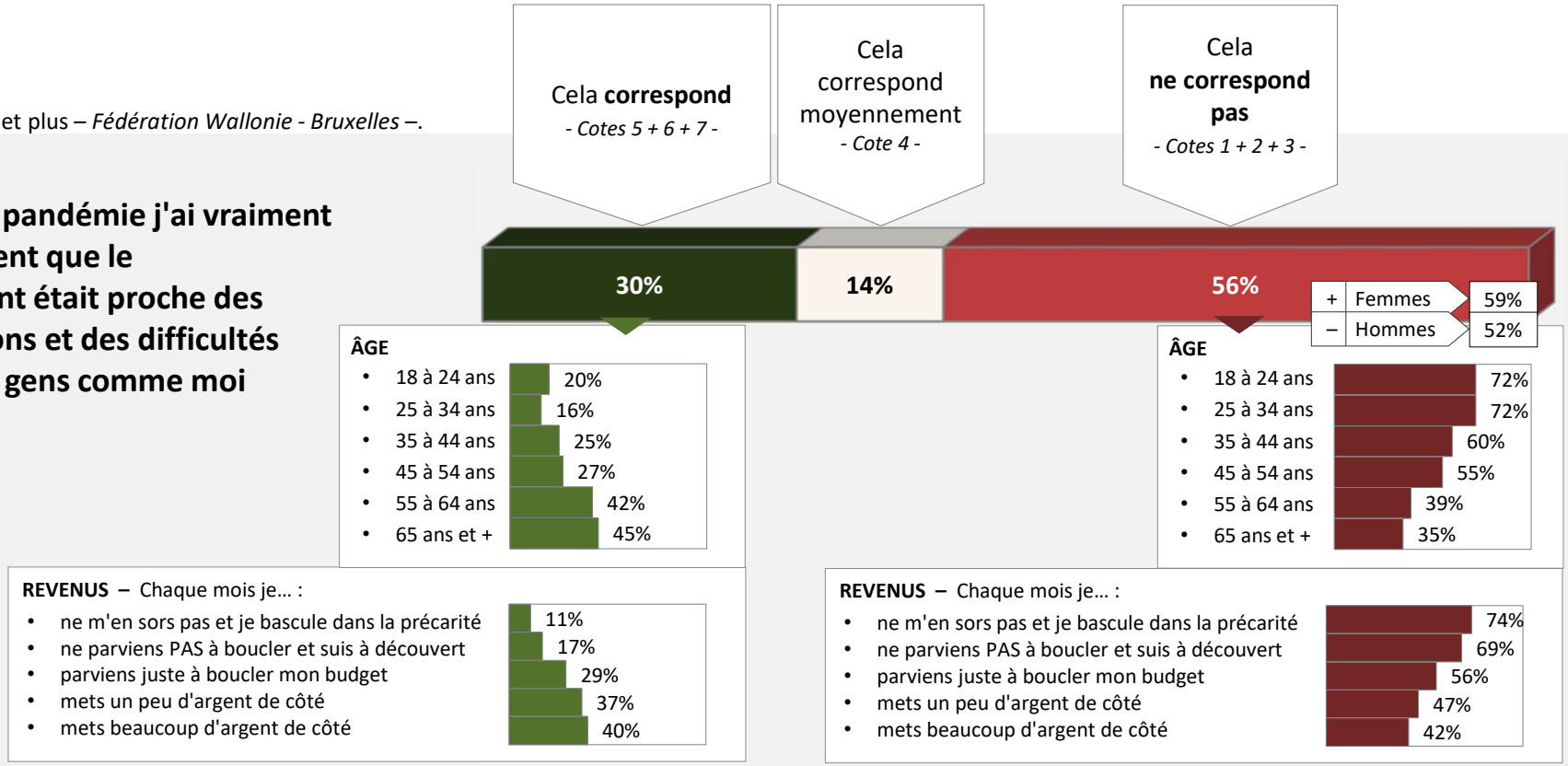
  Le sociologue Pierre Rosanvallon [11] ajoute : « *comme dit Nietzsche, le ressentiment, c'est de la dynamite sociale* ».

11 Ibidem

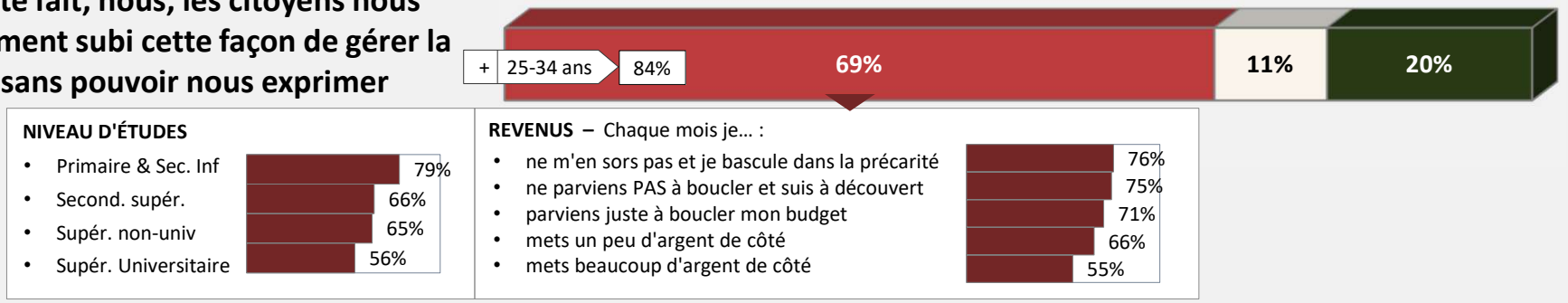
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Durant cette pandémie j'ai vraiment eu le sentiment que le gouvernement était proche des préoccupations et des difficultés concrètes de gens comme moi**



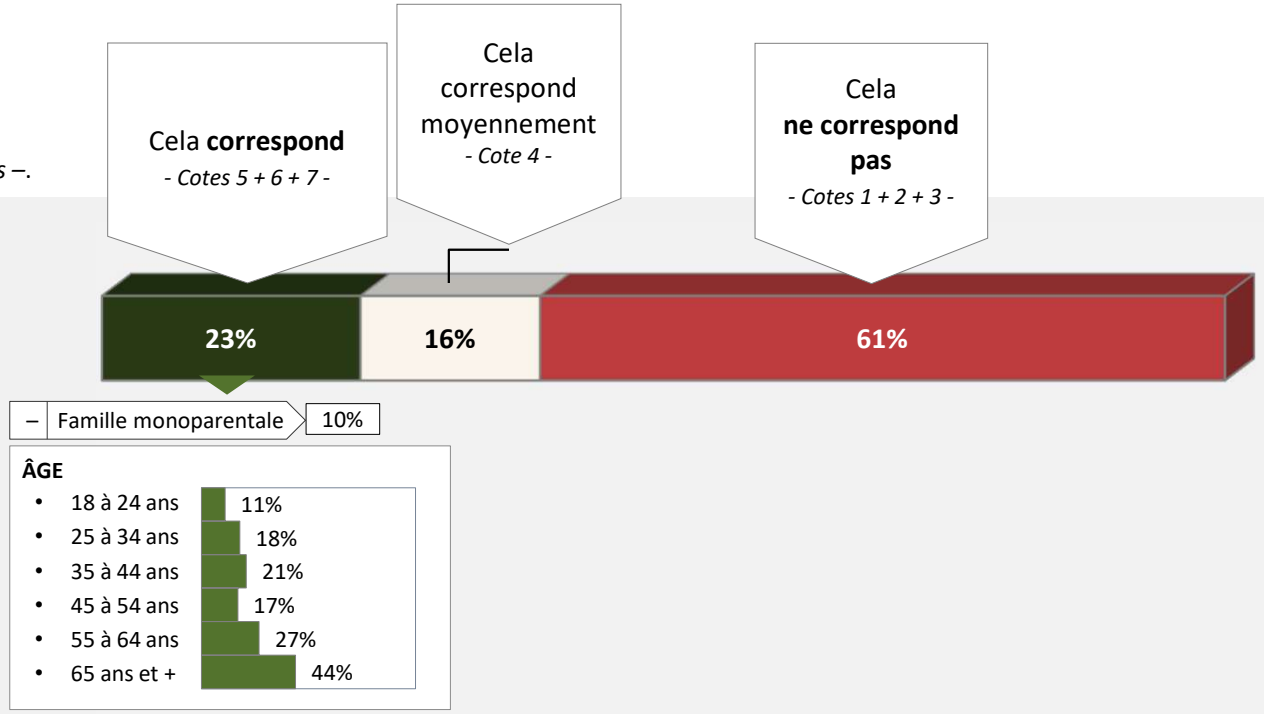
- **Tout compte fait, nous, les citoyens nous avons vraiment subi cette façon de gérer la pandémie sans pouvoir nous exprimer**



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Pour gérer cette pandémie, j'ai le sentiment que le gouvernement a vraiment écouté et a dialogué avec les gens de terrains (directeurs d'écoles, de maisons de repos, associations, élus locaux, animateurs de quartiers, personnel soignant, etc.)**

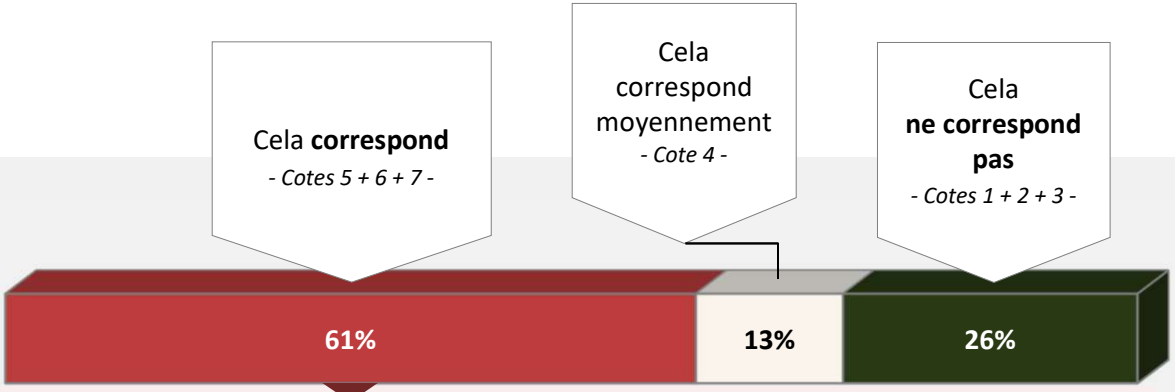


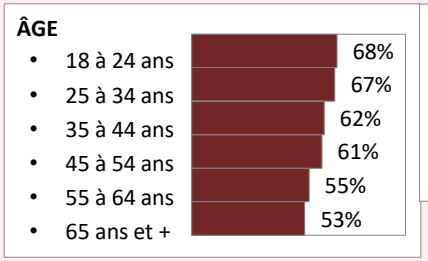
- **Je suis vraiment convaincu(e) que sans l'inventivité et l'adaptation des gens de terrains durant cette pandémie, il y aurait eu encore davantage de victimes, de détresses et de drames**

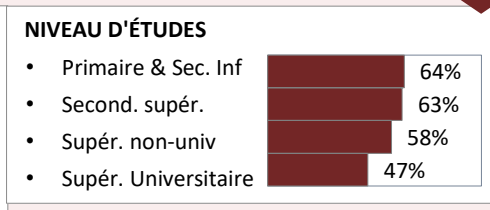
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (V)

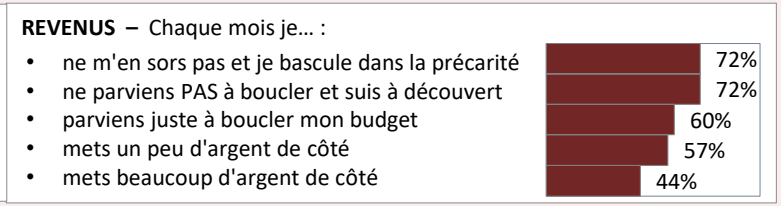
Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **J'ai vraiment eu le sentiment que durant toute cette pandémie, les dirigeants politiques ne nous faisaient vraiment pas confiance, nous les citoyens, ils nous prenaient pour des enfants auxquels on donnait des instructions et nous devions obéir sans discuter**



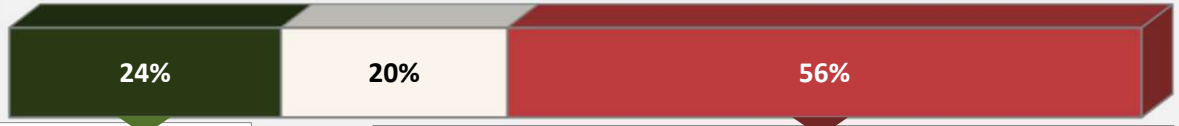


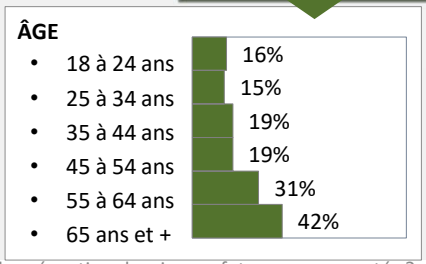


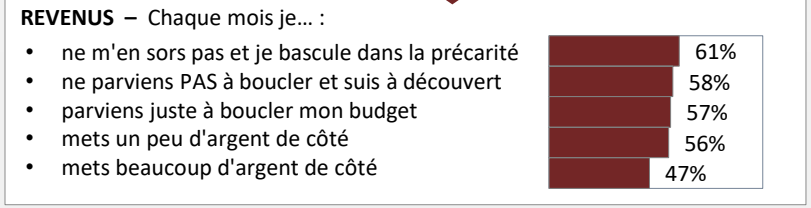


- **Quand l'épidémie redémarrait ou ne freinait pas assez, on nous faisait comprendre que c'était de la faute des gens qui n'étaient pas assez disciplinés**

- **Tout compte fait, je pense que dans la gestion de la pandémie en Belgique les diverses opinions ont vraiment pu s'exprimer et le gouvernement en a tenu compte**



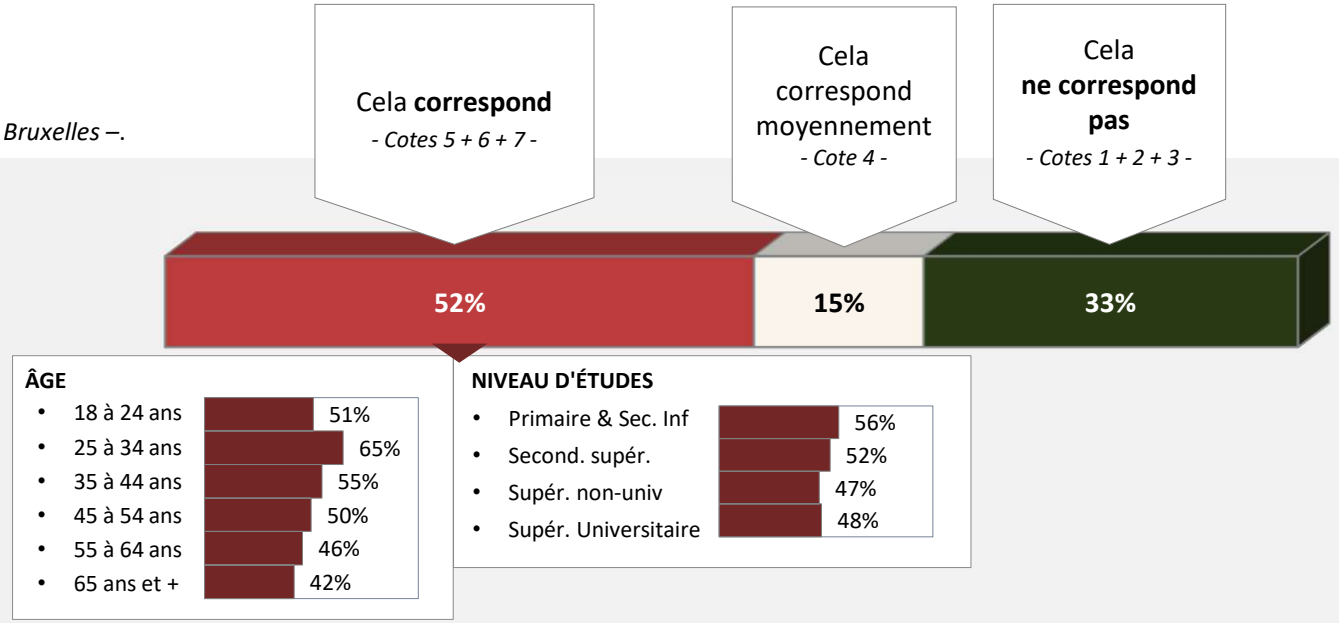




QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (VI)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Suite à la pandémie, les gens risquent vraiment de s'habituer à des restrictions de leurs libertés individuelles au nom de l'une ou l'autre raison (sanitaire ou sécuritaire - terrorisme-, etc.)**



- **Quelques leçons de la gestion de la pandémie telles qu'exprimées par les individus :**

  ➥ **4. Une pédagogie insuffisante et peu adaptée à certains publics.**

  - **seuls 4 individus sur 10 disent que, selon eux, la communication gouvernementale les a aidés à comprendre la situation sanitaire. Et 4 sur 10 affirment vraiment l'inverse, plus on est jeune et plus on est fragile culturellement et économiquement, plus on estime que la communication du gouvernement n'a pas aidé à comprendre.**
  - **seuls 3 sur 10 pensent que « *le gouvernement a vraiment donné aux gens de terrains (médecins généralistes, directeurs d'écoles, élus locaux, animateurs de quartiers, etc.) les moyens de faire un vrai travail d'information à l'égard de la population pour faire adhérer aux mesures sanitaires".* Et une majorité affirme que cela n'a pas été le cas, donc que le gouvernement n'a PAS donné aux gens de terrain les moyens d'informer pour faire adhérer.**
  - **il en découle qu'une très large majorité, 8 individus sur 10, a le sentiment qu'il y a beaucoup d'incohérences dans les mesures gouvernementales pour gérer cette pandémie.**

    Une illisibilité des mesures qui s'ancre dans un contexte déjà présent : une difficulté croissante à comprendre l'évolution et la complexité du monde qui change très vite sous nos yeux.

    Ici aussi, plus on est jeune et/ou on a un capital culturel / économique faible, plus on ressent ces incohérences.

    Et une majorité pense que certaines restrictions de nos libertés n'étaient pas justifiées mais 4 sur 10 pensent l'inverse.

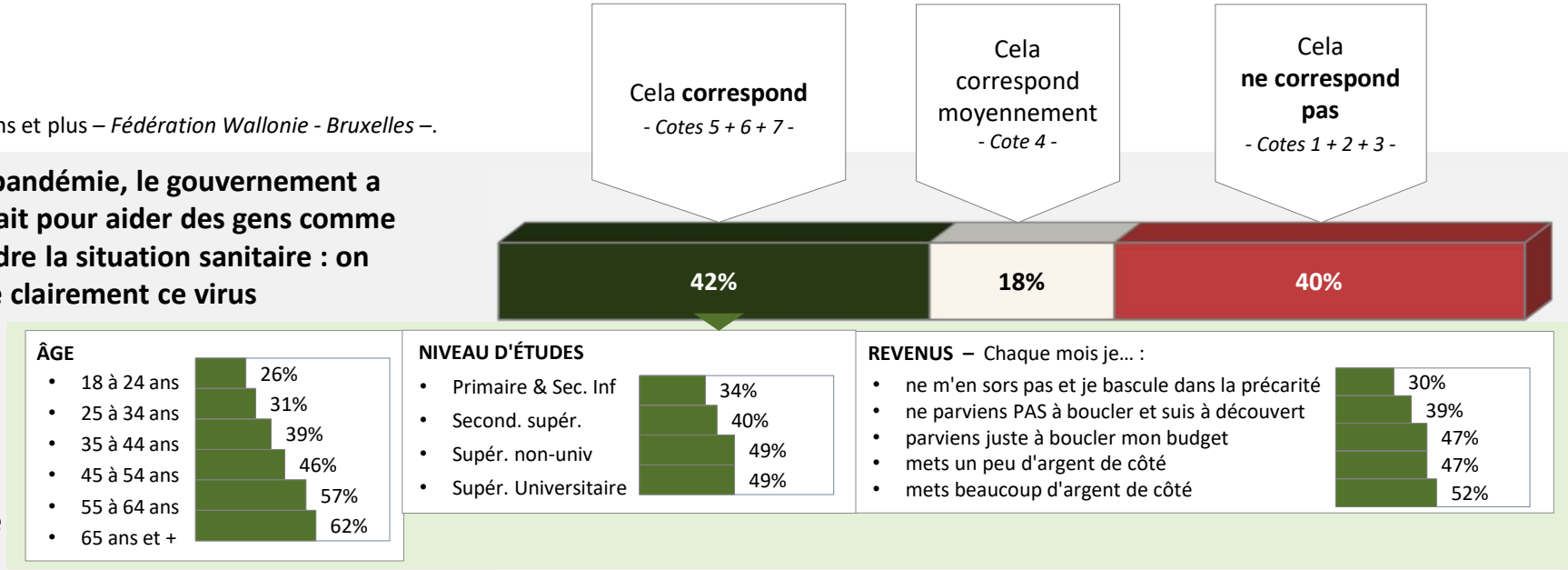
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Ce ressenti d'une pédagogie insuffisante et peu adaptée est aussi créé par l'absence perçue d'un récit faisant part d'une reconnaissance d'éléments d'incertitude que le gouvernement avait certainement car cette pandémie nous a tous plongés dans l'incertitude.**

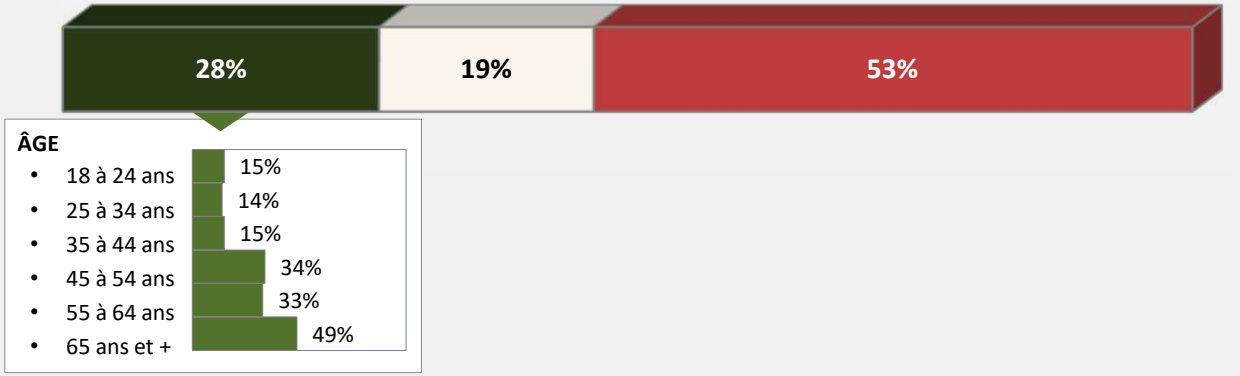
  Le gouvernement a été perçu comme surplombant la société, donc une perception d'arrogance, un sentiment de non reconnaissance des situations singulières, *« ils ne savent pas ce que je vis »,* et donc une croissance de la défiance.

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Au cours de la pandémie, le gouvernement a vraiment tout fait pour aider des gens comme moi à comprendre la situation sanitaire : on nous a expliqué clairement ce virus - comment il se transmet, pourquoi tel ou tel geste barrière - et on nous a expliqué clairement les avantages et les risques des vaccins**



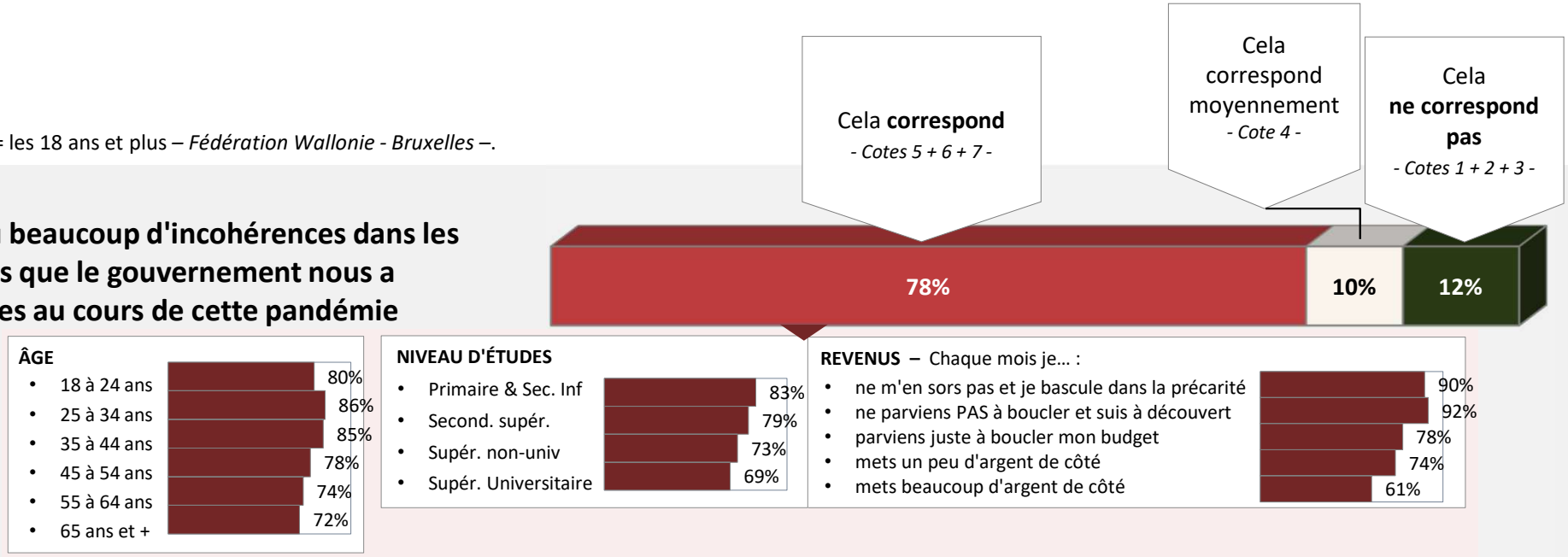
- **Pour gérer cette pandémie, j'ai le sentiment que le gouvernement a vraiment donné aux gens de terrains (médecins généralistes, directeurs d'écoles, élus locaux, animateurs de quartiers, etc.) les moyens de faire un vrai travail d'information à l'égard de la population pour faire adhérer aux mesures sanitaires**



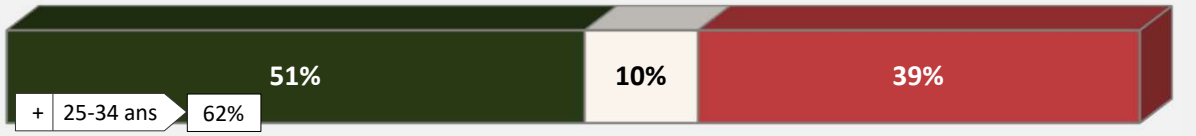
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (VIII)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Il y a eu beaucoup d'incohérences dans les mesures que le gouvernement nous a imposées au cours de cette pandémie**



- **J'ai vraiment eu le sentiment que certaines restrictions de nos libertés n'étaient pas du tout justifiées, on a été trop loin. Par exemple l'interdiction de visite dans les maisons de repos ou les hôpitaux, les fermetures des lieux dits "non essentiels", l'obligation du télétravail, le couvre-feu, etc**



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Quelques leçons de la gestion de la pandémie telles qu'exprimées par les individus :**

  ➥ **5. Une gestion perçue comme inéquitable.**

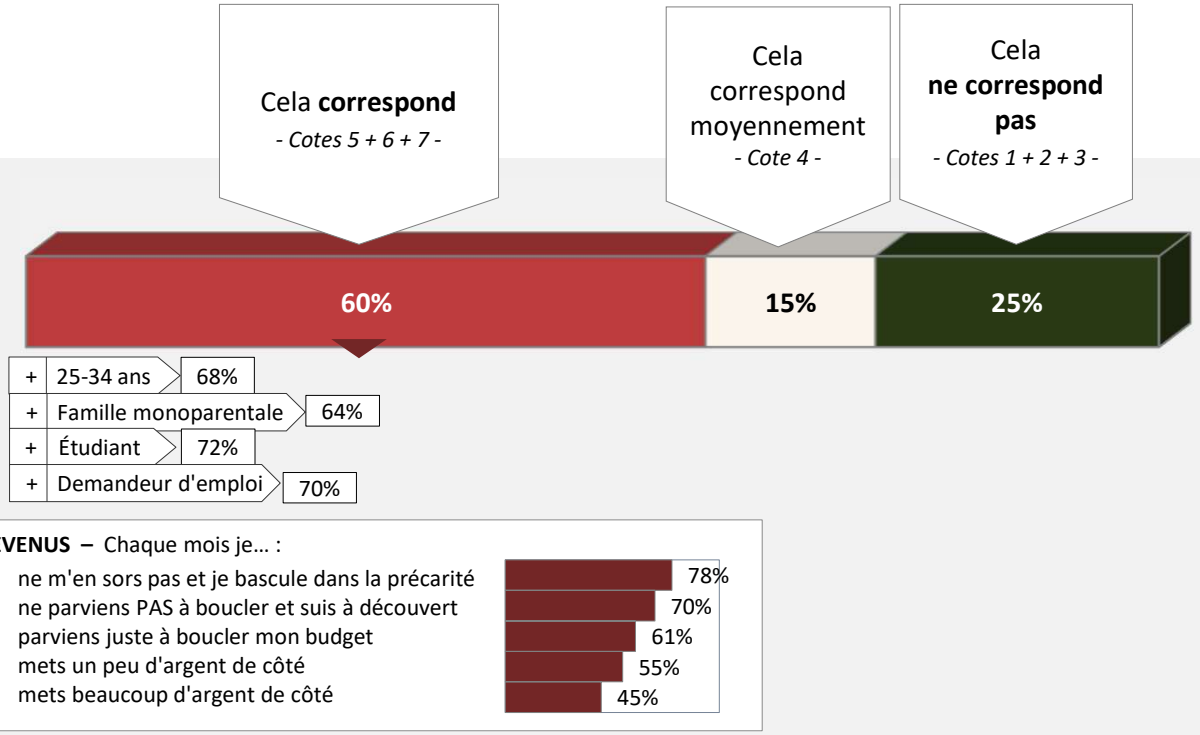
  - **le sentiment que la gestion gouvernementale de la pandémie a lésé des catégories de population : les jeunes, les plus précaires, diverses communautés issues de l'immigration, etc. est vraiment partagé par 6 individus sur 10. Et en effet, ces catégories le ressentent nettement ! Mais 1 sur 4 pense que le gouvernement n'a lésé personne.**
  - **moins d'1 individu sur 2 pense que "*dans sa gestion de la pandémie le gouvernement a vraiment pris toutes ses décisions dans l'intérêt général de toute la population.* » *T*endanciellement, plus on est âgé et plus on a des revenus importants, plus on pense que le gouvernement a pris toutes ces décisions dans l'intérêt général.**

    Et 4 sur 10 affirment que le gouvernement n'a vraiment PAS pris ses décisions dans l'intérêt général.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (IX)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

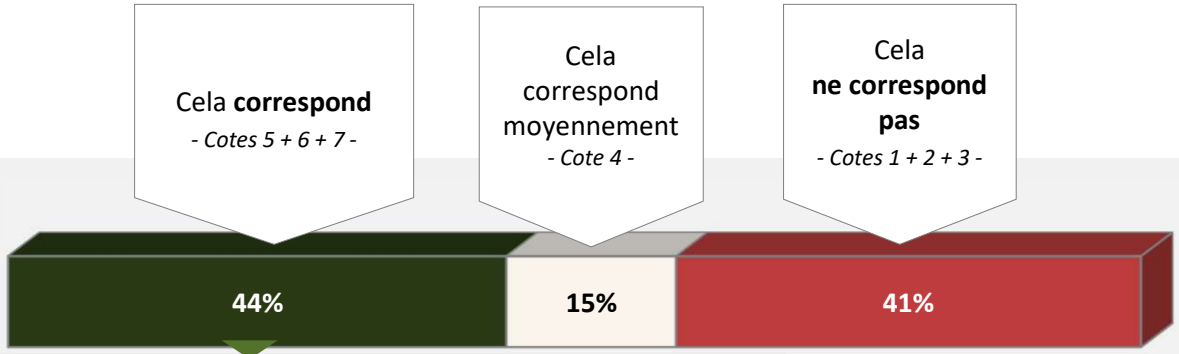
- **Je pense que dans la gestion de la pandémie le gouvernement a vraiment négligé des catégories de la population : les jeunes, les plus précaires, les très âgés, diverses communautés issues de l'immigration, etc.**



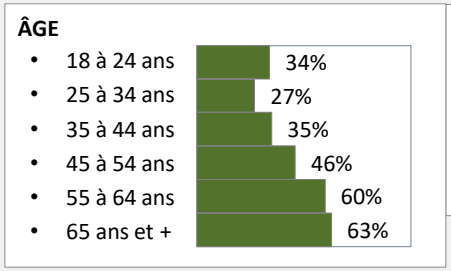
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (X)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

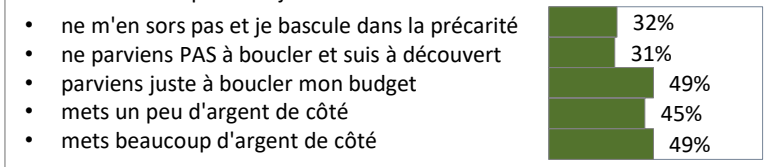
- **Dans sa gestion de la pandémie le gouvernement a vraiment pris toutes ses décisions dans l'intérêt général de toute la population**



ÂGE



REVENUS – Chaque mois je… :



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Quelques leçons de la gestion de la pandémie telles qu'exprimées par les individus :**

  ➥ **6. Une détermination à protéger les revenus et la santé des gens mise en doute.**

  - **seuls 4 individus sur 10 estiment que l'Etat a vraiment tout fait pour protéger les revenus des gens notamment durant les confinements, plus on a des revenus importants, plus on le pense, également davantage d'hommes que de femmes le pense !**

    Inversement, un peu plus de 4 sur 10 affirment vraiment l'inverse, ce sont davantage les femmes que les hommes et plus le revenu est faible, plus on pense que l'Etat n'a pas tout fait pour protéger les revenus des gens.
  - **un peu moins d'1 individu sur 10 pensent que l'Etat a vraiment tout fait pour protéger la santé des gens, ce sont davantage les plus âgés, les revenus importants et les hommes. Et 3 sur 10 affirment que l'Etat n'a pas tout fait pour protéger la santé des gens, il s'agit ici aussi davantage des femmes que des hommes et plus le revenu est faible, plus on pense que l'Etat n'a pas tout fait pour protéger la santé des gens.**

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

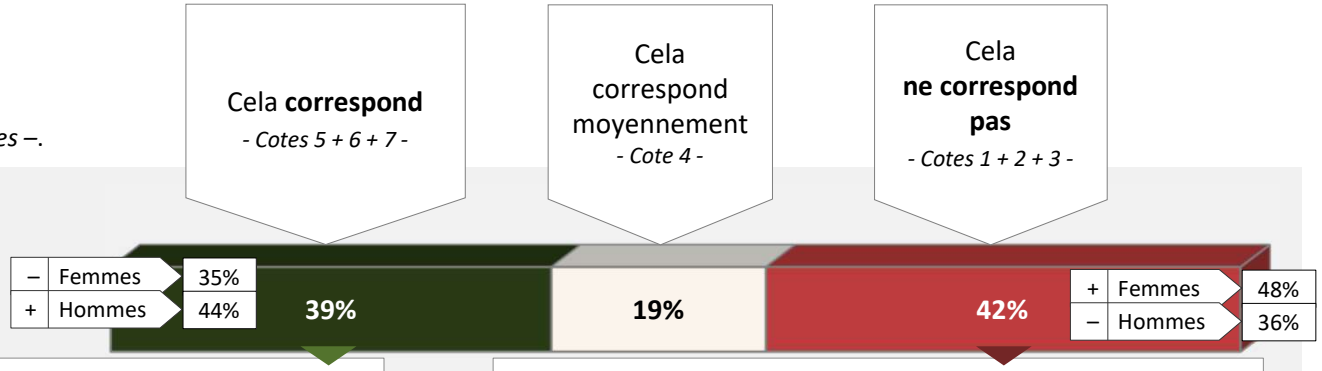
- **La prise en charge des revenus des citoyens et des aides aux entreprises par l'Etat durant la pandémie n'a pas été perçue comme le retour de l'Etat-Providence.**
  - **Les aides – importantes – n'ont pas été vécues comme un soutien, mais plutôt comme une compensation de la mise à l'arrêt de l'économie. Il est donc peu porté au gouvernement le crédit d'avoir vraiment soutenu les gens. Et, comme la culture économique est peu répandue, le « quoi qu'il en coûte » n'est pas perçu comme une politique macro-économique keynésienne qui permet une certaine relance et donc la création d'emplois.**
  - **Des facteurs ont totalement contrecarré le sentiment d'être protégé (qui est l'essence de l'Etat-Providence) : l'impréparation, les mensonges, l'absence d'explications claires, les injonctions à obéir, les images terribles comme des sacs poubelles faisant office de surblouses pour le personnel soignant, les masques Avrox qui se sont avérés inefficaces et confiés à une entreprise peu claire, les limitations de libertés individuelles parfois perçues comme non justifiées, les sanctions, les mesures perçues comme incohérentes, impraticables et la gestion verticale de la pandémie, etc.**

Comme le note le sociologue Pierre Rosanvallon [12], *« historiquement, l'Etat-Providence était une promesse de prise en charge des risques de la vie. Une assurance par rapport aux aléas. Mais face à la pandémie et au dérèglement climatique, ces mécanismes de l'Etat-Providence ne fonctionnent plus, sont moins opérants. Car tout se passe comme si l'Etat subissait lui-même ces situations, il ne parvient donc plus à protéger et à réduire les incertitudes, l'anxiété et les peurs des citoyens face à ces menaces. Durant la pandémie, c'est davantage d'un Etat sanitaire, hygiéniste dont il faut parler plutôt que d'un Etat-Providence ».*

12 Pierre Rosanvallon Ibidem

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Tout compte fait, j'estime que durant les confinements et plus généralement durant cette pandémie du Covid, l'Etat en Belgique a vraiment tout fait pour protéger les revenus des gens**



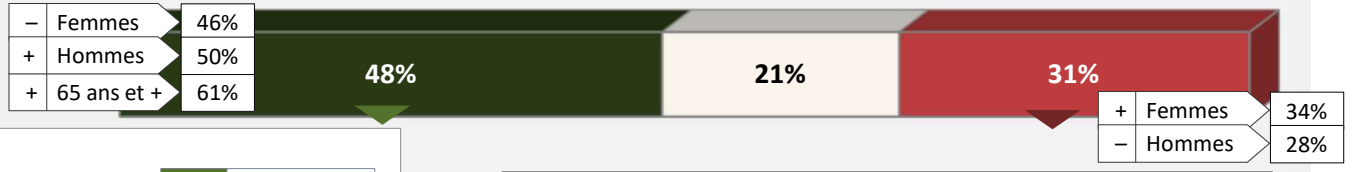
REVENUS – Chaque mois je… :

• ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	19%
• ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	31%
• parviens juste à boucler mon budget	39%
• mets un peu d'argent de côté	43%
• mets beaucoup d'argent de côté	46%

REVENUS – Chaque mois je… :

• ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	59%
• ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	52%
• parviens juste à boucler mon budget	41%
• mets un peu d'argent de côté	39%
• mets beaucoup d'argent de côté	31%

- **Tout compte fait, j'estime que durant les confinements et plus généralement durant cette pandémie du Covid, l'Etat en Belgique a vraiment tout fait pour protéger la santé des gens**



REVENUS – Chaque mois je… :

• ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	31%
• ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	27%
• parviens juste à boucler mon budget	50%
• mets un peu d'argent de côté	54%
• mets beaucoup d'argent de côté	49%

REVENUS – Chaque mois je… :

• ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	46%
• ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	36%
• parviens juste à boucler mon budget	33%
• mets un peu d'argent de côté	26%
• mets beaucoup d'argent de côté	30%

- **Abordons à présent la façon dont le récit médiatique de ce que nous avons vécu a été perçu.**

  - **Absence de consensus concernant les médias professionnels (radio, télévision, presse écrite) : 4 individus sur 10 estiment que ces médias n'ont pas vraiment contribué à accroître leur niveau de compréhension de ce qu'il se passait, tendanciellement plus le niveau d'études est faible plus on a ce sentiment. Par contre, 4 sur 10 disent que les médias ont apporté de la compréhension, plus on est âgé et plus on a un capital culturel élevé, plus on le pense.**

    Néanmoins, une large majorité – 7 sur 10 – pense que les médias professionnels ont entretenu un climat anxiogène. Et 5 sur 10 ressentent qu'ils ont visé l'audience en mettant en scène des scientifiques qui n'étaient pas d'accord entre eux - plus le niveau d'études est faible, plus on pense qu'il s'agissait d'une stratégie marketing de la part de ces médias-.

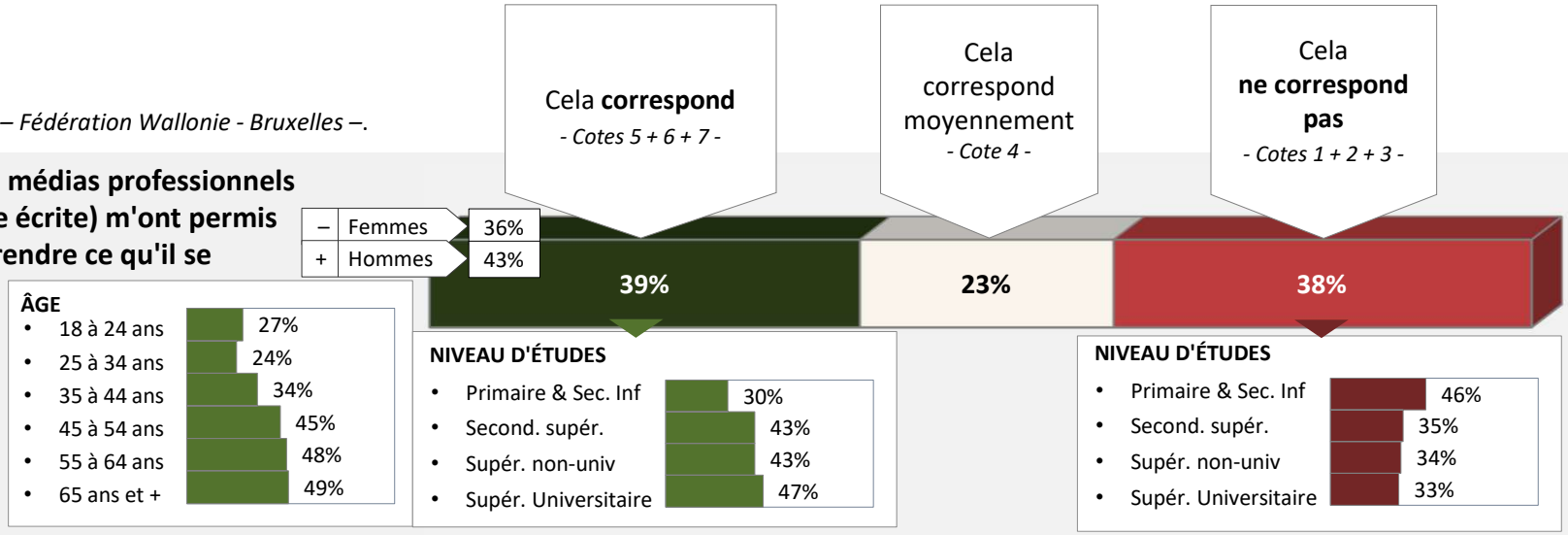
  - **Cette perception des médias professionnels n'a toutefois conduit qu'une minorité - 3 sur 10 - à aller chercher des informations sur les réseaux sociaux. Mais très nettement plus le niveau d'études est faible, plus on a consulté les réseaux sociaux pour y trouver des informations. Logique linéaire selon le niveau d'études, écarts très importants. Le niveau d'études est beaucoup plus discriminant que l'âge.**

    Mais très large consensus, y compris parmi ceux qui ont consulté les réseaux sociaux, pour estimer qu'ils ont « diffusé beaucoup de fausses informations dont certaines très dangereuses ».

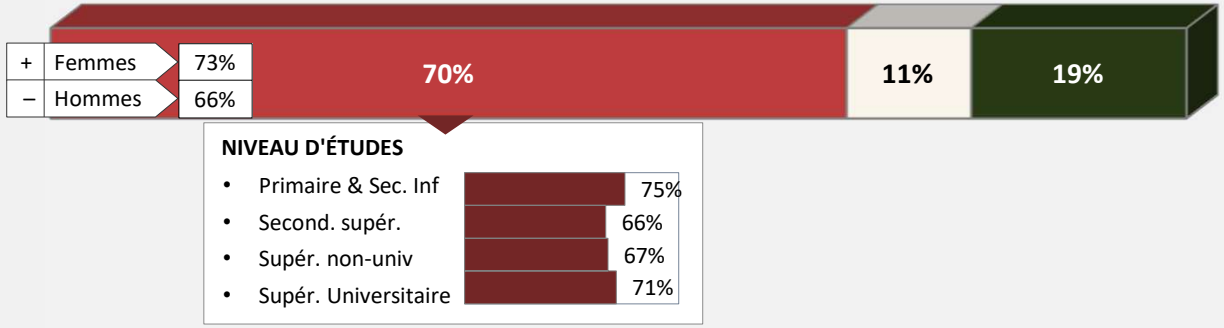
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (XII)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

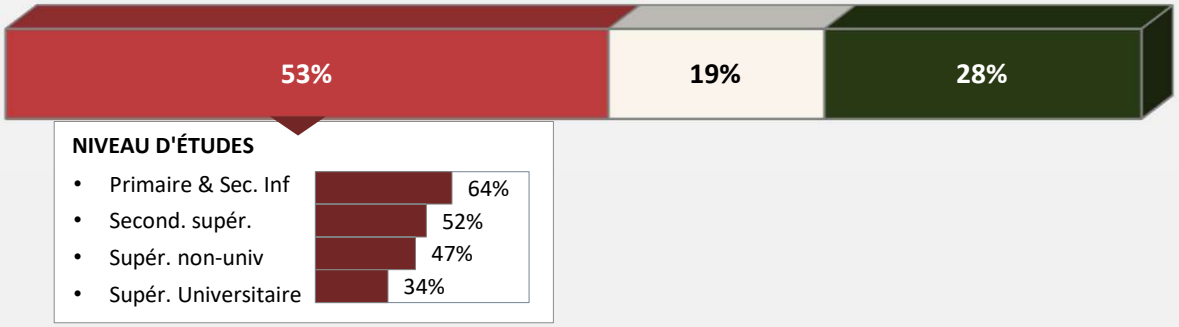
- **Durant la pandémie, les médias professionnels (radio, télévision, presse écrite) m'ont permis de vraiment bien comprendre ce qu'il se passait, leurs explications étaient claires**



- **Durant la pandémie, les médias professionnels (radio, télévision, presse écrite) ont entretenu un climat de peur, à la fin je n'en pouvais plus de regarder sans cesse les mêmes images effrayantes, les reportages dramatiques (les transferts en hélicoptères, les morgues, des camions frigorifiques, etc.)**

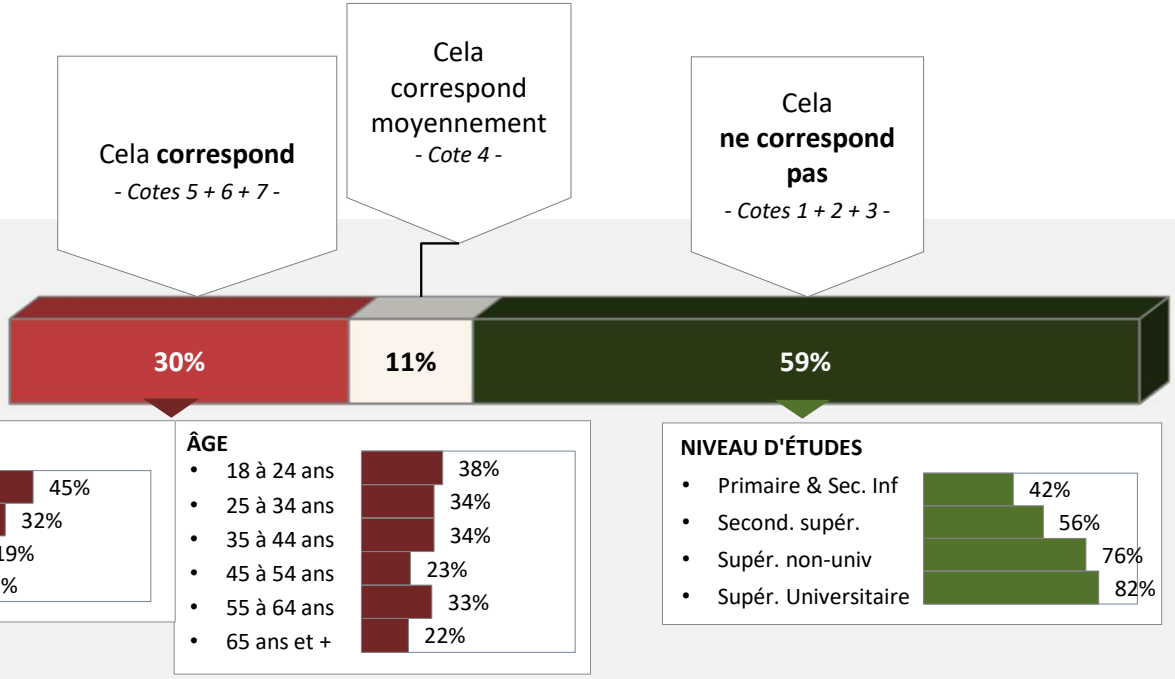


- **Les médias professionnels (radio, télévision, presse écrite) ont mis en scène des scientifiques qui n'étaient pas d'accord entre eux uniquement pour faire de l'audience**

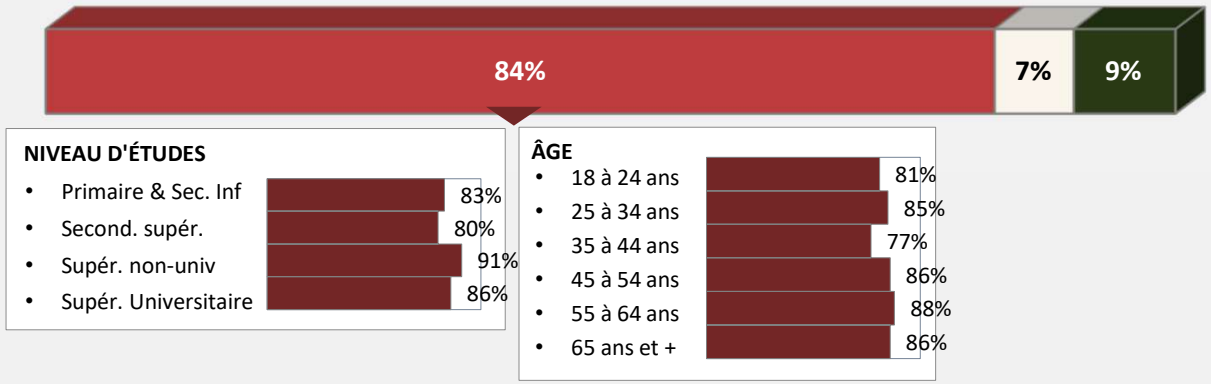


Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Durant cette pandémie, j'ai cherché des informations sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube, etc.) car je n'avais plus confiance dans ce que disaient les médias professionnels classiques (radio, télévision, presse écrite)**



- **Durant cette pandémie, les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube, etc.) ont diffusé beaucoup de fausses informations dont certaines très dangereuses**



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

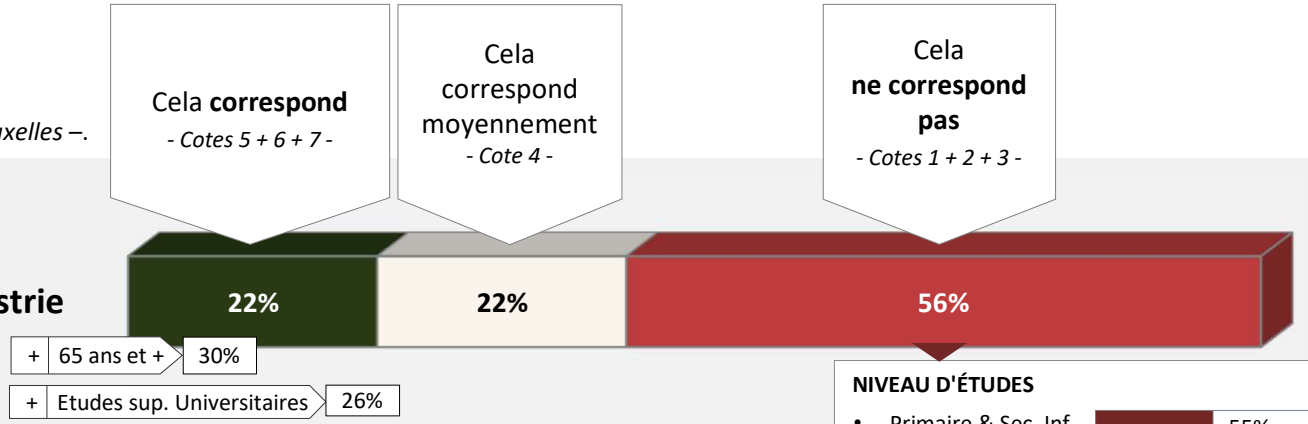
Comment les scientifiques ont-ils été perçus ?

- **une majorité d'individus pensent que les scientifiques ne sont pas vraiment indépendants et se laissent influencer par les pressions de l'industrie pharmaceutique. Notons que cette opinion ne varie pas selon le niveau d'études.**
- **seule une petite minorité, 2 individus sur 10, affirme que les scientifiques sont vraiment indépendants.**

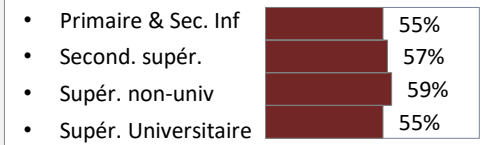
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (XIV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

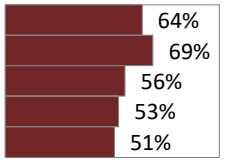
- **Les scientifiques sont vraiment indépendants et ne se laissent pas influencer par les pressions de l'industrie pharmaceutique**



NIVEAU D'ÉTUDES



REVENUS – Chaque mois je… :



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE

- **Comment l'Europe a-t-elle été perçue ?**

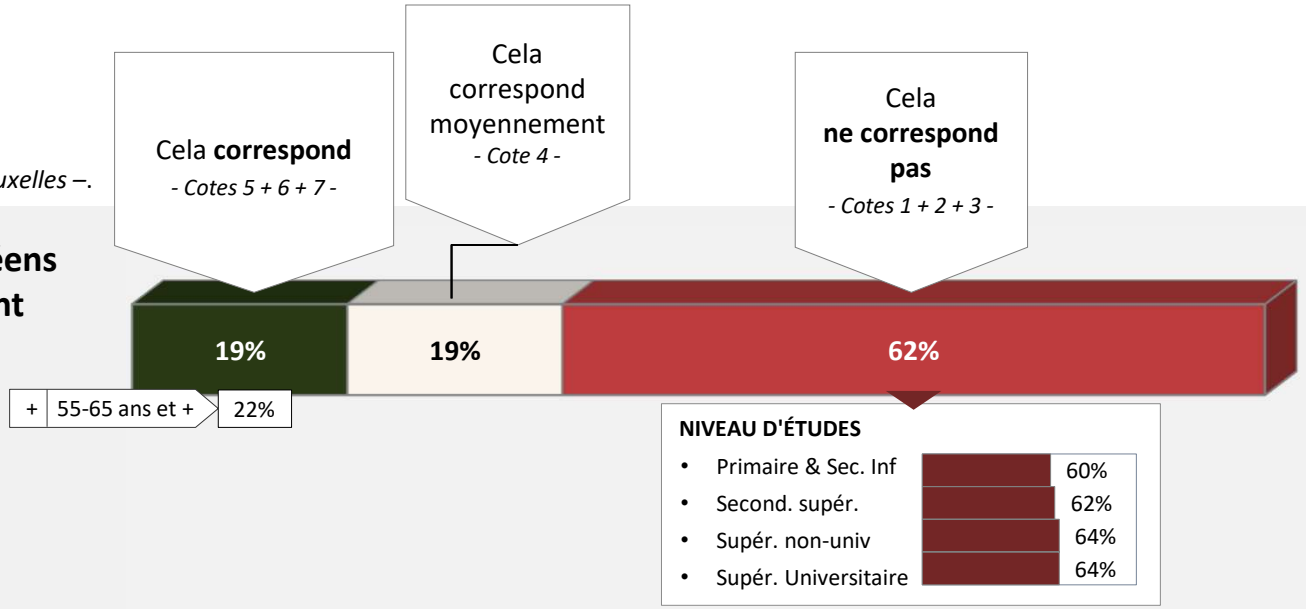
  - **une majorité, plus de 6 individus sur 10, constate que la coopération entre pays européens pour gérer la pandémie n'a vraiment pas été bonne.**

    Seuls 2 sur 10 pensent l'inverse.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (XV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **La coopération entre les pays européens pour gérer la pandémie était vraiment bonne**



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DES INONDATIONS

- **Avant de tenter de dégager quelques tendances à partir de ces constats concernant la gestion de la pandémie, quelques brèves perceptions à propos d'un autre évènement marquant de l'été 2021, les inondations en Wallonie.**

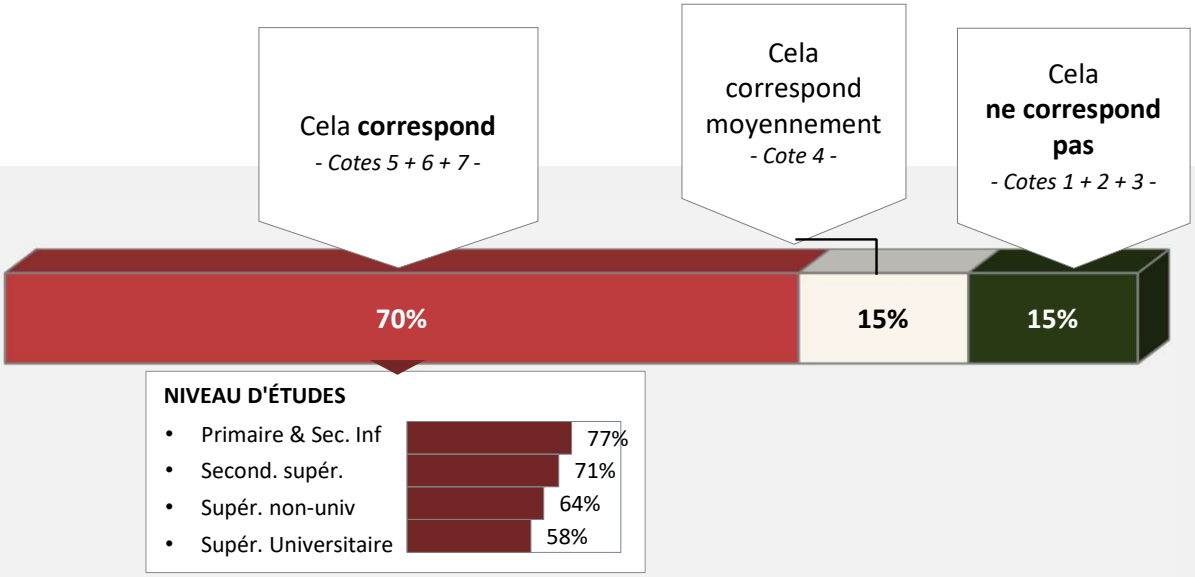
  - **6 à 7 individus sur 10 ont une lecture très négative de la façon dont l'Etat/ les pouvoirs publics ont géré cette situation : pas d'anticipations, gestion des secours « catastrophiques » et abandon des victimes. Rappelons qu'il s'agit de perceptions !**

    Tendanciellement, les plus fragiles - études faibles et revenus bas - sont plus nombreux à percevoir ces lacunes des pouvoirs publics.

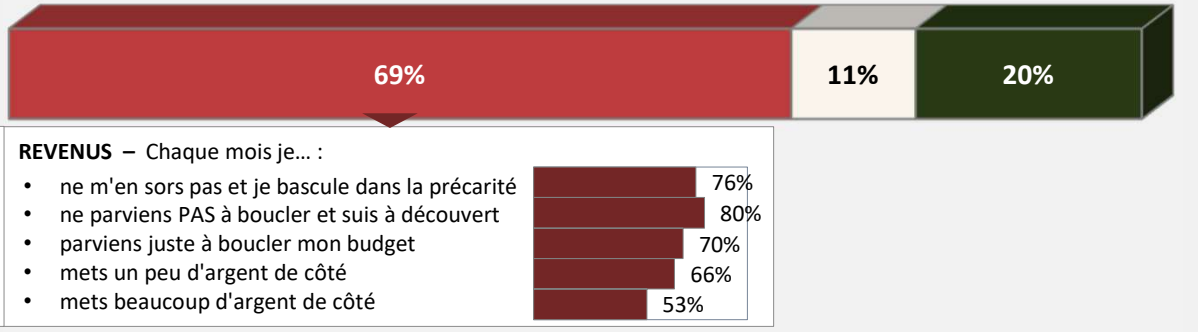
- **Tout se passe comme si les ressentis de toutes les actions de l'Etat étaient désormais vraiment marqués par une généralisation de la défiance.**

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

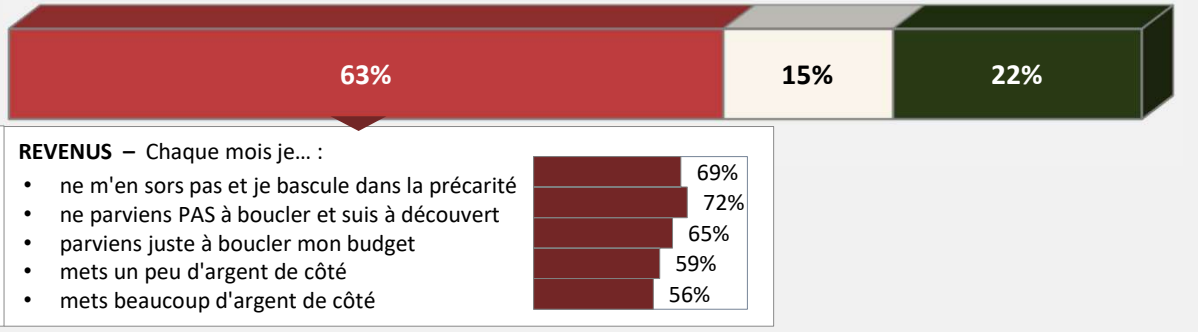
- **La gestion des secours lors de ces inondations par les pouvoirs publics a été catastrophique, les gens se sont sentis abandonnés**



- **Je suis vraiment scandalisé que nos dirigeants politiques n'ont vraiment pas anticipé de telles inondations**



- **J'estime vraiment <u>qu'après</u> ces inondations, on a abandonné les victimes de ces inondations**



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE ET DES INONDATIONS

- **Quel est l'impact de ces diverses perceptions sur la confiance à l'égard des institutions ?**

On sait que la pandémie a percuté une société qui était déjà caractérisée par une croissance constante depuis de nombreuses années de la défiance à l'égard des institutions qui incarnent l'autorité, celles qui relèvent de la verticalité.

Que constate t-on des effets de la gestion de la pandémie ?

- **La défiance à l'égard des dirigeants politiques et de la presse professionnelle classique s'est majoritairement (encore) détériorée - de 5 à 6 individus sur 10 le disent -.**
- **La confiance à l'égard des scientifiques et du système de santé ne s'est majoritairement pas détériorée même si 3 individus sur 10 estiment qu'à leurs yeux, c'est le cas.**

Tendanciellement, plus le niveau d'études est faible, plus on a perdu confiance.

Ce sont ceux qui ont le plus besoin de protection qui ont (encore davantage) perdu confiance !

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE ET DES INONDATIONS

- **Avant la pandémie, la confiance était déjà très basse. Nous l'avions mesurée en 2016 [13]. La désinstitutionalisation était forte et touchait toutes les institutions qui incarnaient l'autorité. Moins de 2 individus sur 10 avaient confiance en elles, notamment moins d'1 sur 10 pour les partis politiques. Cette défiance est multidimensionnelle : elle concerne la compétence, l'éthique, la capacité à protéger.**

  Constater que la défiance s'est encore accrue à l'égard de certaines institutions signifie que la confiance atteint à présent des niveaux très faibles (moins d'1 individu sur 10 a encore confiance en celles-ci).

  Ou ne s'est pas dégradée pour d'autres qui relèvent davantage de l'horizontalité comme les organisations de la société civile et les chercheurs. Cela ne signifie toutefois pas que la confiance soit très élevée à leur égard, il ne s'agit que de moins d'1 individu sur 2 !

  C'est une confiance très dégradée et généralisée que nous avons sous les yeux.

13 Etude Noir, jaune, blues, Ibidem

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE ET DES INONDATIONS

- **La façon dont la pandémie a été gérée a fortement renforcé la défiance à l'égard du système institutionnel et politique (à tous les niveaux) et de la presse professionnelle.**

  Dès le moment où la défiance existe vis-à-vis de plusieurs institutions il y a un effet dominos : toutes les institutions qui incarnent l'autorité vont être délégitimées.

  Le sentiment d'infantilisation est ressenti, il s'en dégage un ressentiment à l'égard de l'Etat qui a bafoué l'élémentaire reconnaissance de la responsabilisation et de la dignité des individus qui ont été ramenés au rang d'enfants obligés d'obéir sans discuter, sans la moindre place pour s'exprimer, pour débattre.

  Egalement, la perception de l'absence de dialogues / coopérations avec les acteurs de terrain de la part du gouvernement tend à faire percevoir comme incohérent le processus décisionnel qui refuse aux acteurs de terrain d'être au moins sollicités dans les arbitrages qui vont déterminer leurs propres interventions.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE ET DES INONDATIONS

Comment imaginer dans ce contexte une adhésion spontanée à des politiques de prévention initiées par l'Etat ?

Le chercheur en épidémiologie Marius Gilbert [14] a bien montré que les pays qui ont le mieux réussi leur combat contre la pandémie étaient ceux dans lesquels la confiance existait entre les gouvernants et les gouvernés. C'est une des conditions, pas suffisante mais nécessaire.

La question est bien : peut-on gérer une crise sanitaire sans l'avis des individus ? Est-il possible de penser et de mettre en pratique une politique de santé publique curative ET préventive sans la société, sans la mobilisation des gens ? Nous y reviendrons.

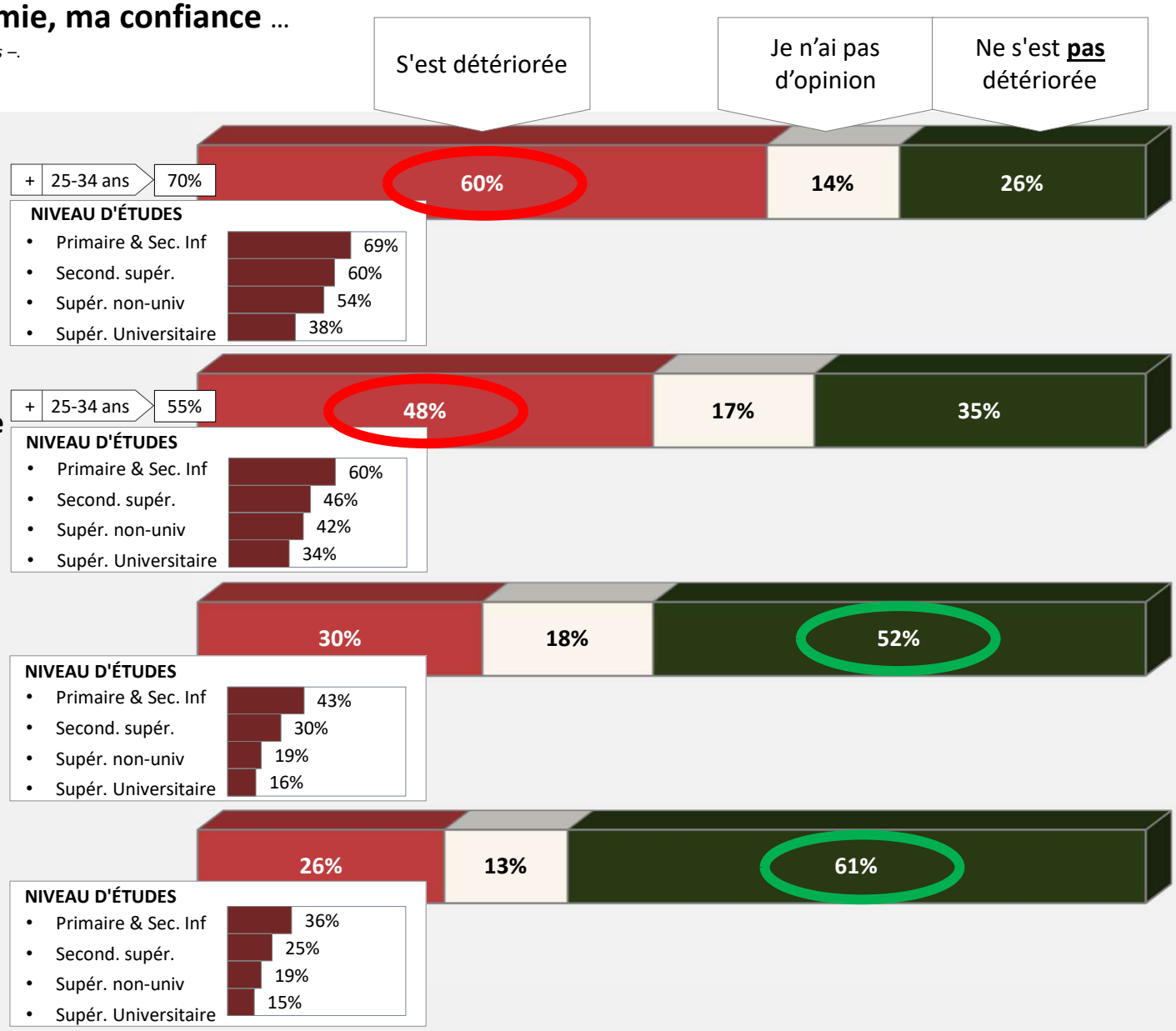
A ce stade de la pandémie et des chocs climatiques de cet été 2021, plus que jamais, nous ne faisons plus société.

14 Marius Gilbert, *Juste un passage au JT,* Edit Luc Pire 2021

▶ Depuis le début de la pandémie, ma confiance …

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

A l'égard …



QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE ET DES INONDATIONS

- **Dans ce contexte de défiance importante à l'égard du système institutionnel et politique et vis-à-vis de la presse professionnelle il est logique qu'une fraction de l'opinion publique cherche du sens à ce qui se déroule sous leurs yeux en adhérant aux thèses complotistes, aux « vérités alternatives » comme dit Donald Trump.**

  Ces thèses ne sont rien d'autres que des visions du monde, clés en mains, extrêmement simplistes, mais qui ont l'avantage de réduire l'incertitude de la compréhension de ce qui se déroule sous nos yeux, elle nous dévoile qui nous manipule, qui "tire les ficelles", qui a planifié cette pandémie et nous fournit la solution : le dégagisme de toutes les élites.

  Les instigateurs de ces thèses ne cherchent pas de "preuves historiques", ne s'encombrent pas de la raison, de la science, de validations.

  En période pandémique et avec le numérique aussi développé, ce n'est pas un hasard si ces théories se développent fortement. Moins les individus ont d'esprit critique, moins il y a un récit qui rend compte de ce qu'il se passe de façon claire, pédagogique, plus ils ont tendance à adhérer à ces thèses.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE ET DES INONDATIONS

Fleurit aussi une certaine irrationalité qui témoigne d'une défiance à l'égard de la science.

Ce courant qui a repris vigueur avec la pandémie affaiblit la démocratie car il n'y a pas de débat possible entre "deux réels", entre deux perceptions de la réalité.

Le débat démocratique c'est d'abord du dialogue à partir d'un socle commun : un accord sur la réalité élémentaire que nous avons sous les yeux. Dès l'instant où il y a deux vérités, deux réels, on assiste à un accroissement de l' « archipellisation ». Des îlots qui deviennent inconciliables.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE ET DES INONDATIONS

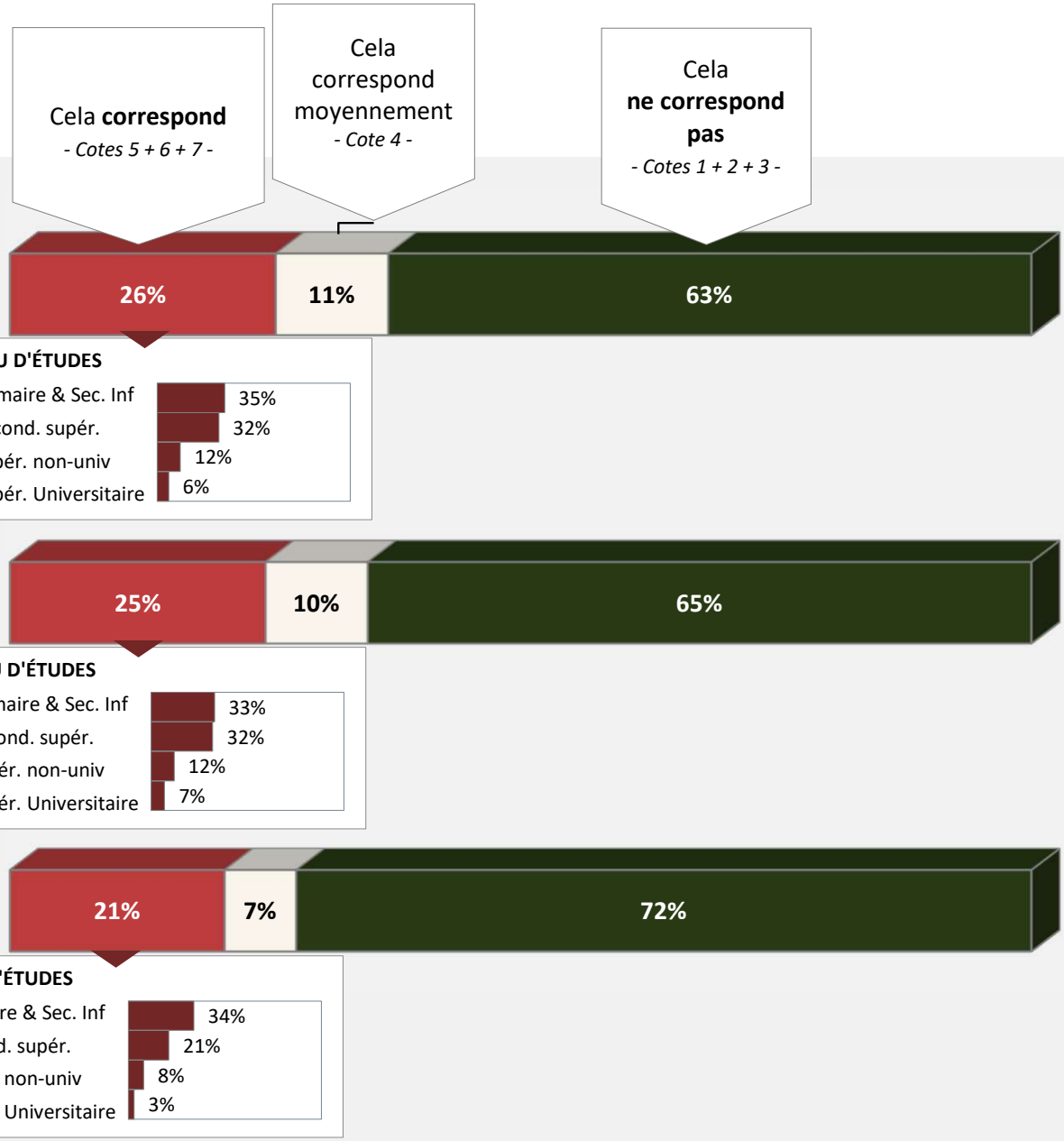
- **De 2 à 3 individus sur 10 pensent que la pandémie est une création soit du big pharma, soit « de gens puissants », dont la finalité peut être de réduire la démographie par un vaccin qui rendrait stérile.**

  Plus le niveau d'études est faible, plus on y croit. Logique linéaire.
- **Pêle-mêle, diverses opinions relevant d'une certaine irrationalité émergent :**
  - ↪ **moins de 6 sur 10 ont confiance dans les vaccins anti-Covid, même si le taux de vaccination est largement supérieur,**
  - ↪ **près de 2 sur 10 pensent que l'on peut guérir de très nombreuses maladies même des cancers par les méthodes naturelles comme des jus de légumes, des purges, des jeûnes, manger cru, etc.**
  - ↪ **les dirigeants politiques utiliseraient la pandémie pour développer la surveillance et le contrôle des citoyens - 1 sur 2 le pense - !**

Concernant ces opinions qui relèvent d'une certaine irrationalité, toujours la même logique : plus le capital culturel est faible, plus on est nombreux à y croire.

QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (XVIII)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

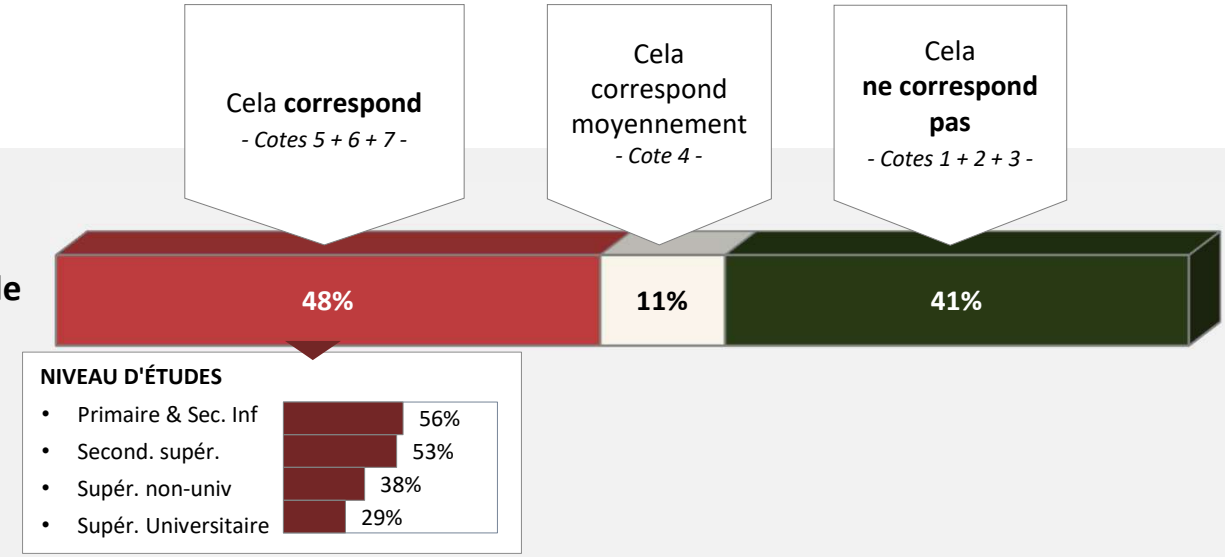


- **Cette pandémie a été créée par les grandes entreprises pharmaceutiques pour s'enrichir**
- **Cette pandémie a été planifiée en secret par des gens puissants**
- **Cette pandémie a été créée pour réduire la population mondiale au moyen de vaccins qui rendent stériles**

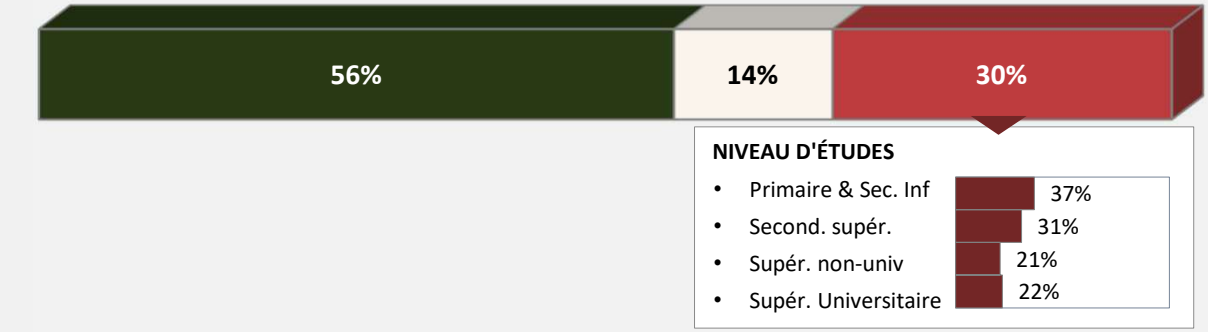
QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (XIX)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Nos dirigeants politiques utilisent cette pandémie pour développer la surveillance et le contrôle des citoyens**



- **J'ai vraiment confiance dans les vaccins anti-Covid**



- **Je crois vraiment que l'on peut guérir de très nombreuses maladies même des cancers par les méthodes naturelles comme des jus de légumes, des purges, des jeûnes, manger cru, etc.**

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

Si l'on veut remettre en place l'ancien système, si on recommence l'hyper-circulation et l'hyper-consommation, tous les ans, on aura un nouveau virus"

Boris CYRULNIK

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

- **Cette défiance très élevée est concomitante d'une conscience, elle aussi très élevé, des nouveaux enjeux sociétaux, systémiques et globaux.**

Suite à la pandémie et aux évènements météos extrêmes de l'été 2021, les individus sont à présent convaincus que l'enjeu est ni plus ni moins l'habitabilité de la planète et donc la survie de l'espèce humaine.

Il y a une urgence à agir. Nous avions déjà vu qu'une majorité, 8 sur 10, estime que *« nous sommes vraiment dans l'obligation de changer en profondeur nos façons de produire, de consommer et de nous déplacer et de modifier le rapport des humains avec la nature en arrêtant de bousculer la biodiversité, etc ».*

Conscience d'un système.

On a assisté au retour du tragique dans l'Histoire. La peur de mourir a touché tous les terriens en même temps.

Les scientifiques lanceurs d'alerte (GIEC, etc.) bénéficient d'une confiance importante car leurs alertes sont validées par le ressenti actuel.

Nous sommes à présent au pied du mur.

Plus de 7 sur 10 expriment nettement que nous ne pouvons attendre que la température se réchauffe car « il sera alors trop tard pour intervenir ».

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

IL EST URGENT D'AGIR EN PROFONDEUR.

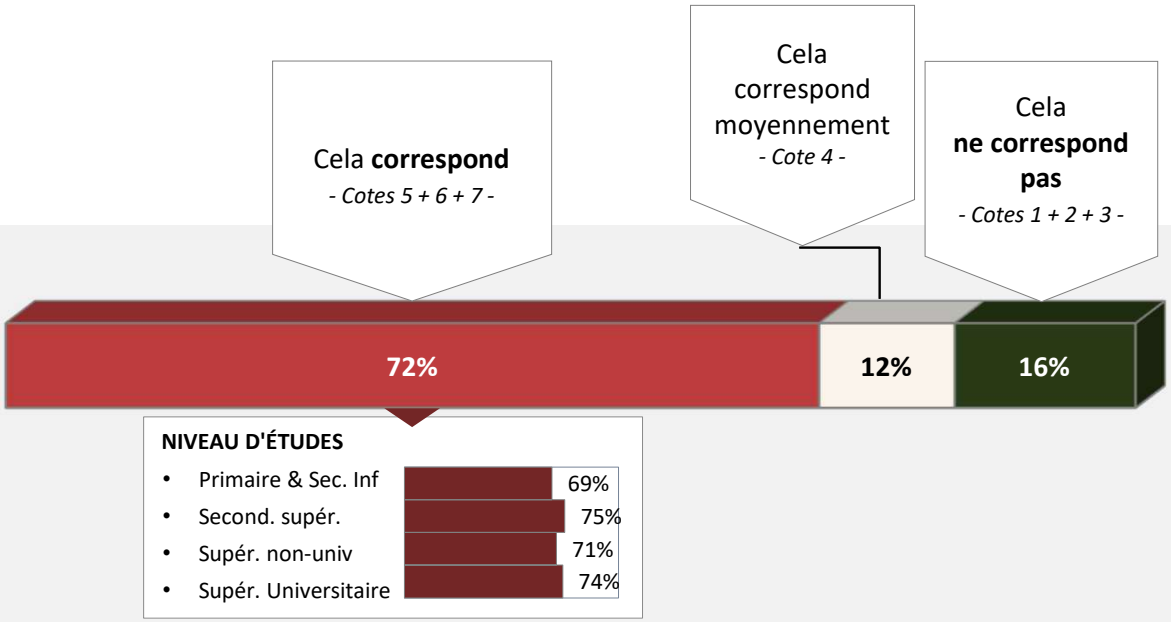
Le rapport au vivant, à l'ensemble des écosystèmes en équilibre précaire, préfigure peut-être le conflit central futur de nos sociétés.

D'une part une logique productiviste/ consumériste et d'autre part une volonté de réduire de façon drastique l'énorme pression que l'homme fait peser sur les écosystèmes du vivant.

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (I)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Si le réchauffement climatique se poursuit, il sera vraiment trop tard pour faire quoi que ce soit lorsque la température deviendra trop élevée**



- **Même si le réchauffement climatique se poursuit, il sera encore temps de freiner ou de faire marche arrière lorsque la température deviendra trop élevée**

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

- **Le citoyen est prêt à agir et certains sont déjà vraiment passé à l'acte (22% d'entre eux, ils étaient un peu moins nombreux en 2019 : 18% [15]. Impact de la pandémie).**

  Ils créent et inventent diverses pratiques : circuits-courts, mois utiliser la voiture, manger moins de viande, etc.

  Même s'ils ne sont pas tous passés vraiment à de nouvelles pratiques, une très large majorité exprime une disposition très favorable à le faire. Tendanciellement, plus le niveau d'études est élevé, plus on a des dispositions favorables mais même parmi les niveaux faibles, c'est néanmoins une large majorité qui les expriment. Même s'il ne faut jamais ignorer les fortes inerties et les contraintes de la vie quotidienne

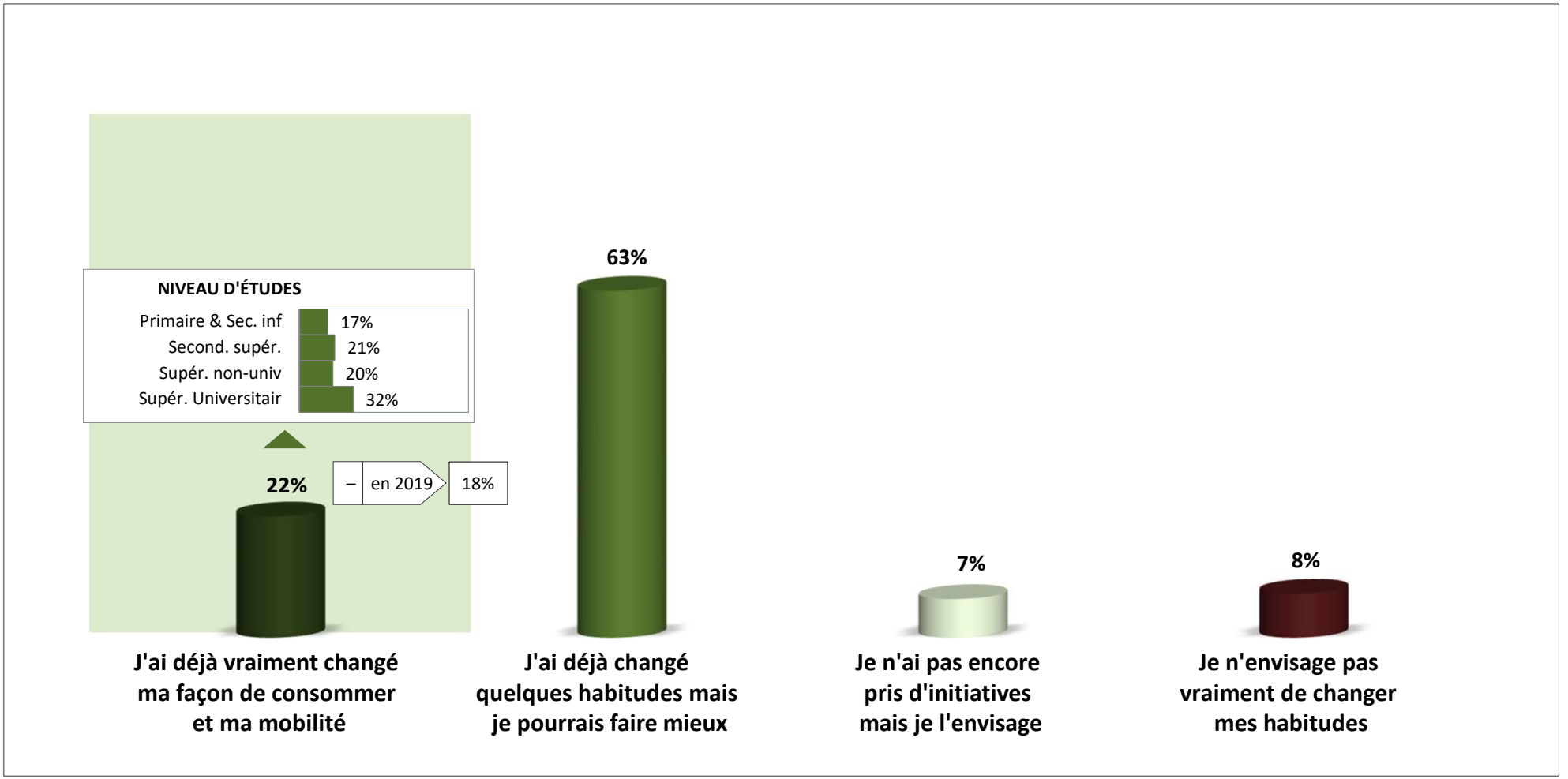
- **Agir chacun individuellement dans sa vie quotidienne est ce que François Ruffin [16]. nomme « la démocratie du caddy ».**

15 Thermomètre Solidaris sur L'environnement et la santé, Janvier 2020, Voir sur le site de l'Institut Solidaris,
16 François Ruffin, *Il est où le bonheur,* Editions Les liens qui libèrent, Paris 2019

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (II)

- Face aux émissions de gaz à effet de serre, au dérèglement climatique et aux origines des pandémies, vous pouvez adopter **PERSONNELLEMENT** différents comportements. En voici quatre. Merci de me dire lequel se rapproche le plus du vôtre actuellement.

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

- **Consensus très large pour considérer qu'il y a vraiment urgence à agir.**

  MAIS, et c'est là qu'une injonction perverse commence à surgir. Nous allons en examiner les divers aspects.

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

Qu'est-ce qu'une injonction perverse qui s'impose aux individus ?

Les individus se trouvent face à une situation où ils ressentent qu'ils doivent résoudre une équation insoluble.

C'est-à-dire que le contexte ambiant :

- ***prescrit aux individus d'être, d'avoir une capacité d'agir ou de se comporter en acteurs autonomes de leur propre devenir - individuel et collectif -. Parfois ces prescriptions sont ressenties comme des impératifs existentiels.***

  Par exemple : « il faut être une femme qui se réalise pleinement dans tous les registres : professionnellement et en tant que mère, compagne/ femme. » Ou « il faut être un auto-manager de son activité professionnelle ».

  MAIS :

- ***que le cadre dans lequel les individus évoluent ne permet pas d'atteindre une autonomie et une capacité d'agir.***

  En reprenant les exemples ci-dessus : "mais persistance de stéréotypes et d'une organisation du travail/ de la société non adaptée pour que les femmes puissent alléger/ partager la charge mentale et physique. » Ou « dans les situations professionnelles, forte accentuation des pressions externes et internes donc intensification du travail, autonomie illusoire et échec intériorisé »

Cette injonction perverse ne peut qu'engendrer des souffrances diverses et un violent sentiment de frustrations, des ressentiments.

L'individu est écartelé, déchiré entre ce à quoi il aspire, ce qu'il perçoit qu'il est indispensable de faire et un contexte qui l'en empêche très brutalement.

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

- **La pandémie a été un lanceur d'alerte qui a produit une prise de conscience que c'est le système productiviste/ extractiviste qui conduit à la fois à des zoonoses, au dérèglement climatique et à la propagation non contrôlée des diverses pollutions.**

Un SYSTEME.

Consensus large pour penser que c'est le système économique/ financier global qu'il faut changer pour aborder à la racine et réduire les futurs grands risques collectifs sur nos santés et plus globalement pour vivre autrement et « sauver » l'humanité.

Conviction que c'est ce système productiviste qui pousse à détruire.

Le citoyen a donc la conviction que c'est LE SYSTEME (économique/ financier) global qu'il s'agit de changer. Plus de 8 citoyens sur 10 en sont convaincus.

AGIR SUR L'OFFRE.

Car, en tant que citoyen, l'individu bien qu'il soit au bout de la chaîne de la production-consommation, n'a aucune capacité d'agir sur les grands choix en matière de process industriels (de l'acier, de l'énergie, du ciment, de l'agro-alimentaire, des moyens de transport, de la gestion des déchets, etc.), d'économie circulaire ou d'accords de libre-échange.

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

- **Se pose alors la question de « qui a la capacité d'agir sur le système ? ».**

  Une première réponse et qui va nous informer d'un aspect de l'injonction perverse : même si certains citoyens ont commencé à changer leurs habitudes et lancé une multitude d'initiatives locales, ils sont largement conscients qu'eux-mêmes ne suffisent pas pour changer le système.

  Conviction que ce ne sera pas la conjonction des actions de "petits" citoyens mis côte à côte qui suffira pour changer le système car ce ne sont pas eux qui ont la capacité de réguler.

  "Par des gestes individuels, on n'y arrivera pas".
  Conviction que ce ne sont pas de petits changements à la marge qui suffiront.

- **C'est ce système économique / financier qui depuis +/- 40 ans a imposé le dogme du primat absolu du marché qui est censé s'autoréguler sans entraves qu'il est devenu urgent de changer et qui arrive probablement à la fin d'un cycle.**

  Dès avant la pandémie, Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Economie, prévenait : *« les mauvaises idées, lorsqu'elles se sont répandues, mettent longtemps à mourir ».* Et il ajoute *: « Si la crise financière de 2008 n'a pas réussi à nous faire comprendre que des marchés laissés à eux-mêmes ne pouvaient fonctionner, la crise climatique devrait y parvenir sinon le néolibéralisme mettra littéralement fin à notre civilisation ».*[17.]

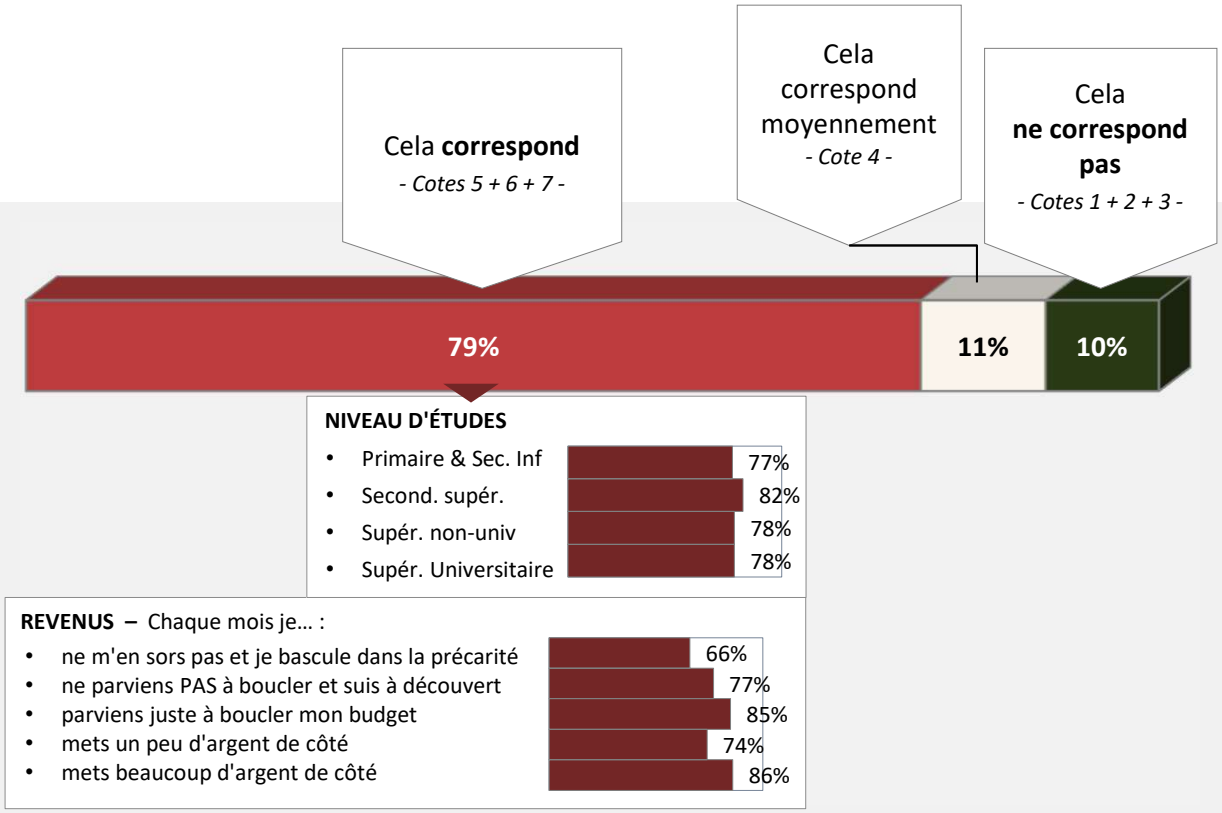
  La pandémie agira-t-elle en ce sens ?

17 Joseph Stiglitz, *The end of neoliberalism and the rebirth of History,* in Project Syndicate, The world's opinion page, 4 november 2019

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

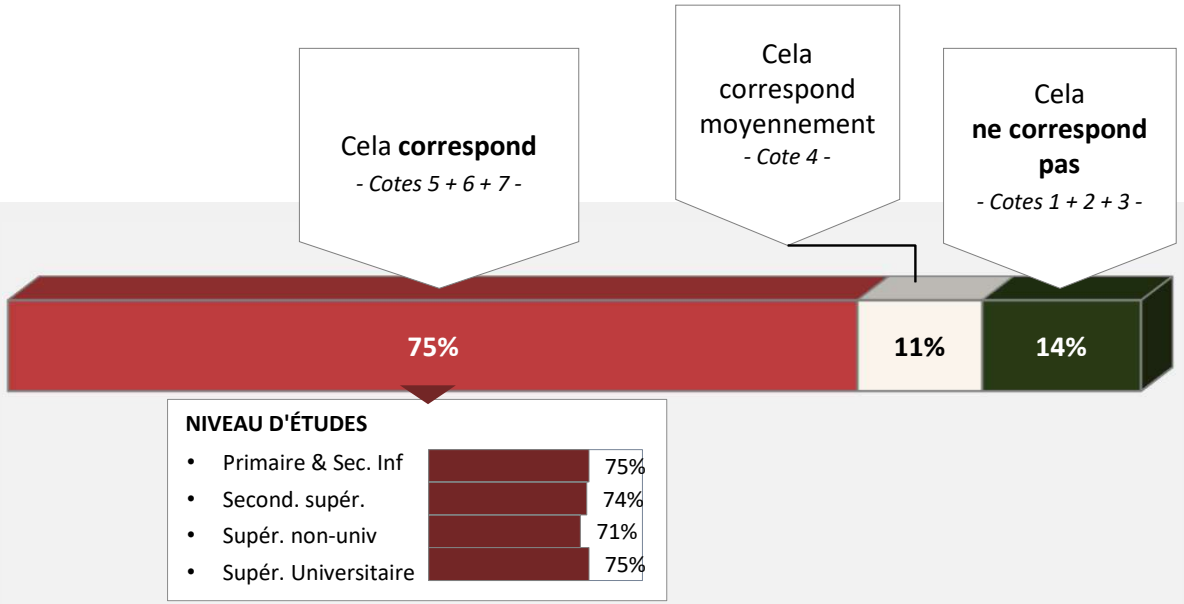
- **C'est l'organisation globale actuelle de l'économie et de la finance à l'échelle mondiale qui conduit à la destruction de notre environnement et donc de nos santés**



IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Même si tous les individus agissent à leur niveau et changent leurs habitudes, cela sera largement insuffisant pour empêcher la destruction de notre environnement, tant que des <u>mesures fortes ne sont pas prises à l'échelle globale</u> (par exemple pour réguler/ limiter les transports de marchandises à travers le monde ou pour limiter la déforestation, l'agriculture intensive, les très grands élevages, les émissions de gaz à effet de serre, etc.)**



IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

- **L'injonction perverse se dessine :**
  - **conviction largement partagée qu'il y a urgence à agir sur le système pour prévenir les futurs grands risques sur nos santés,**
  - **mais qui a la capacité d'agir ?**
    - ↪ **d'abord les citoyens disent leur conviction que des gestes individuels de leur part ne suffiront pas,**
    - ↪ **ensuite ils constatent que d'autres freins puissants existent. Ils sont de deux natures :**
      - **des acteurs qui sont au cœur du « système »,**
      - **des freins culturels.**

Examinons en détails ces freins comme autant de tentatives de réponses à la question : *pourquoi rien ne semble se passer malgré les alertes des scientifiques ?*

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ?

1- Des acteurs constituent des freins à agir :

Nous avons vus que les industriels et les financiers sont perçus comme les premiers responsables de la destruction du vivant. Les systèmes politiques devraient les réguler. Qu'en est -il ? Ils sont perçus par des majorités - de 6 à 9 sur 10 - comme n'ayant pas la capacité d'agir sur le système économique et financier.

En effet, les responsables politiques sont perçus comme :

- **plutôt impuissants face aux industriels, aux financiers. Pas en mesure de leur imposer des sanctions donc une régulation devenue impossible.**

  Notamment ils n'ont pas saisi l'occasion de conditionner les aides aux entreprises lors de la pandémie à des efforts importants en faveur du climat.

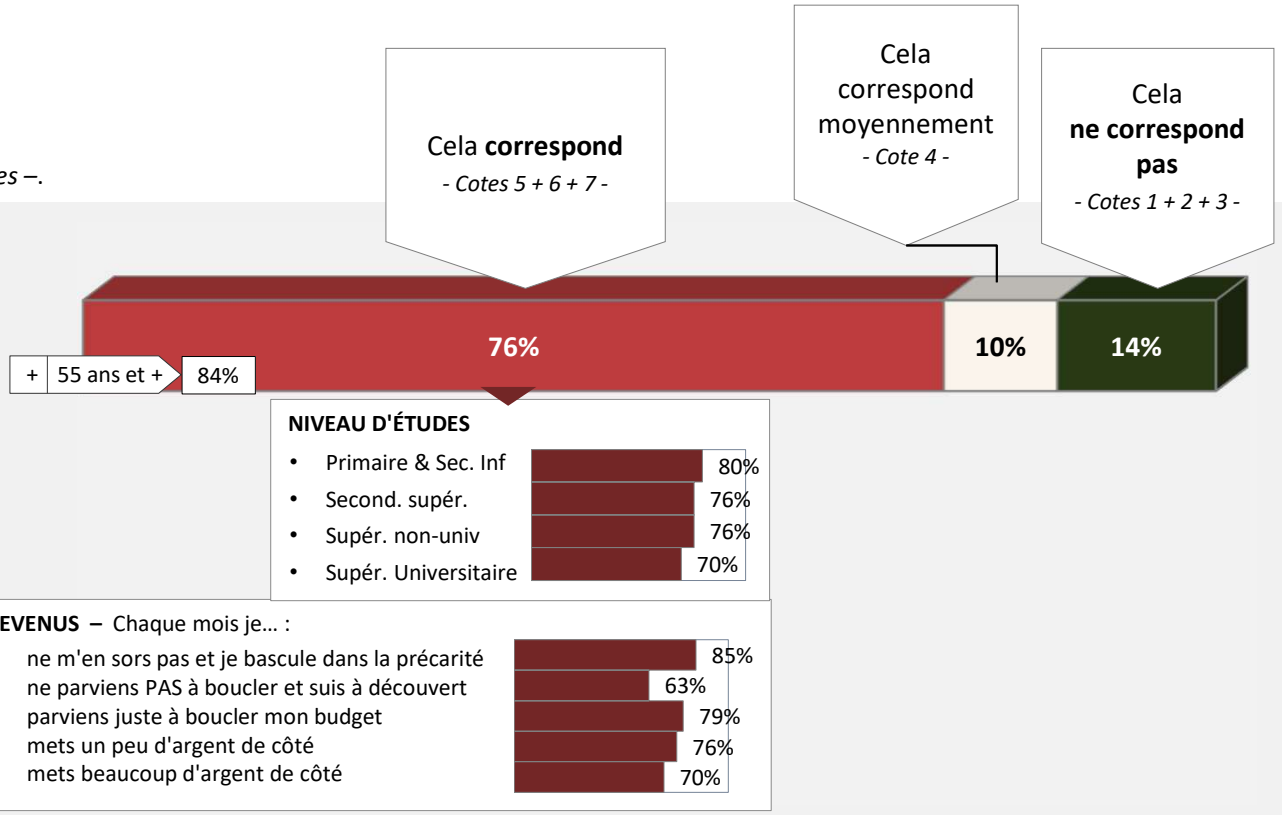
  Pourtant une très large majorité affirme qu'il ne faut pas laisser faire le marché et que l'Etat doit intervenir.
- **ne mettant pas à contribution les plus importants patrimoines pour combler partiellement les dettes produites par les dépenses lors de la pandémie. Un impôt de solidarité exceptionnel évoqué un temps par l'acteur Vincent Lindon comme un « impôt Jean Valjean ».**
- **ne parvenant pas à une échelle de gouvernance globale alors que le niveau des défis appellent à être gérés au niveau mondial.**

Donc perception d'une inertie des systèmes politiques.
Une incapacité d'agir.
Les acteurs qui tiennent les clés du changement pour réduire la destruction des écosystèmes du vivant, les gaz à effet de serre, les pollutions environnementales agissent vraiment trop peu et/ou trop lentement.

IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (V)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

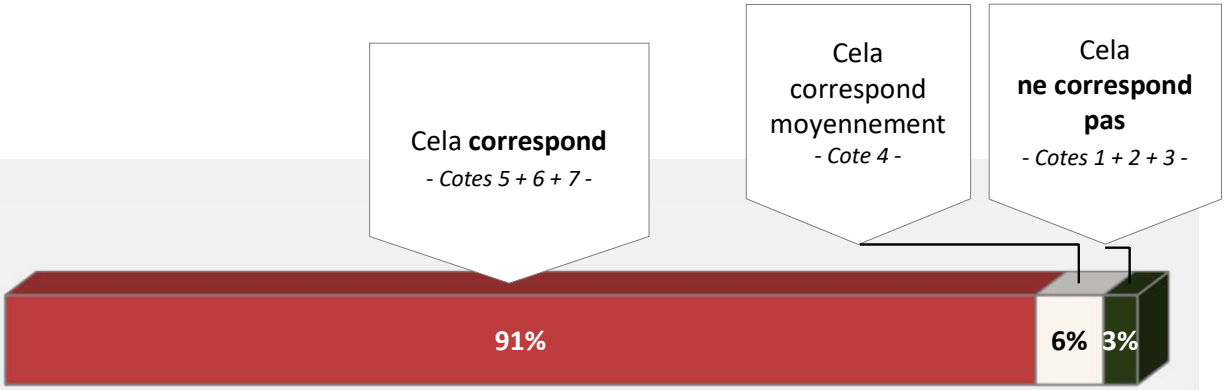
- **J'ai le sentiment que trop de freins existent pour agir en profondeur sur les causes réelles qui engendrent les catastrophes climatiques, l'émergence des pandémies, les pollutions, etc.**



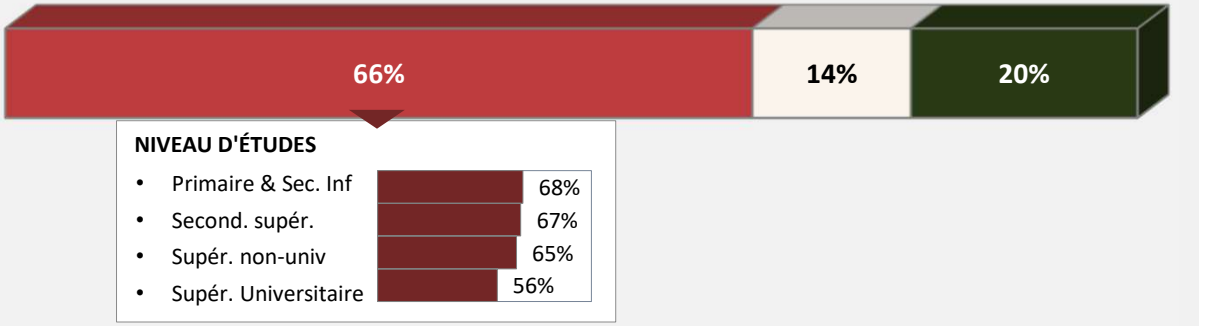
DES FREINS ALORS QU'IL EST URGENT D'AGIR (I)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

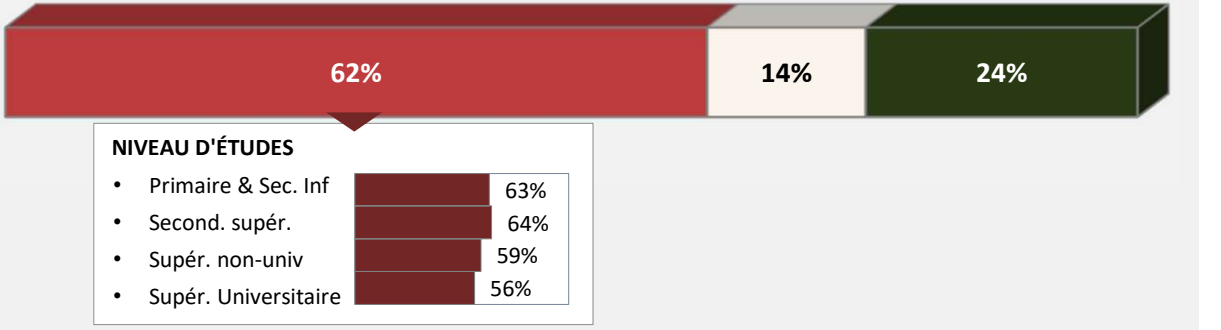
- **Les gouvernements parlent beaucoup du climat (les COP, le Green deal, etc.) mais tant qu'il n'y aura pas des sanctions fortes à l'égard de certains grands secteurs industriels qui polluent beaucoup, tout continuera à s'aggraver**



- **Les Etats sont vraiment impuissants face aux grands groupes pharmaceutiques**



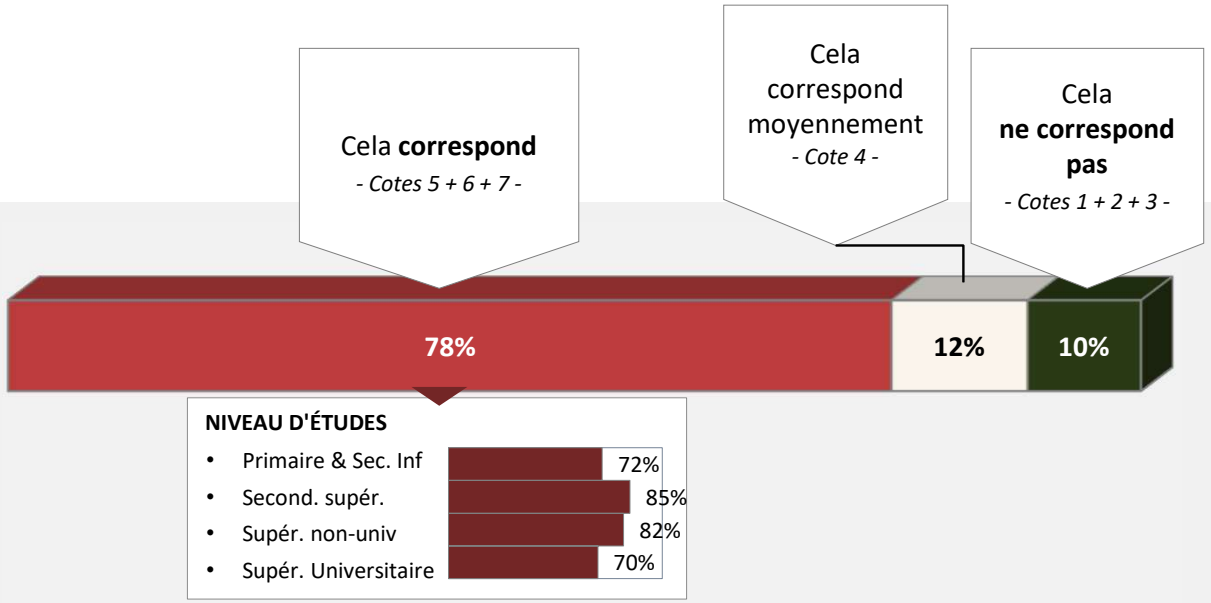
- **Globalement les dirigeants politiques sont impuissants face aux grands groupes industriels et financiers**



DES FREINS ALORS QU'IL EST URGENT D'AGIR (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

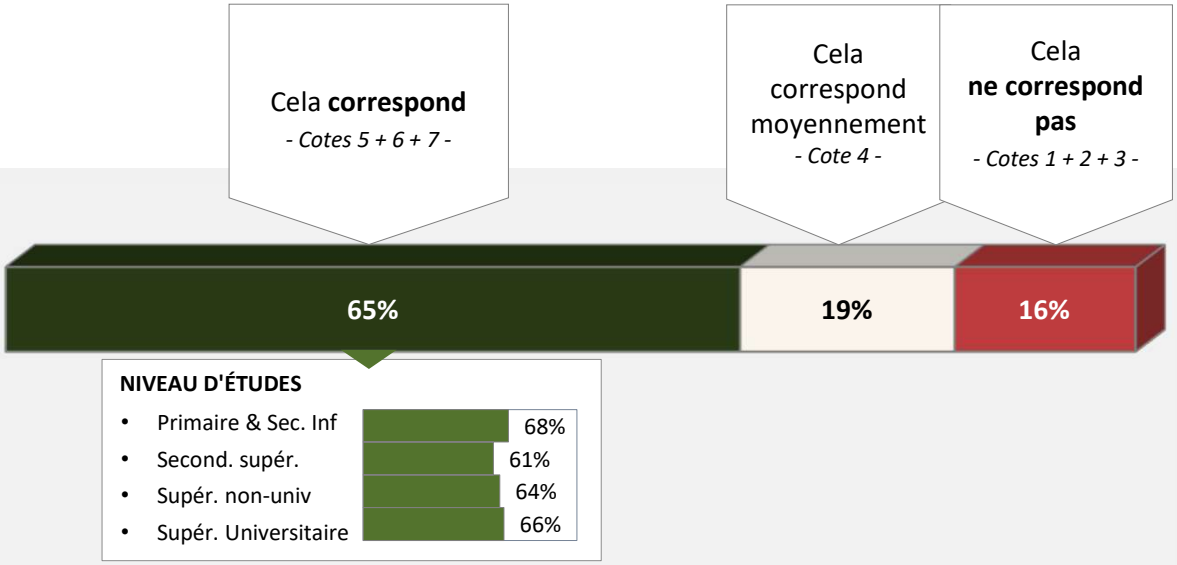
- **Le climat est à l'échelle mondiale, tant que l'action ne sera pas à ce niveau, ce qui sera entrepris aura un impact beaucoup trop limité**



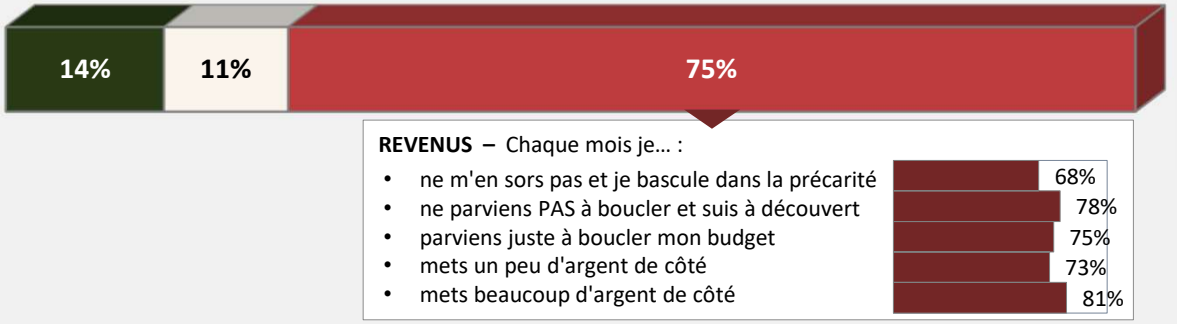
DES FREINS ALORS QU'IL EST URGENT D'AGIR (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Il aurait vraiment fallu conditionner les aides financières que l'Etat a accordé aux grandes entreprises durant le Covid à des efforts importants de leur part en faveur du climat et de l'environnement**



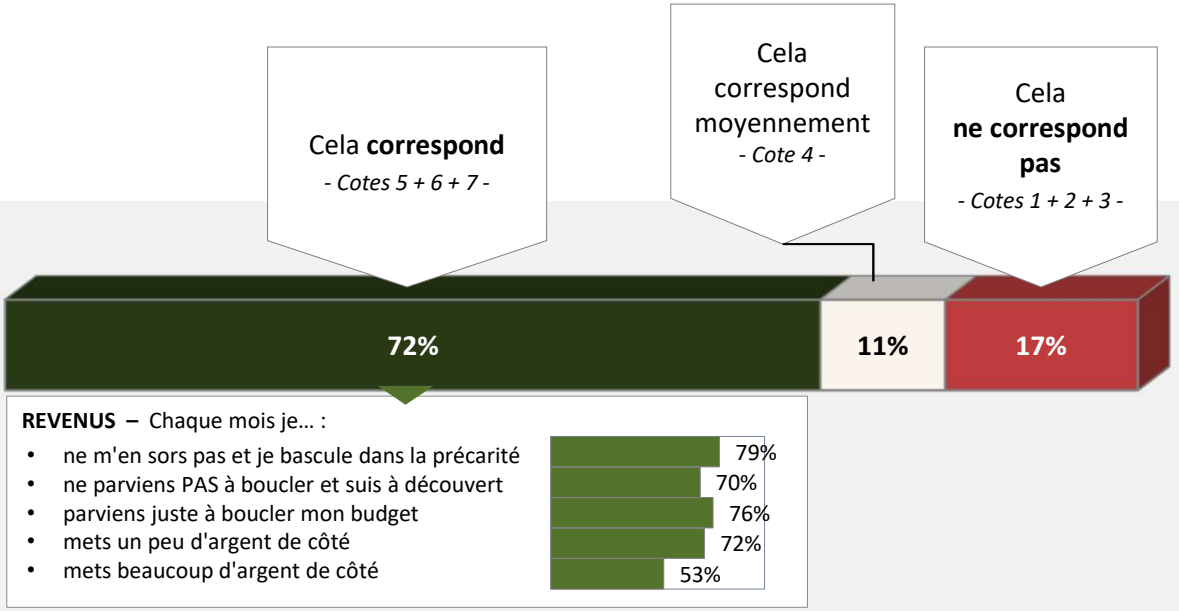
- **Pour résoudre la crise climatique et écologique, il faut laisser faire le marché et l'Etat doit intervenir le moins possible**



DES FREINS ALORS QU'IL EST URGENT D'AGIR (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Pour réduire la dette provoquée par les immenses dépenses publiques durant cette pandémie, il faut vraiment un grand impôt exceptionnel de solidarité payé essentiellement par les patrimoines et les fortunes les plus importants**



UNE PERSISTANCE DU DENI

2- Des freins culturels identifiés parmi les représentations sociales des décideurs politiques par des majorités (même si un à trois individus sur 10 ne perçoit pas ces freins) :

- **une persistance du déni :**

  - ➥ **les décideurs politiques sont perçus comme n'écoutant pas les alertes des scientifiques alors que celles-ci ne sont pas du tout considérées comme exagérées,**
  - ➥ **ils sont perçus comme n'ayant toujours pas pris la mesure de l'urgence à agir, en automne 2021, malgré la pandémie et les chocs climatiques récents! Près de 7 individus sur 10 le pense. Décalage abyssal entre l'état d'esprit des citoyens et leurs représentants !**

- **une prévalence cognitive de l'évolution en pente douce versus un basculement exponentiel. Une culture scientifique problématique.**

  L'impensable est peu accessible. On pense que tout avance de façon linéaire, l'esprit humain est fait pour penser le linéaire, pas l'exponentiel qui peut rapidement devenir incontrôlable [18].

18 Voir notamment Marius Gilbert, *Juste un passage au JT,* Edit Luc Pire 2021, page 38 et suivantes.

UNE PERSISTANCE DU DENI

Mais on constate que l'opinion publique, sous les effets de la pandémie et des chocs climatiques a appris à percevoir les évolutions exponentielles et considère majoritairement que si on attend que la température augmente, il ne sera alors plus temps de freiner ou de faire marche arrière. Décalage avec la perception que l'opinion publique a des décideurs politiques : ils sont perçus comme convaincus qu'il sera toujours temps d'agir le jour venu ! Perçu comme une irresponsabilité tragique !

- **la culture de valorisation des temps courts et le souci de ne pas déplaire aux électeurs.**

  Le seul souci d'être réélu quitte à « faire l'autruche ».

  Les cycles temporels perçus des responsables politiques sont les échéances électorales. Donc ne rien faire qui puisse déplaire à l'électeur. C'est ainsi que l'opinion les perçoit.

  Cela conduit même une légère majorité à "être convaincue que nos dirigeants politiques connaissaient les risques de ces nouvelles maladies mais ils n'ont pas fait le choix de la prévention et de la pédagogie". Constat dramatique s'il en est !

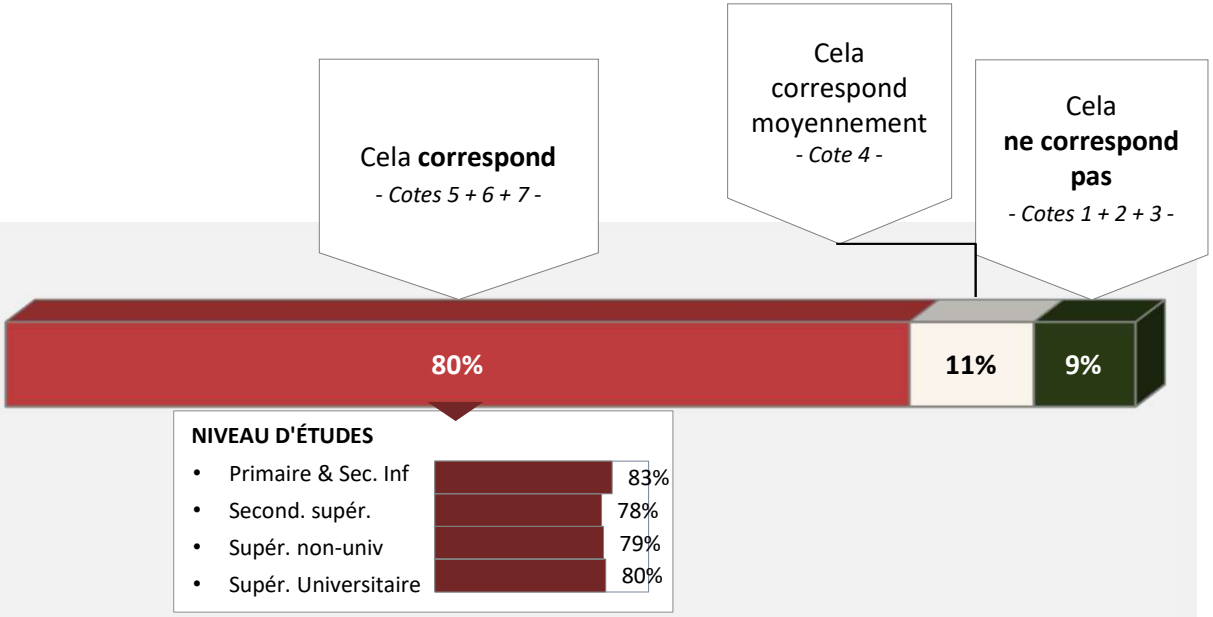
- **la prévalence de la pensée en silos, en mono-causalité, en monisme explicatif.**

  Versus penser système et complexité. Par exemple, considérer que seule compte la lutte contre les inégalités sociales et que la question climatique est une diversion. Incapacité à penser système : protéger la biodiversité et le vivant, c'est AUSSI protéger d'abord les plus fragiles (des pays du sud et de nos pays) qui sont les premières victimes des dérèglements climatiques.

UNE PERSISTANCE DU DENI (I)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Depuis des années des chercheurs alertent à propos d'événements climatiques extrêmes (graves sécheresses, inondations, incendies, tempêtes, etc.) qui risquent d'augmenter en fréquence et en intensité, on dirait vraiment que nos dirigeants politiques ne prennent pas en compte sérieusement les menaces qui pèsent sur la société qu'ils gèrent**

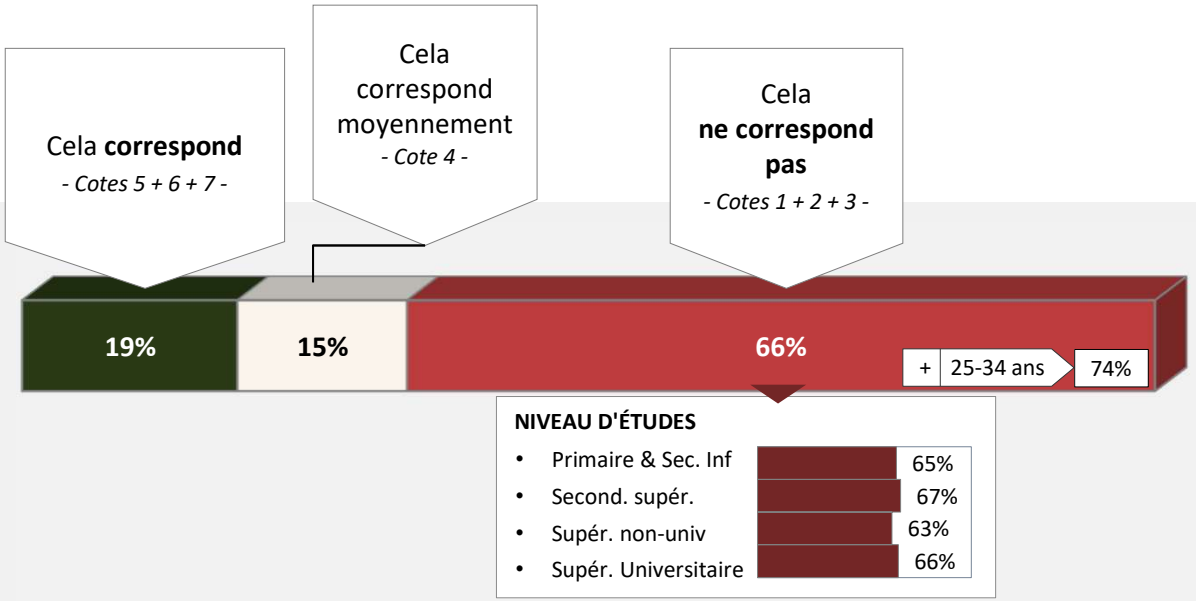


- **Les scientifiques qui lancent des alertes (sur le climat, les pollutions, etc.) exagèrent souvent les menaces, ils dramatisent trop**

UNE PERSISTANCE DU DENI (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

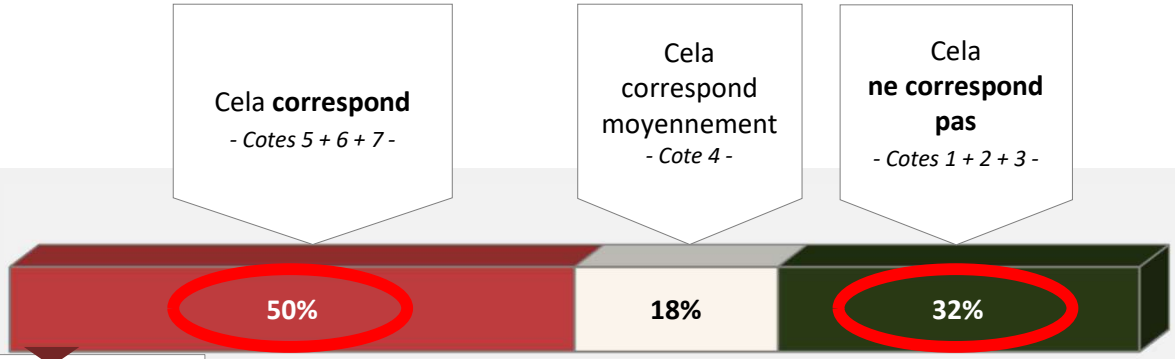
- **J'ai l'impression que nos dirigeants politiques ont maintenant vraiment pris la mesure des urgences pour nous protéger des futures pandémies et des conséquences du dérèglement climatique sur nos santés**



UNE PREVALENCE COGNITIVE DE L'EVOLUTION LENTE VS EXPONENTIELLE

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Je crois vraiment que les dirigeants politiques pensent que si le réchauffement climatique se poursuit, il sera encore temps de freiner ou de faire marche arrière lorsque la température deviendra trop élevée**



NIVEAU D'ÉTUDES

Primaire & Sec. Inf	46%
Second. supér.	51%
Supér. non-univ	50%
Supér. Universitaire	52%

Rappel

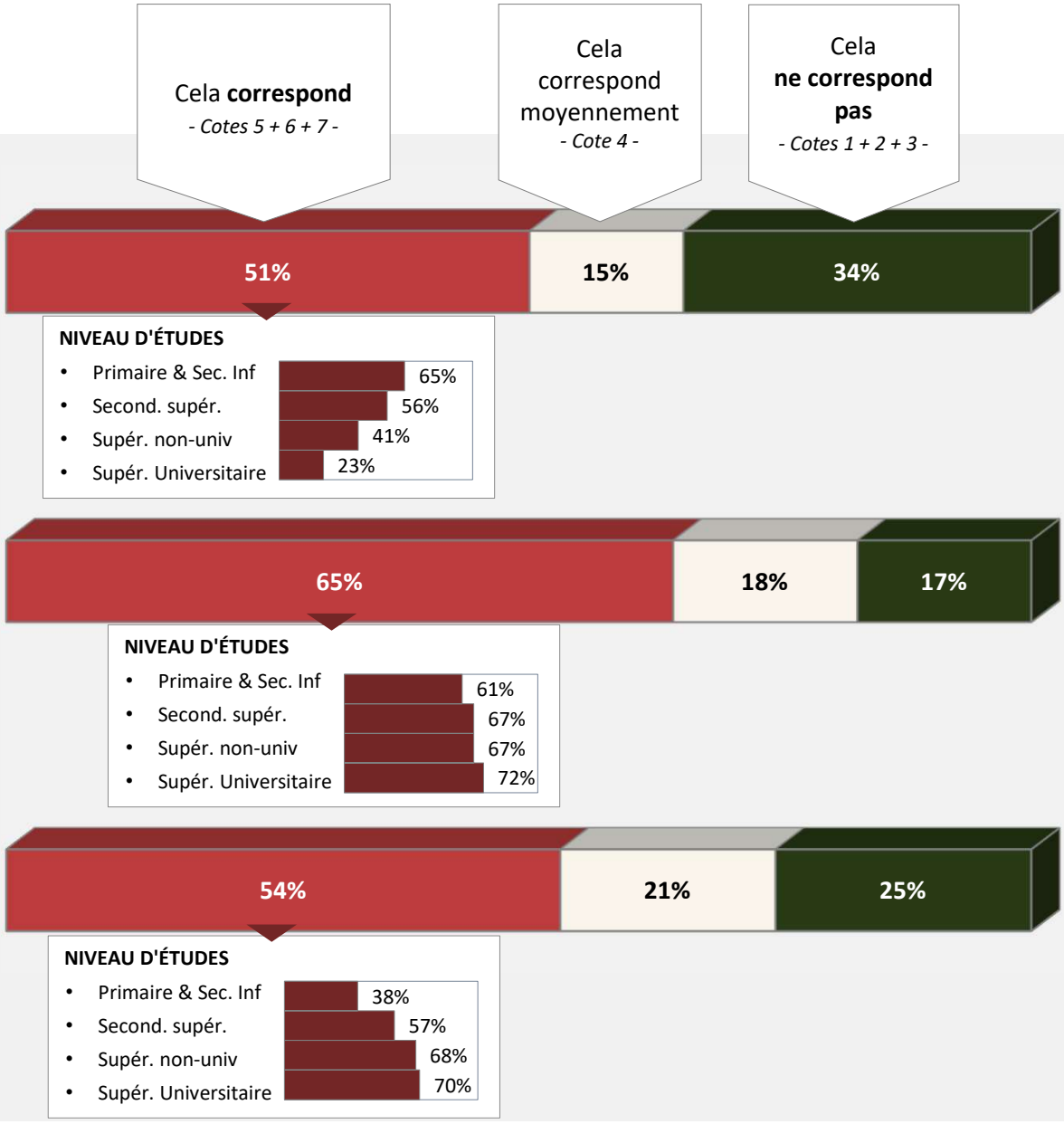
- **Même si le réchauffement climatique se poursuit, il sera encore temps de freiner ou de faire marche arrière lorsque la température deviendra trop élevée**

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Je suis convaincu(e) que nos dirigeants politiques connaissaient les risques de ces nouvelles maladies mais ils n'ont pas fait le choix de la prévention et de la pédagogie**

- **Face aux périls futurs du monde, par exemple les effets dévastateurs du dérèglement climatique et d'éventuelles nouvelles pandémies, je pense vraiment que les dirigeants politiques préfèrent ne pas y penser parce que les mesures à prendre seraient trop impopulaires**

- **La plupart des dirigeants politiques veulent que leurs décisions produisent des effets visibles à court terme (à 2-4 ans maximum)**



ATTENTES A L'EGARD DE L'ETAT

- **Vu les zoonoses et le dérèglement climatique et ses effets notamment sur la croissance des inégalités sociales, sur nos santés et la vie de l'espèce humaine, il y a urgence à agir.**

- **Mais aucun acteur ne semble, aux yeux des individus, avoir une réelle capacité d'agir en profondeur sur le système. Ni en tant qu'individu ni les responsables politiques. Trop de freins sont perçus.**

  Nous sommes donc pris, enfermés dans une injonction perverse.

- **Logiquement, une très large majorité - plus de 3 individus sur 4 - pensent pourtant que seuls les Etats et les dirigeants politiques sont théoriquement les acteurs qui devraient à leurs yeux vraiment réguler et imposer de nouvelles orientations aux industriels et aux financiers afin d'aborder à la racine la question du rapport aux écosystèmes du vivant qui impacte très négativement la santé de tous et hypothèque donc vraiment la vie !**

Les causes profondes de cette destruction du vivant relèvent de l'organisation générale de la société et de l'économie plutôt que de mauvais choix personnels qui seraient effectués par des individus.

Une forte attente de régulation.

ATTENTES A L'EGARD DE L'ETAT (I)

- Voici 4 opinions, laquelle se rapproche le plus de ce que vous pensez :

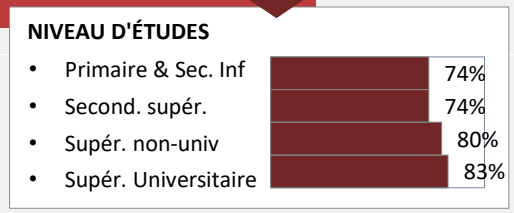
Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

C'est surtout les Etats qui doivent imposer d'arrêter de détruire la planète car les causes profondes relèvent de l'organisation générale de la société et de l'économie

77%

Pour ne plus épuiser les ressources de la planète, préserver la biodiversité et réduire les émissions de gaz à effet de serre qui produisent le dérèglement climatique et les pandémies, il faut surtout changer nos habitudes au niveau individuel car les causes profondes relèvent surtout de mauvais choix personnels

16%



Il n'y a plus rien à faire, le dérèglement climatique, les pandémies et les pollutions sont inévitables

3%

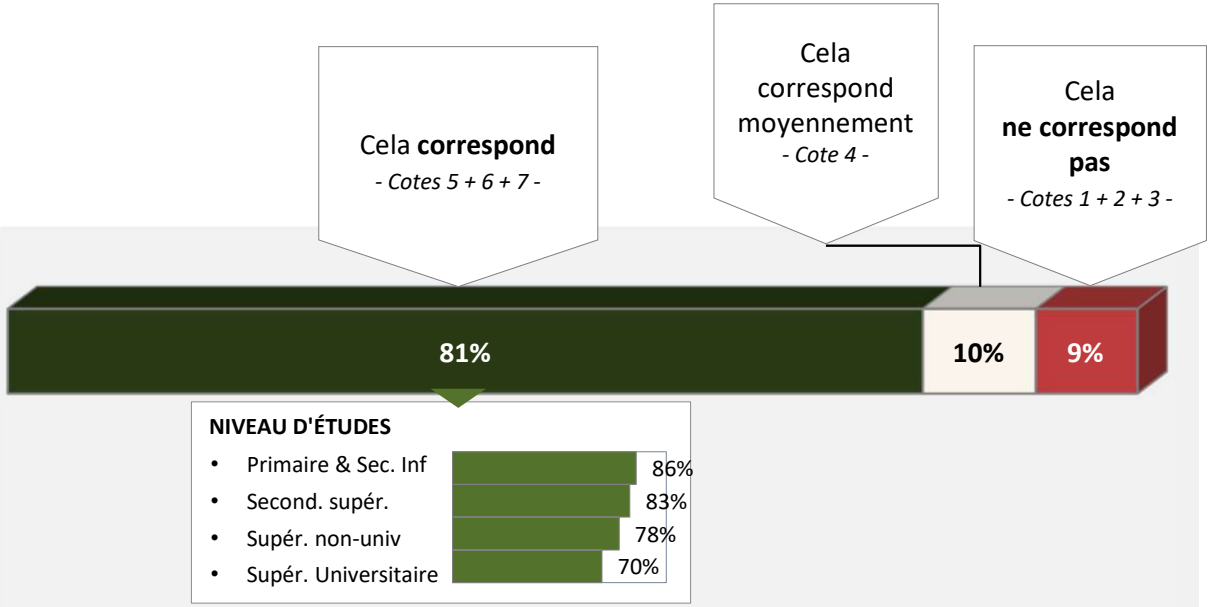
Je ne me prononce pas

4%

ATTENTES A L'EGARD DE L'ETAT (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Pour lutter contre le dérèglement climatique, c'est vraiment d'abord la <u>production de biens</u> que les Etats doivent réguler (c'est-à-dire ce que font les entreprises, surtout les plus grandes d'entre elles) et cela avant de mettre la pression sur les consommateurs**



UNE DEFIANCE GENERALISEE

- **Mais cet appel sonne comme un cri pathétique car la DEFIANCE EST GENERALISEE à l'égard de toutes les institutions, dont les tous les niveaux de pouvoir politique, les services publics et évidemment les grandes industries, les banques, etc.**

  Les freins perçus que nous avons déjà évoqués accroissent cette défiance au fil du temps jusqu'à atteindre des niveaux très élevés. Les armatures de la société se sont effondrées.

  C'est le cœur de l'injonction perverse ressentie. L'individu se sent déchiré entre deux forces.

  Les seules institutions/ organisations/ types de personnes qui échappent un peu à cette défiance généralisée (« un peu » car ils ne recueillent néanmoins que la confiance de moins d'1 individu sur 2) sont les organisations de la société civile (défense de l'environnement et ONG's médicales : Green Peace, MSF, etc.), les scientifiques et les professionnels de santé en général et les hôpitaux.

  Comme déjà observé dans de nombreuses études Solidaris, la défiance forte existe à l'égard de tout ce qui représente la verticalité de la société, l'autorité. Et lorsqu'il y a une relative confiance, il s'agit de l'horizontalité.

  Un tel niveau de défiance généralisée crée un véritable cercle vicieux qui s'auto alimente.

UNE DEFIANCE GENERALISEE (I)

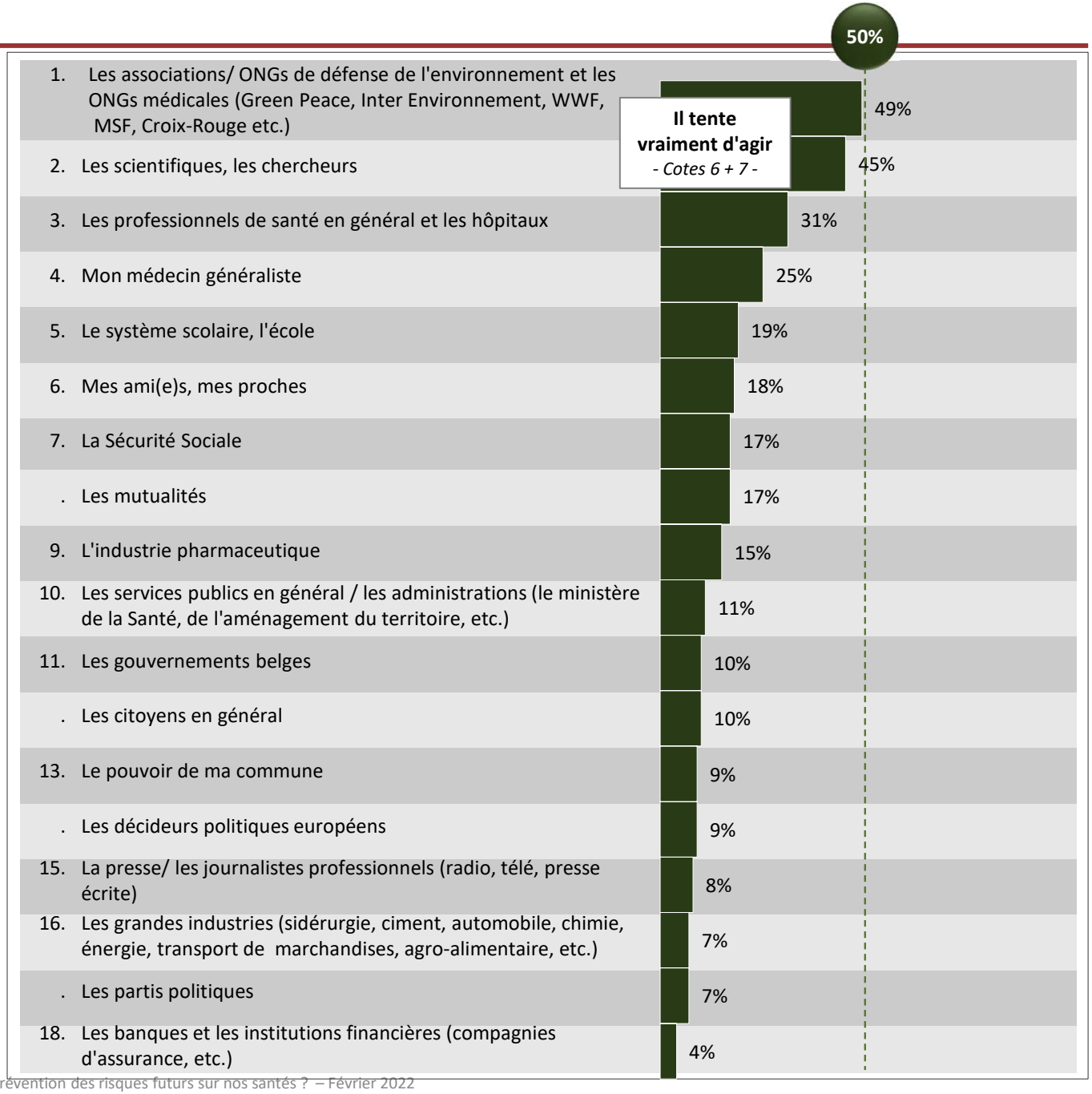
- On peut avoir le sentiment que trop peu d'actions sont initiées pour vraiment réduire les futurs grands risques majeurs sur nos santés. A vos yeux, certains acteurs tentent d'agir sans doute plus que d'autres.

  Pour chacun des acteurs ou organisations suivants, je vais vous demander si selon vous il tente vraiment ou non d'agir pour le climat, la biodiversité et l'environnement notamment pour réduire le risque de futures pandémies.

  Merci de répondre aussi au moyen de l'échelle de 1 à 7 où :
  - 1 signifie **"il NE tente VRAIMENT PAS d'agir"**,
  - 7 signifie "**il tente VRAIMENT d'agir"**,

  Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer votre réponse.

Base : 100% = les 18 ans et plus
– Fédération Wallonie - Bruxelles –.



UNE DEFIANCE GENERALISEE (II)

- On peut avoir le sentiment que trop peu d'actions sont initiées pour vraiment réduire les futurs grands risques majeurs sur nos santés. A vos yeux, certains acteurs tentent d'agir sans doute plus que d'autres.

  Pour chacun des acteurs ou organisations suivants, je vais vous demander si selon vous il tente vraiment ou non d'agir pour le climat, la biodiversité et l'environnement notamment pour réduire le risque de futures pandémies.

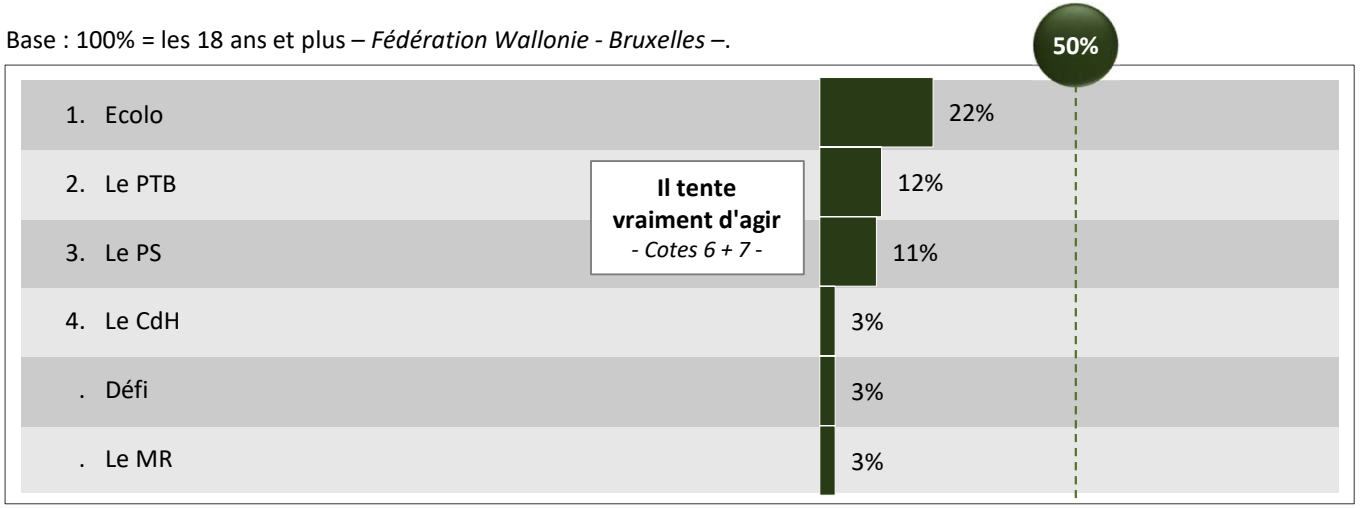
  Merci de répondre aussi au moyen de l'échelle de 1 à 7 où :

  - 1 signifie **"il NE tente VRAIMENT PAS d'agir"**,
  - 7 signifie "**il tente VRAIMENT d'agir"**,

  Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer votre réponse.

Les partis politiques

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



UNE DEMOCRATIE EN PANNE

- **La question centrale devient alors celle de la démocratie qui permettrait de mettre en œuvre d'urgence une régulation du système dans son ensemble.**

Mais durant 40 ans, la démocratie a été mise à mal par le système économique et financier [19] comme l'écrivait, avant la pandémie, le Prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz : « *La forme de mondialisation prescrite par le néolibéralisme a laissé les personnes et des sociétés entières dans l'incapacité de prendre en main une bonne part de leur propre destinée* ».

- **En effet, les chiffres sont implacables.**

La démocratie en Belgique est perçue comme fonctionnant mal, c'est-à-dire qu'une large majorité - 7 individus sur 10 - affirment que *« j'ai l'impression que mes idées ne sont pas bien représentées ».* Aux yeux de cette majorité, voter ne permet pas vraiment de changer les choses. Et 1 sur 2 n'irait plus voter si le vote n'était pas obligatoire.

Plus le niveau d'études est faible, moins on se sent écouté, reconnu par la démocratie telle qu'elle fonctionne actuellement.

Ces constats ne sont pas neufs mais le ressenti négatif s'accentue.

19 Joseph Stiglitz, ibidem,

UNE DEMOCRATIE EN PANNE

Récemment, Jürgen Habermas[20] évoquait avec ses mots cette injonction perverse :

« J'ai effectivement l'impression que la perception générale de la sphère politique a changé. Nous nous considérons toujours moins en mesure, en tant que citoyens, d'influer collectivement, c'est-à-dire politiquement, sur nos propres conditions d'existence.

Nous sentons bien que la crise climatique et la révolution numérique de la société nécessitent un volontarisme politique considérable. Ce qui manque, ce sont des gouvernements élus de façon démocratique avec un vrai leadership et une vraie volonté de se confronter à ces enjeux, des gouvernements capables de convaincre des majorités de la pertinence de leur projet politique et ne craignant pas d'expliquer et de mettre en œuvre les mesures rendues nécessaires par la situation. Hélas, au lieu de cela, ces dernières décennies, c'est un tout autre « style » qui s'est propagé dans les vies politiques nationales : un style lisse vendu sous le nom de « pragmatisme », qui s'est contenté d'une molle adaptation à l'intimidante complexité de problèmes ayant grand besoin d'être résolus (...)

Ce renoncement opportuniste à tout volontarisme politique : ce style « des petits pas », c'est celui d'une adaptation sans idée, mais flexible, aux impératifs de maintien au pouvoir, c'est-à-dire des calculs à court terme ... Les partis dits du centre, prenant prétexte d'une situation complexe, ils se sont assimilés les uns les autres jusqu'à l'indistinction. Tous les antagonismes politiques, qui ne sont plus que mis en scène dans la vie des partis, s'évaporent dans une action gouvernementale silencieusement adaptative qui passe au laminoir toutes les divergences justifiées.

Les électeurs en sont donc venus au fil des décennies à nourrir le sentiment que « rien ne va plus ». Et ce sentiment diffus, qui tourne résolument le dos à la politique, interdit de se poser l'unique question réellement politique, celle qui ouvre des lignes de front : nous faisons-nous encore une idée réaliste de ce dont nous avons besoin en matière de capacité d'action politique, et devrions-nous, oui ou non, regagner une telle capacité au seul niveau transnational afin de pouvoir apporter des solutions à des problèmes incontournables ? ».

L'injonction perverse est béante.

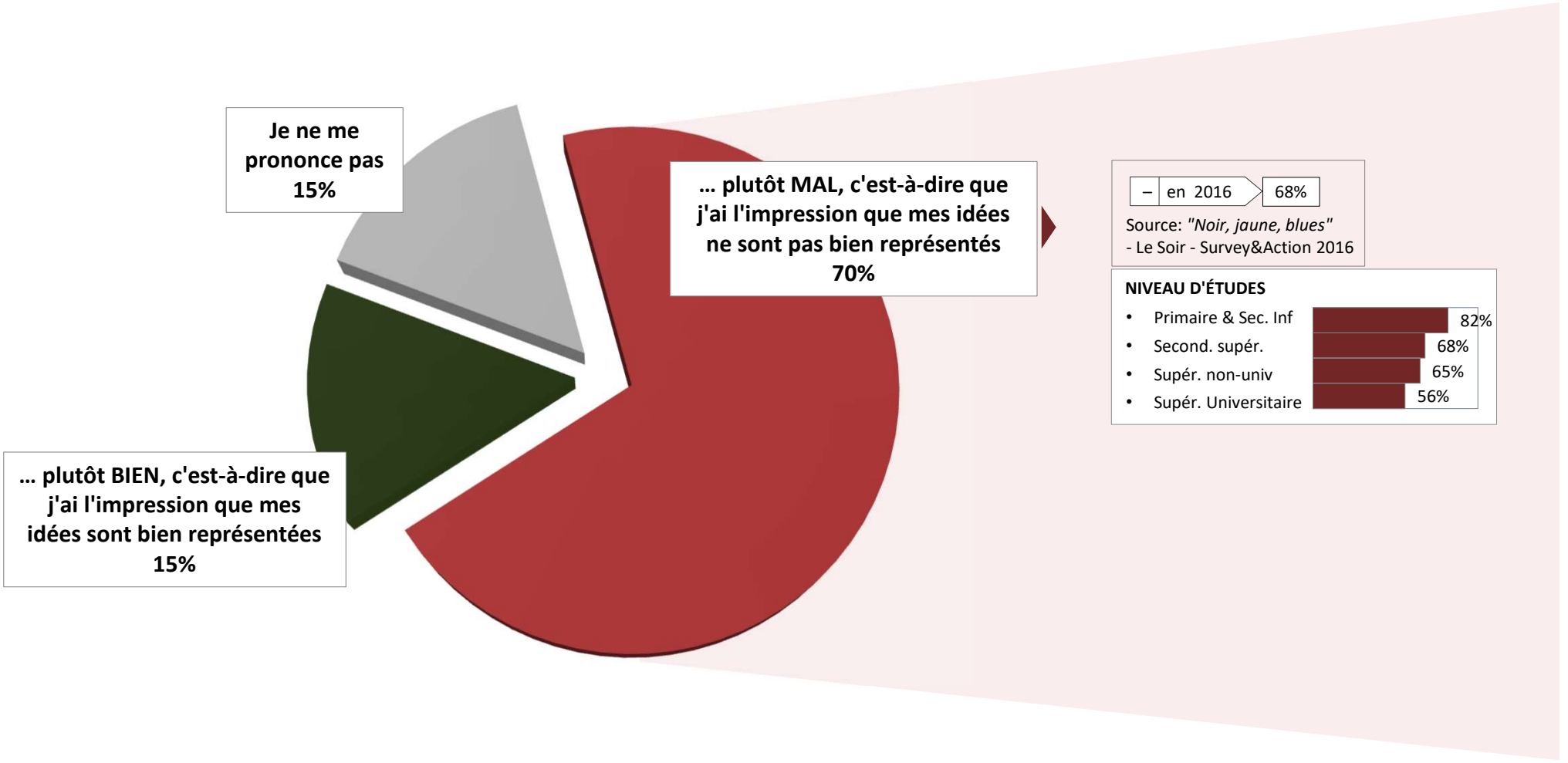
Elle mutile, déchire...

Est-on dans une impasse ?

20 Interview publiée dans l'Obs en ligne le 28 novembre 2021

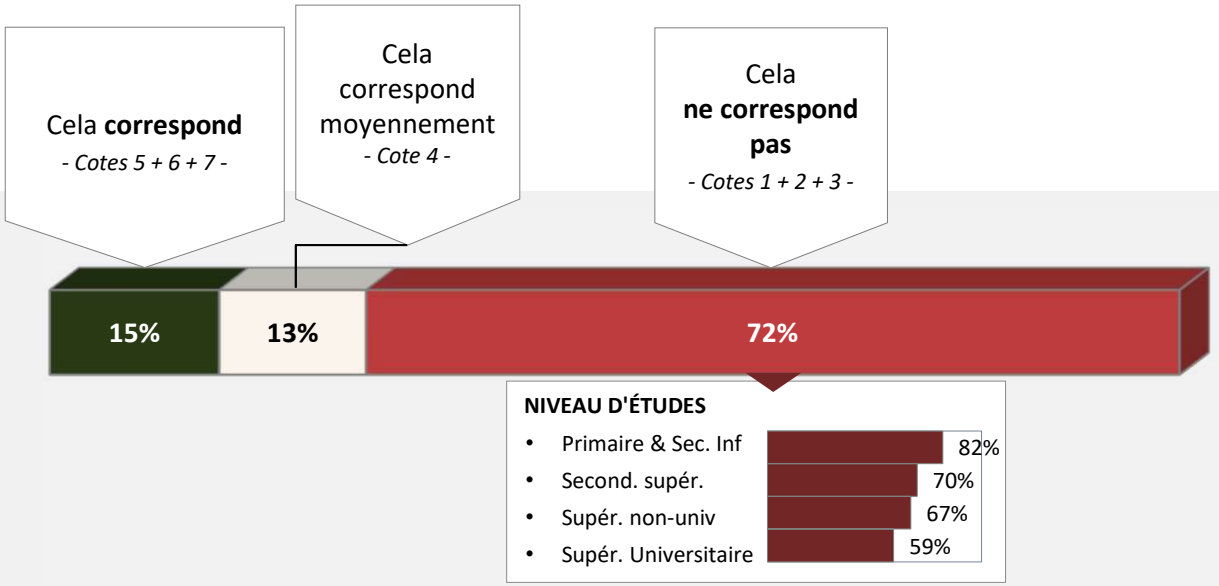
UNE DEMOCRATIE EN PANNE (I)

- Actuellement, en Belgique, le système démocratique fonctionne :

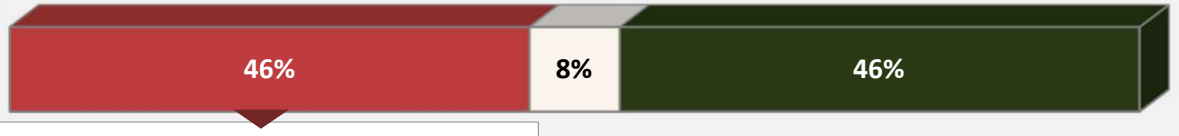


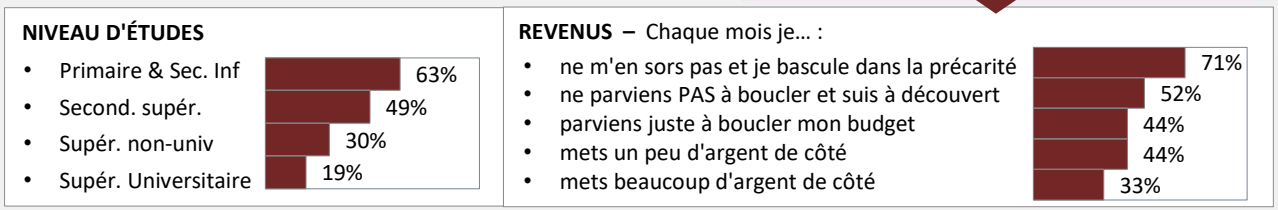
Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **En Belgique, voter permet vraiment de changer les choses**



- **Si le vote n'était pas obligatoire, je n'irais pas voter**





AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

Pandémies, migrations, climat, trois crises globales qui se téléscopent sous nos yeux. Toutes nous montrent le chemin de la solidarité et de la mobilisation collective (…) sans précédent pour rencontrer les causes structurelles et ne plus chercher à y répondre par des rustines qui ne rencontrent que l'urgence, la vague suivante, d'eau, de chaleur, de réfugiés ou d'infections"

Marius GILBERT

Le traumatisme peut être un choc positif, si je puis dire : pas uniquement résister à ce qui nous mine mais inventer autre chose"

Michel WIEVIORKA

Il faudra se remettre à vivre mais pas comme avant (…) on aura le choix entre vivre mieux ou subir une dictature"

Boris CYRULNIK

Un monde sans espoir est irrespirable"

André MALRAUX

COMMENT EN SORTIR ?

- **La pandémie est un lanceur d'alerte. Elle a été l'occasion de la prise de conscience dans l'opinion publique que les zoonoses et le dérèglement climatique ont la même source : le productivisme.**

  Donc certaines activités humaines.

  Un système.

  C'est un macro-déterminant de nos santés mais sur lequel nous n'avons pas de capacité d'agir ou très peu. Autant individuellement qu'au niveau politique telle que celle-ci est pratiquée aujourd'hui c'est-à-dire le « style lisse, des petits pas » dont parle Jürgen Habermas.

  Au cours de cette pandémie, défiance encore accrue à l'égard de toutes les institutions. Effet domino.

  Nous ne faisons plus société. Les logiques d'avant la pandémie se sont accentuées.

  Aucun acteur ne semble en mesure d'avoir une réelle capacité d'agir … or il y a urgence … injonction perverse qui déchire les individus, et qui peut conduire au pire ou au meilleur.

  Nous y sommes !

  Au pied du mur.

  Face à la bifurcation indispensable.

COMMENT EN SORTIR ?

MAIS une très large majorité exprime :

- **qu'il n'y a PAS de résignation : une majorité - 7 sur 10 - est opposée à l'affirmation : *« il faut se résigner, face au dérèglement climatique et au risque de pandémies, nous ne pourrons pas changer grand-chose ».***

  Donc un volontarisme, voire une envie de radicalisation.

- **qu'en effet, *« il n'est vraiment plus possible de soutenir un système politique qui ne fait pas tout pour impliquer les* citoyens *comme moi dans les débats et les prises de décisions qui concernent ce que nous vivons et cela pas uniquement lors des élections mais en permanence et selon diverses modalités »* - 7 sur 10 l'affirment -. Cela signifie autant le référendum d'initiative populaire que des conventions citoyennes, etc.**

  En tout cas, "*ne pas laisser ces débats sur la prévention des grands risques sur nos santés aux dirigeants politiques (ministres, parlementaires, etc.) ».* Seul 1 individu sur 10 est de l'avis contraire !

- **autrement dit, aux yeux d'une majorité, l'Etat a failli (prévalence totale du curatif sur le préventif, incapacité à imposer des régulations et des sanctions aux industriels, etc.) et aucune illusion que par génération spontanée soudainement il retrouve une capacité d'agir, les individus n'y croient pas. Par contre, une majorité pense que *"face à des risques de grande ampleur, l'Etat ne peut pas tout gérer, il faut absolument un système où chaque entreprise et chaque citoyen puisse agir*".**

- **une majorité - 7 sur 10 - apprécie l'idée que *"des citoyens représentatifs de la population soient parfois tirés au sort pour débattre avec des experts, puis donner leurs avis aux dirigeants politiques à propos de questions comme les mesures à prendre pour lutter contre le dérèglement climatique".* Même si les jeunes sont encore plus nombreux à ne pas se résigner, ils sont néanmoins moins nombreux à souhaiter ces formules de démocratie délibérative, sans doute pensent-ils à des mesures plus radicales ?**

COMMENT EN SORTIR ?

Un constat majeur : vu les enjeux, les individus semblent vouloir dépasser la défiance pour récupérer une capacité d'agir propre. C'est une aspiration existentielle.

Donc souhait que la société civile, les citoyens retrouvent du pouvoir, une capacité à s'exprimer, à dialoguer, à chercher ensemble des solutions.

Repartir de l'horizontalité [21].

Sortir du « style lisse des petits pas » dont parle Habermas.

Parmi les citoyens qui ont eu le sentiment de subir la gestion de la pandémie et vu les risques importants pour le futur, il existe un désir profond de changer la gouvernance de nos sociétés.

Boris Cyrulnik ne dit pas autre chose : *« schématiquement, il y a trois voies. La première c'est la répétition, on remet en place l'ancien système. La deuxième alternative c'est que la situation engendre des régimes forts. Un sauveur annonce : voilà d'où vient le mal, j'ai la solution, votez pour moi (…) La troisième voie qui est celle que j'espère, c'est la renaissance. Naître autrement, c'est la définition de la résilience, qui consiste à garder une trace de la blessure pour inventer autre chose » [22].*

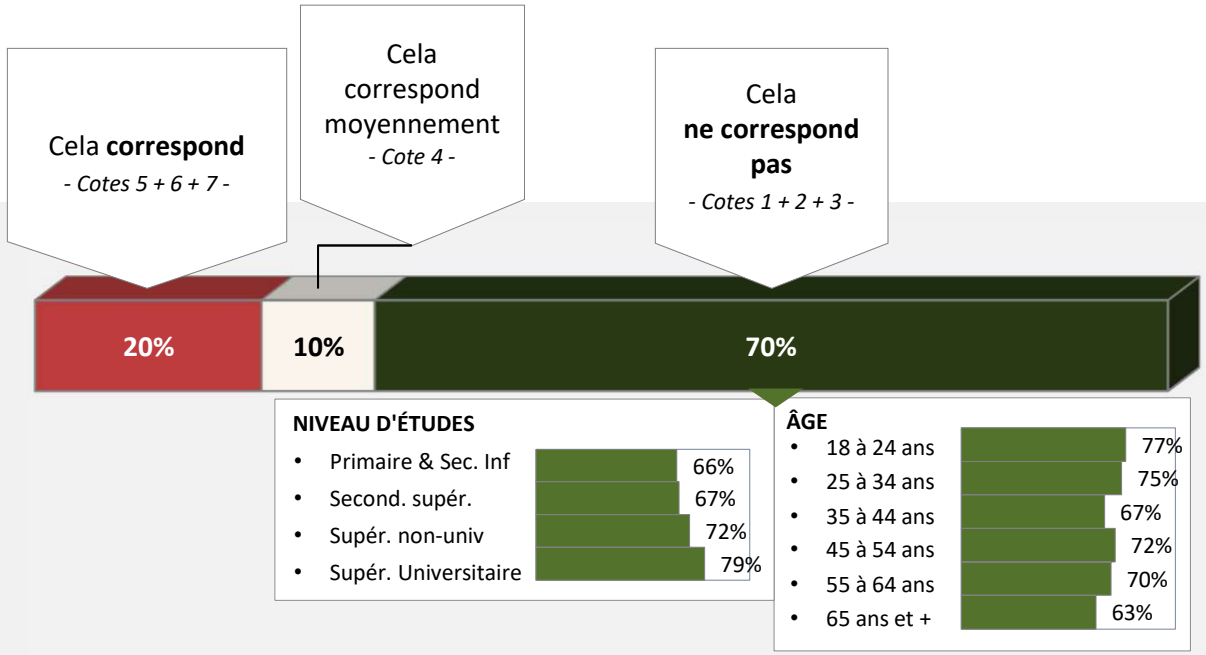
21 Raphaël Glucksmann, *Génération gueule de bois*, Paris, Allary Éditions, 2015
22 Boris Cyrulnik, *Des âmes et des saisons,* Odile Jacob, 2021,

.

COMMENT EN SORTIR ? (I)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

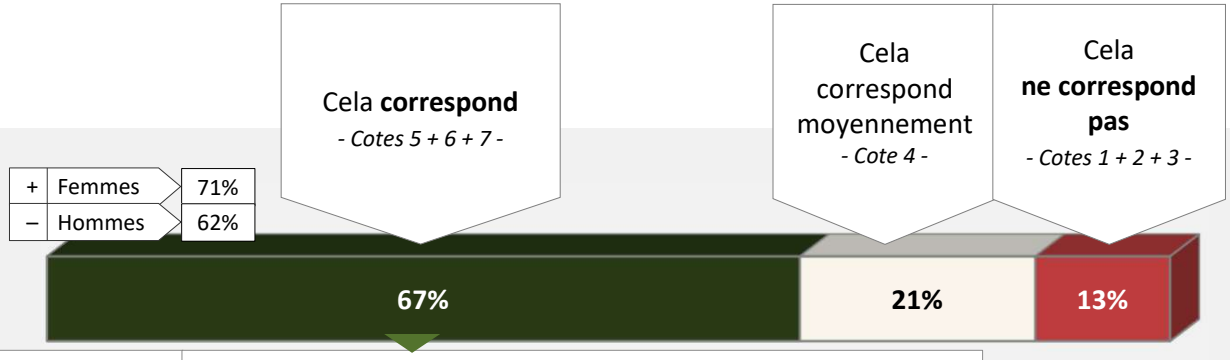
- **Il faut se résigner, face au dérèglement climatique et au risque de pandémies, nous ne pourrons pas changer grand-chose**



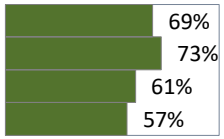
COMMENT EN SORTIR ? (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

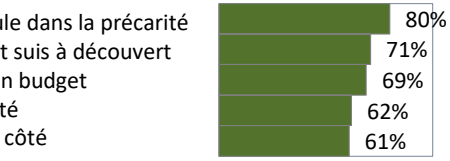
- **Il n'est vraiment plus possible de soutenir un système politique qui ne fait pas tout pour impliquer les citoyens comme moi dans les débats et les prises de décisions qui concernent ce que nous vivons et cela pas uniquement lors des élections mais en permanence et selon diverses modalités (référendum, convention citoyenne, etc.)**



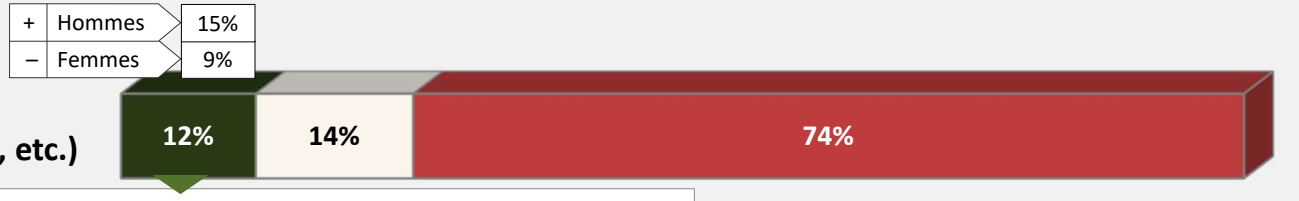
NIVEAU D'ÉTUDES



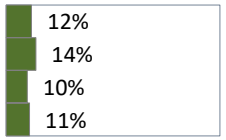
REVENUS – Chaque mois je… :



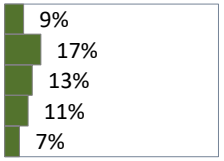
- **Laissons ces débats sur la prévention des grands risques sur nos santés aux dirigeants politiques (les parlementaires, les ministres, etc.)**



NIVEAU D'ÉTUDES



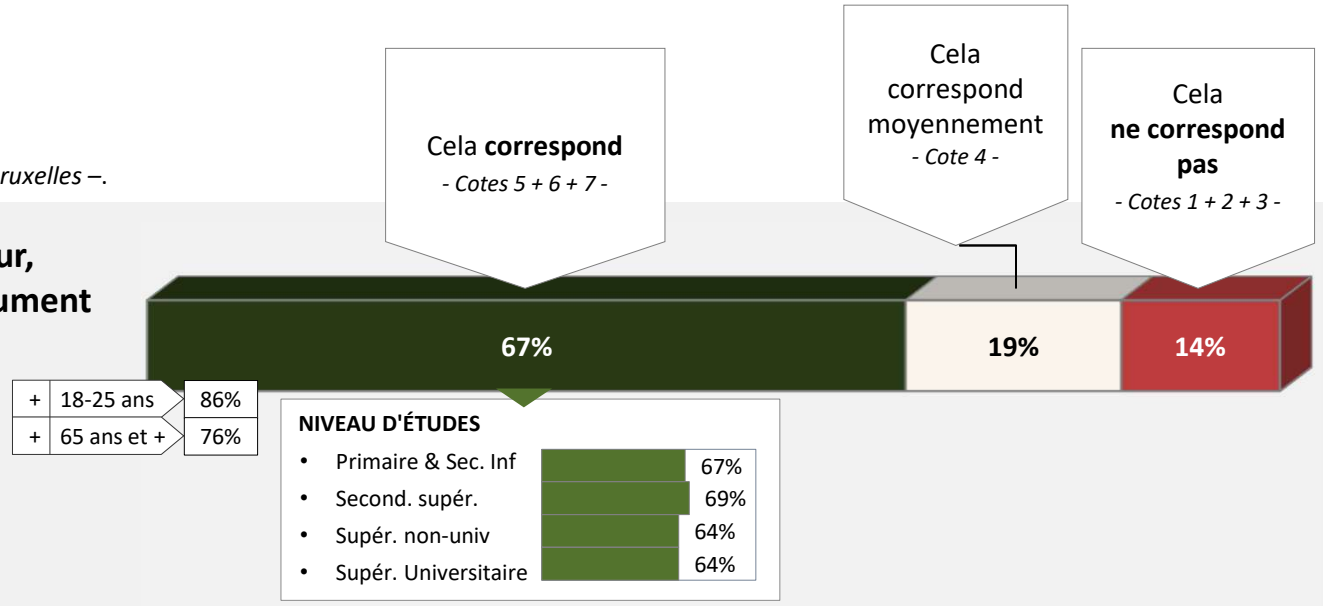
REVENUS – Chaque mois je… :



COMMENT EN SORTIR ? (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

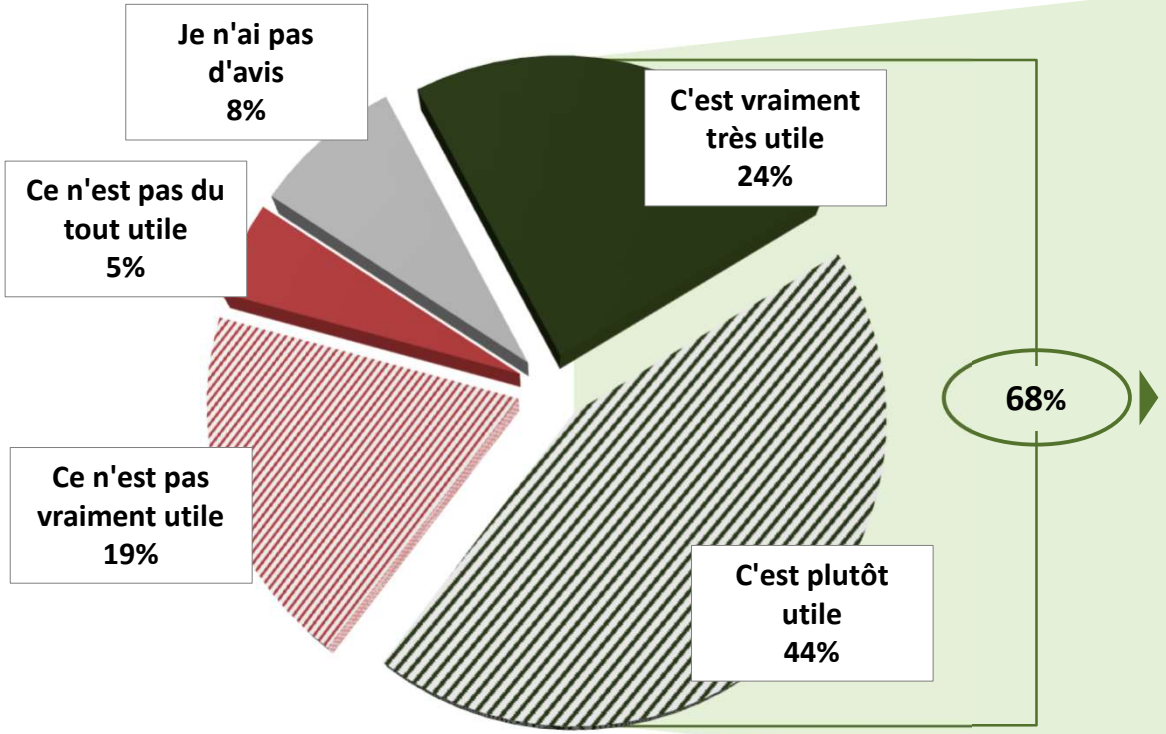
- **Face à des risques de grande ampleur, l'Etat ne peut pas tout, il faut absolument un système où chaque entreprise et chaque citoyen puisse agir**



COMMENT EN SORTIR ? (IV)

- Des citoyens représentatifs de la population sont parfois tirés au sort pour débattre avec des experts puis donner leurs avis aux dirigeants politiques à propos de questions comme les mesures à prendre pour lutter contre le dérèglement climatique.

  Parmi les opinions suivantes, laquelle est la plus proche de la vôtre concernant ces démarches pour une démocratie plus délibérative ?



NIVEAU D'ÉTUDES

Primaire & Sec. Inf	68%
Second. supér.	68%
Supér. non-univ	69%
Supér. Universitaire	66%

REVENUS – Chaque mois je… :

ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	67%
ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	73%
parviens juste à boucler mon budget	71%
mets un peu d'argent de côté	71%
mets beaucoup d'argent de côté	66%

ÂGE

18 à 24 ans	48%
25 à 34 ans	58%
35 à 44 ans	65%
45 à 54 ans	63%
55 à 64 ans	73%
65 ans et +	75%

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

L’après épidémie sera une aventure incertaine où se développeront les forces du pire et celles du meilleur, ces dernières étant encore faibles et dispersées ”

Edgar MORIN

SYNTHÈSE (1)

- **1. Nous mettrons du temps pour prendre la mesure du séisme provoqué par la pandémie sur nos vies individuelles et collectives.**

  Le choc va probablement produire des sédiments davantage dans les esprits et les représentations sociales que dans les corps. Ils vont agir à bas bruits, longtemps, sous les apparences, un jour, du retour à la "vie normale". Préfigurent-ils le meilleur ou le pire... En tout cas, la déflagration est brutale.

  Au plus profond de l'intime, cette pandémie nous a (re)confronté brutalement à la mort.

  Selon le sociologue Michel Wieviorka, *« nos pays sont en dehors de l'Histoire depuis très longtemps. Or la capacité de se projeter vers l'avenir avec une certaine confiance passe par une expérience historique forte. Ce qui s'est passé avec le covid a réveillé un peu le sens du tragique, le sens de l'Histoire »*[1].

  Clairement, face à l'arrivée de ce virus, notre société n'était absolument pas prête. Consensus pour constater l'absence de culture de la prévention malgré que des scientifiques alertaient sur les risques. Cette impréparation face à un événement de cette ampleur qui a touché tous les terriens au même moment accentue un climat de flottement anxiogène quant au futur.

1 Michel Wieviorka, interview in Le Soir, 13 mai 2020

SYNTHÈSE (II)

La pandémie a conduit un très grand nombre d'individus à s'interroger et à réfléchir :

- **au sens de leur propre vie (travail, relations sociales). Une majorité dit même que ce qu'elle a vécu personnellement et ressenti au cours de la pandémie l'a vraiment transformée.**
- **à leur rapport au travail et à la quotidienneté. Parmi ceux/ celles qui ont un emploi une majorité affirme vouloir désormais refuser de revivre une vie et des conditions de travail stressantes comme avant la pandémie. Ils/ elles veulent que leur vie quotidienne change vraiment,**
- **à la société dans laquelle ils/ elles ont vraiment envie de vivre.**

Mais nous savons aussi que ce n'est pas parce qu'une majorité se dit transformée par ce "moment pandémie" que la société va automatiquement se transformer. Comme le souligne Michel Wieviorka *« on ne passe pas directement, des individus, de leurs expériences personnelles, de leurs subjectivités, à la politique ».*

- **2. Les individus sont inégalement affectés par la pandémie. Certains groupes sociaux sont davantage touchés par ces peurs et ces désarrois : les femmes, les jeunes, les précaires, les bas niveaux d'études et ceux/ celles qui craignent un déclassement social et culturel.**

  Un constat est particulièrement net : les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir très clairement subi les impacts de la pandémie de façon plus brutale et plus importante. Nul doute notamment que les confinements et le télétravail ont encore accru la charge mentale et physique qui préexistait. Le covid a tout aggravé.

- **3. Au-delà des impacts sur soi (des peurs existentielles, des prises de conscience d'un mal-être - de ne pas maîtriser sa vie -, des replis, de l'introspection, des envies de changer de vie, etc.), les individus découvrent ce que la pandémie et sa gestion "ont fait" à la société. Nous allons examiner brièvement ces ressentis de l'impact sur la société. A entendre ces ressentis, on peut se demander si, aux yeux de la majorité, le pire serait derrière nous ?**

  - **pour une nette majorité d'individus, la norme du monde de demain sera l'incertitude, *« on sait maintenant que tout peut vraiment s'effondrer du jour au lendemain ».* On sait que l'incertitude nuit gravement à la santé psychique. D'autant plus lorsque l'on est déjà fragile. L'incertitude tous azimuts est insupportable pour le psychisme. Elle épuise. Pour y faire face, les individus les plus fatigués psychiquement vont chercher à comprendre et parfois développer des thèses complotistes ou y adhérer comme réponses simplistes à un monde devenu totalement illisible et anxiogène.**
  - **également, selon une nette majorité, la pandémie a montré que la société belge est très inégalitaire et le monde de demain le sera plus encore. Perception que la pandémie a augmenté de façon durable et importante la pauvreté en Belgique,**

SYNTHÈSE (IV)

- **aux yeux de larges majorités, la gestion de la pandémie a aggravé ou négligé des catégories importantes de la population : les personnes âgées, ceux/ celles qui ne se sentaient pas bien psychiquement, les jeunes et les femmes,**
- **pour une majorité, la pandémie et sa gestion ont fortement accru la méfiance des gens les uns à l'égard des autres. Dès lors l'envie de se replier sur soi et ses proches a clairement été renforcé et a donc favorisé la solidarité de proximité (mais seuls 5 sur 10 constatent cette solidarité). Et 3 sur 10 avouent que des tensions sont nées avec leurs proches et "vont laisser des traces, nos relations ne seront plus comme avant".**

Avant la pandémie, la société était déjà hyper fragmentée, « archipellisée », elle est désormais vraiment atomisée, pulvérisée.

- **4. Le Covid est un lanceur d'alerte.**

  Ce choc pandémique conjugué aux évènements météo extrêmes au cours de l'été 2021 (partout dans le monde : des ouragans, des tornades, des sécheresses, des incendies cataclysmiques de forêts, des dômes de chaleur et de très graves inondations notamment en Wallonie et en Allemagne) ont fortement accentué la prise de conscience du risque sur nos santés d'un macro déterminant collectif.

  Il relève de l'écosystème global formé par l'ensemble du vivant, c'est-à-dire les animaux, les végétaux et les humains ainsi que les milieux dans lesquels ils évoluent. Tout est lié.

  Tout se passe comme si ces évènements tragiques récents avaient propagé très rapidement un ressenti systémique dans toute la population. Nul doute que c'est la concomitance de divers éléments de l'actualité (pandémie, climat, COP Glasgow, etc.) qui a fait prendre conscience que tout est lié.

  La pandémie n'est pas perçue comme un choc exogène, qui tombe du ciel. Elle est endogène au système économique.

  Domine à présent la conviction que ce sont les mêmes causes qui produisent les pandémies (perçues comme des zoonoses) et les divers problèmes climatiques et environnementaux : il s'agit bien de certaines activités humaines.

  Le vivant est maltraité, bousculé, épuisé par des activités humaines qui considèrent que toutes les ressources sont infinies et que la nature doit être dominée.

SYNTHÈSE (VI)

Les perceptions majoritaires considèrent que le productivisme et les pratiques « extractivistes »[2] sur la nature constituent la cause profonde tant des pandémies que de la destruction de l'environnement (sous les trois registres : le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité et les pollutions).

Des activités humaines détruisent les écosystèmes du vivant et cela conduit à nous détruire nous-mêmes (nos santés, nos cadres de vie, la qualité de nos vies).

L'anthropocène[3].

Brutalement, les notions de production et de croissance ont été mises en question. *« Nous ne sommes plus des humains dans la nature mais des vivants au milieu d'autres vivants en libre évolution »*[4].

Les individus ressentent que le productivisme qui était le socle commun des diverses opinions politiques et sociétales dans les sociétés industrielles a bousculé trop violemment tous les écosystèmes du vivant. Jusqu'ici, nous percevions l'environnement de nos actions comme des "ressources" quasi illimitées. La production définissait notre horizon.

Puis brutalement, une accélération des chocs climatiques, l'émergence de cette pandémie et des constats de plus en plus alarmants des scientifiques, notamment du GIEC, qui font état d'évolutions exponentielles destructrices des océans, de l'air et de la biodiversité, modifient notre perception de l'enjeu majeur.

Il s'agit à présent de l'habitabilité de la planète.

Le système de production est devenu synonyme de destruction et d'un fort accroissement des inégalités, de la pauvreté et de fragilisations multiples et généralisées. Ces perceptions font l'objet de consensus.

2 Benjamin Coriat, *La pandémie, l'Anthropocène et le bien commun*, Edit Les liens qui libèrent, 2020
3 François Gemenne, *Atlas de l'Anthropocène, Tomes* 1 et 2, Edit Sciences Po, 2021,
4 Bruno LATOUR, Mémo sur la nouvelle classe écologique, Edit La Découverte 2022.

SYNTHÈSE (VII)

- **5. Au niveau de la sensibilisation à la prévention santé, jusqu'ici elle consistait en certaines pratiques (faire de l'activité physique, avoir une attention à ce que l'on mange, boit, ne pas fumer, éviter le stress, bien dormir, etc.) soit des aspects qui peuvent relever du libre choix de vie. L'individu avait le sentiment d'une relative maîtrise de certains déterminants de sa santé. Quitte à ne pas les appliquer. Actuellement, le concept « one health » est vraiment intégré dans les représentations d'une large majorité de l'opinion. Cela signifie la prise de conscience d'un macro-déterminant sur nos santés et sur lequel nous n'avons pas de capacité d'agir contrairement aux conseils classiques de prévention santé.**

  Nous passons de la représentation "du monde dont on vit à celle du monde où l'on vit"[5]. Tout est lié: les animaux, les végétaux, les humains.

  L'enjeu devient, non plus la production comme finalité, mais notre rapport au vivant.

  Cet enjeu opposera d'une part le productivisme / consumérisme et d'autre part une réduction drastique de la pression des activités humaines sur tous les écosystèmes du vivant.

  L'habitabilité de la planète devient l'enjeu central.

  Et on sait que ce sont les plus fragiles qui subissent le plus violemment l'érosion de cette habitabilité (exposition aux pollutions, aux sécheresses, à l'élévation du niveau des océans, à la malbouffe, à l'inflation due aussi à de mauvaises récoltes consécutives au dérèglement climatique, etc.).

5 Bruno Latour, Ibidem

SYNTHÈSE (VIII)

- **6. Invités à désigner 3 vraies menaces directes ou indirectes sur nos santés que l'on redoute pour les 5 à 10 ans dans une liste de 10 menaces possibles, ce sont celles dues aux dérèglements climatiques et aux pandémies qui sont citées en premier par une majorité d'individus.**

  Puis l'accroissement de la pauvreté, le stress de nos modes de vie et l'effondrement de la biodiversité.

- **7. Non seulement, il y a une généralisation de la prise de conscience que ce sont les activités humaines qui détruisent les écosystèmes du vivant mais aussi de l'urgence à agir.**

  Quasi consensus parmi la population pour estimer que nous approchons d'un point de bascule dans l'histoire de l'humanité.

  « Si rien n'est fait en profondeur, d'ici 30-40 ans, l'état de la planète se sera fortement dégradé et la vie sera devenue très difficile car le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité se seront accentués ».
  Plus de 8 individus sur 10 en sont convaincus !

  Pour l'exprimer encore autrement et pour cerner le cœur des enjeux, *« si on redémarre l'économie mondiale comme avant la pandémie, sans rien y changer, je suis convaincu(e) que nos sociétés iront droit dans le mur* ». 8 individus sur 10 le disent clairement. Tendanciellement, plus le niveau d'études est élevé, plus ils sont nombreux à l'affirmer.

  Domine le sentiment que si rien n'est fait rapidement, à moyen terme, une partie de la planète deviendra inhabitable.

  Ces prises de conscience vont elles se traduire en actes ?

- **8. De multiples attentes sont exprimées à l'égard de l'Etat et des pouvoirs publics tant à propos de l'adaptation à la survenance de pandémies et des chocs climatiques mais aussi d'actions à la racine sur les causes.**

  A propos de l'adaptation : cela va de l'indispensable adaptation du système de santé au maintien de stocks divers en passant par l'affectation de moyens financiers suffisants aux gens de terrain pour la pédagogie au lancement de travaux pour arrêter l'artificialisation des sols, etc

  A propos d'agir sur les racines : réguler l'offre, donc imposer des modifications profondes dans les process de production c'est-à-dire ne pas se limiter à décarboner l'économie mais favoriser l'économie circulaire, modifier structurellement l'offre et la production. Egalement, encourager les initiatives citoyennes pour une agriculture plus saine et plus locale, pour des habitats moins gourmands en énergie, etc.

- **9. Au-delà du consensus très large pour considérer qu'il y a vraiment urgence à agir sur le système pour maintenir les conditions d'habitabilité de la planète, et de l'expression de ces attentes à l'égard de l'Etat, se pose la question de fond : quel acteur a réellement la capacité d'agir sur le cœur du système et à l'échelle globale ?**

  Et c'est là qu'une injonction perverse commence à surgir.

  Une première réponse qui va informer d'un aspect de cette injonction perverse : même si certains citoyens ont commencé à changer leurs habitudes et lancé une multitude d'initiatives locales (en fin 2021 ils étaient 22%, en légère augmentation car en 2019, ils étaient 18%), ils sont largement conscients qu'eux-mêmes ne suffisent pas pour changer le système.

  Conviction que ce ne sera pas la conjonction des actions de « petits citoyens » mis côte à côte qui suffira pour changer le système car ce ne sont pas eux qui ont la capacité de réguler l'offre et les process de production.

  « Par des gestes individuels, on n'y arrivera pas ».
  Conviction que ce ne sont pas de petits changements à la marge qui suffiront.

  Ce que François Ruffin[6] nomme « la démocratie du caddy », c'est-à-dire agir chacun individuellement dans sa vie quotidienne, est perçu comme très insuffisant.

6 François Ruffin, *Il est où le bonheur,* Editions Les liens qui libèrent, Paris 2019

C'est le système économique / financier qui depuis +/- 40 ans a imposé le dogme du primat absolu du marché qui est censé s'autoréguler sans entraves qu'il est devenu urgent de changer et qui arrive probablement à la fin d'un cycle.

Dès avant la pandémie, Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Economie, prévenait : *« les mauvaises idées, lorsqu'elles se sont répandues, mettent longtemps à mourir."* Et il ajoute *:" Si la crise financière de 2008 n'a pas réussi à nous faire comprendre que des marchés laissés à eux-mêmes ne pouvaient fonctionner, la crise climatique devrait y parvenir sinon le néolibéralisme mettra littéralement fin à notre civilisation ».*[7.]

La pandémie agira-t-elle dans ce sens ?

7 Joseph Stiglitz, *The end of neoliberalism and the rebirth of History,* in Project Syndicate, The world's opinion page, 4 november 2019

- **10. Poursuivons la recherche des acteurs qui auraient la capacité d'agir.**

  Au-delà de leurs propres faibles capacités d'agir, les citoyens constatent que des freins puissants existent.

  Ils sont de deux natures :

  - **des acteurs qui sont au cœur du "système" :**

    - **Les industriels et les financiers sont perçus comme les premiers responsables de ces activités humaines qui détruisent le vivant. Domine la perception qu'ils n'agiront que sous la contrainte notamment des systèmes politiques. Plus que jamais, le système économique et financier inquiète (nette croissance de la méfiance en 5 ans, ce niveau atteint des sommets alors que nous vivons tous dans ce système au quotidien !).**

    - **Les dirigeants politiques ont aussi, aux yeux des individus, une vraie responsabilité dans ces pratiques extractivistes. Selon l'opinion publique, la nécessaire régulation se limite trop à des mots non suivis d'actes. Donc un frein puissant aux yeux de majorités – de 6 à 9 sur 10 -.**

      Mais la défiance à l'égard des systèmes politiques était déjà forte avant la pandémie.

En effet, le contexte sociétal que le covid a percuté était en mutation profonde*, caractérisé par :

- ***une désinstitutionnalisation*** **c'est-à-dire une défiance forte à l'égard de toutes les institutions qui incarnaient la verticalité/ l'autorité. Elles étaient perçues comme n'étant plus en capacité d'améliorer la vie quotidienne ou étant concurrencées par de multiples récits, notamment par les réseaux sociaux. Effet domino : toutes les institutions s'étaient fortement affaiblies (le système politique, la presse professionnelle, les religions, l'école, le mouvement ouvrier organisé, etc.). Or les institutions sont les armatures d'une société, elles prescrivent des visions du monde, des appartenances, des rôles sociaux, des projets, des imaginaires, etc.**
- ***une désocialisation*****, dès le moment où les institutions sont très affaiblies, on « ne fait plus société ». Et on assiste alors à une « désocialisation » c'est-à-dire une hyper fragmentation/ atomisation de la société au point de n'être plus qu'un archipel composé de "bulles" de plus en plus éloignées les unes des autres.**

- Alain Touraine, *La fin des sociétés*, Seuil 2013,
- Alain Touraine *Pourrons-nous vivre ensemble ?*, Fayard, 1997

La gestion de la pandémie a renforcé cette défiance notamment à l'égard du système politique. Même si une minorité ne met pas en cause la façon dont le gouvernement a agi, dominent néanmoins les perceptions suivantes concernant la gestion de la pandémie :

- **le déni initial,**
- **une impréparation totale,**
- **une gouvernance perçue comme non légitime car ne prenant pas en compte les réalités de terrain,**
- **une gestion très verticale pratiquant la coercition infantilisante (le système politique perçu comme bafouant l'élémentaire reconnaissance de la responsabilisation et de la dignité des individus ramenés au rang d'enfants obligés d'obéir sans discuter, sans la moindre place pour s'exprimer, pour débattre)**
- **une pédagogie perçue comme insuffisante et peu adaptée à certains publics et enfin, une gestion de la pandémie considérée comme inéquitable.**

Tendanciellement, plus on est jeune et/ou on a un capital culturel / économique faible, plus on ressent ces aspects.

La défiance est alors devenue circulaire : les gouvernants vis-à-vis des gouvernés et réciproquement.

- D'autres institutions ont aussi été affaiblies durant cette pandémie dont la presse professionnelle (radio, télévision, presse écrite). Même s'il n'existe pas de consensus dans l'opinion pour évaluer si oui on non les médias ont vraiment contribué à accroître leur niveau de compréhension de ce qui se passait, 4 sur 10 estiment que ce n'était pas le cas, plus le capital culturel est faible, plus on le ressent. Les médias professionnels sont perçus par une majorité - 7 sur 10 - comme ayant créé un récit qui entretenait un climat anxiogène. Et 5 sur 10 pensent qu'ils visaient l'audience notamment en mettant en scène des scientifiques qui n'étaient pas d'accord entre eux, ici aussi plus le capital culturel est faible, plus on le pense.

- L'institution scientifique ne sort pas non plus totalement indemne de la pandémie : une majorité d'individus pense que les scientifiques ne sont pas vraiment indépendants et se laissent influencer par les pressions de l'industrie pharmaceutique. Néanmoins malgré cette opinion, les scientifiques et les chercheurs bénéficient encore d'un niveau de confiance en regard des autres institutions. Ils sont perçus comme ne représentant pas la verticalité, l'autorité.

Cette défiance accrue à l'égard des institutions est multidimensionnelle : elle concerne la compétence, l'éthique, la capacité à protéger.

Constater que la défiance s'est encore accrue à l'égard de certaines institutions signifie que la confiance atteint à présent des niveaux très faibles (moins d'1 individu sur 10 a encore confiance en plusieurs institutions, notamment le système politique). Celles dont la confiance ne s'est pas dégradée durant la pandémie relèvent davantage de l'horizontalité comme les organisations de la société civile, les chercheurs, les scientifiques. Néanmoins, cela ne signifie pas que la confiance soit très élevée à leur égard (moins d'1 individu sur 2).

Globalement, c'est une confiance très dégradée et généralisée que nous avons sous les yeux. Et donc un contexte « archipellisé » et atomisé qui rend compliqué toute mobilisation pour agir.

Or sans la confiance, rien n'est possible. Il s'agit donc d'un frein très puissant.

- **Second type d'obstacles pour agir, une majorité d'individus identifient de puissants freins culturels dans les représentations sociales des décideurs politiques (même si un à trois individus sur dix ne perçoivent pas ces freins) :**
  - ↪ **Une persistance du déni : aux yeux d'une majorité, les décideurs politiques sont perçus comme n'écoutant pas les alertes des scientifiques alors que celles-ci ne sont pas du tout considérées comme exagérées. Ces décideurs politiques sont perçus en automne 2021 comme n'ayant toujours pas pris la mesure de l'urgence à agir, malgré la pandémie et les chocs climatiques récents ! Décalage abyssal entre l'état d'esprit des citoyens et ce qu'ils perçoivent de celui de leurs représentants !**
  - ↪ **Une prévalence cognitive de l'évolution en pente douce versus un basculement exponentiel. Une culture scientifique problématique : il semble y avoir une vraie difficulté à appréhender la croissance exponentielle.**
  - ↪ **La culture de la valorisation des temps courts et le souci de ne pas déplaire aux électeurs. Le seul souci perçu est d'être réélu quitte à « faire l'autruche » à l'égard des grands risques.**
  - ↪ **La prévalence de la pensée en silos, en mono-causalité, en monisme explicatif.**

11. Une large majorité d'individus perçoit que nous sommes dans une impasse.

En effet, la pandémie a été un lanceur d'alerte. Elle a été l'occasion de la prise de conscience dans l'opinion publique que les zoonoses et le dérèglement climatique ont la même source : le productivisme.

Donc certaines activités humaines.

Un système.

C'est un macro-déterminant de nos santés mais sur lequel nous n'avons pas de capacité d'agir ou très peu. Autant individuellement qu'au niveau des systèmes politiques.

Au cours de cette pandémie, la défiance s'est encore accrue à l'égard de toutes les institutions.

Nous ne faisons plus société. Les logiques d'avant la pandémie se sont accélérées.

Aucun acteur ne semble en mesure d'avoir une réelle capacité d'agir.

Et le contexte sociétal est atomisé, ce qui ne favorise pas la mobilisation pour agir.

Or il y a urgence …

Dès lors, un ressenti de subir la situation et de ne pas avoir de capacité d'agir sur ce qui sur détermine pourtant nos cadres de vie, nos santés et plus simplement l'habitabilité de la planète et l'avenir de l'humanité.

Une bifurcation est ressentie comme indispensable.

- **12. Y a-t-il une interprétation de ce moment de l'histoire qui traduise ces ressentis en projets politiques ? Une intelligence du monde ? Un récit ? Peut-on basculer dans le chaos et les passions tristes comme disait Spinoza ?**

  L'espoir: une très large majorité exprime qu'il n'y a pas de résignation : elle est opposée à l'affirmation *« il faut se résigner, face au dérèglement climatique et au risque de pandémies, nous ne pourrons pas changer grand-chose. »*

  Donc un volontarisme, voire une envie de radicalisation. C'est une attitude théorique de base.

  Aux yeux d'une majorité, l'Etat a failli (prévalence totale du curatif sur le préventif, incapacité à imposer des régulations et des sanctions aux industriels, etc.) et aucune illusion que par génération spontanée soudainement il ne retrouve une capacité d'agir, les individus n'y croient pas, ils affirment que voter ne permet pas de changer les choses. Par contre, une majorité pense que *« face à des risques de grande ampleur, l'Etat ne peut pas tout gérer, il faut absolument un système où chaque entreprise et chaque citoyen puisse agir »".*

  Un constat majeur : vu les enjeux, les individus semblent vouloir dépasser la défiance pour récupérer une capacité d'agir propre. C'est une aspiration existentielle. A la recherche d'une « offre » et d'un récit Politique… qui permettrait à cet élan de prendre de la consistance, de passer de l'aspiration à la Politique.

  Une majorité trouve utile l'idée que « *des citoyens représentatifs de la population soient parfois tirés au sort pour débattre avec des experts, puis donner leurs avis aux dirigeants politiques à propos de questions comme les mesures à prendre pour lutter contre le dérèglement climatique ».* Même si les jeunes sont encore plus nombreux à ne pas se résigner, ils sont néanmoins moins nombreux à souhaiter ces formules de démocratie délibérative, sans doute pensent-ils à des mesures plus radicales ?

  Indéniablement, les initiatives de David Van Reybrouck (G 1000) produisent une contagion culturelle. La bataille des idées engagées par lui sur ce plan semble rencontrer un réel écho.

SYNTHÈSE (XIX)

Pour nous protéger individuellement et collectivement face aux grands risques systémiques sur nos santés et l'habitabilité de la planète, on ne peut donc pas faire l'économie d'un passage obligé : tenter de refaire société, de refonder quelques institutions, dont la démocratie.

Il existe une aspiration forte pour que la société civile, les citoyens retrouvent du pouvoir, une capacité à s'exprimer, à dialoguer, à chercher ensemble des solutions.

Repartir de l'horizontalité[8].

Un désir profond de changer la gouvernance de nos sociétés.

Beaucoup de propos ont été tenus sur "le monde d'après". Y compris que « *ma crainte, c'est que le monde d'après ressemble au monde d'avant, mais en pire* ».[9]

Au terme de ce parcours, il semble évident, dans les façons dont les individus perçoivent "l'état du monde sous Covid" que cette pandémie a accentué et conforté des prises de conscience qui, même si elles ne débouchent actuellement que sur peu d'actions visibles, des émotions et des représentations vont poursuivre leur cheminement vers des aspirations, des envies et des désirs de refaire société sans doute autrement.

Il n'y a pas de vaccin pour le dérèglement climatique mais on peut sans doute imaginer un traitement pour la démocratie[10].

8 Raphaël Glucksmann, *Génération gueule de bois,* Paris, Allary Éditions, 2015
9 Jean-Yves Le Drian, Le Monde 20 avril 2020
10 Pierre-Henri Tavoillot, in Ce que la Covid nous a appris, Le Un, Mai 2021

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

L'épanouissement de l'individu est au cœur et à l'origine de la pensée socialiste. Pour les socialistes, la valeur de toute institution est relative à l'individu humain.

C'est l'individu humain, affirmant sa volonté de se libérer, de vivre, de grandir, qui donne désormais vertu et vie aux institutions et aux idées.

Voilà la logique révolutionnaire. Voilà le socialisme.

Celui-ci n'a jamais eu le projet que de rendre autonomes les individus, de leur offrir à tous des chances égales de réaliser leurs aspirations. C'est son dévoiement qui a eu d'autres effets"

Jean JAURES

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (I)

Abordons successivement quatre points:

- **une question et des hypothèses,**
- **une méthode,**
- **un constat,**
- **une stratégie d'actions.**

UNE QUESTION ET DES HYPOTHESES

Plus que jamais, tout le monde a compris qu'il était urgent d'agir et... RIEN ne se passe !

Du moins rien de suffisant pour empêcher l'érosion grandissante des conditions d'habitabilité de la planète.[1]
Les scientifiques lancent des alertes, les individus ont à présent ressenti les risques et puis... quasi rien.

Comment rendre compte de cette énigme ?

Quelques hypothèses.

1 Selon le GIEC et divers organismes scientifiques, les impacts du dérèglement climatique s'aggravent et leur coût augmente. Même s'il est mis un terme à toutes les émissions de gaz à effet de serre, nous ne parviendrions pas à supprimer les effets du changement climatique qui se manifestent déjà. Selon les calculs du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), "les engagements actuels de réduction d'émissions, s'ils sont respectés, permettront de réduire les émissions de 7,5% par rapport à aujourd'hui alors qu'il faudrait les réduire de 30% si on veut que l'élévation de la température reste sous 2°C et de 55% si on veut rester sous 1,5°C. La trajectoire actuelle nous emmène en réalité vers une augmentation de la température de 2,7°C".

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (III)

- **La première hypothèse est que la quasi certitude de la catastrophe paralyse. La peur n'a jamais mobilisé. Au contraire, elle fige, elle cristallise. La pandémie a accentué des angoisses diverses. Le sentiment que l'enjeu n'est rien moins que de préserver l'habitabilité de la planète face aux puissantes menaces produit davantage de paralysie que d'actions. D'autant qu'on ne voit pas spontanément sur quel(s) levier(s) agir et à quel(s) niveau(x) - micro / macro ? -, même si dans les imaginaires, il n'y a pas de résignation.**

- **La seconde hypothèse est le pressentiment qu'agir suppose des sacrifices. Et donc une très forte résistance au changement.**

- **La troisième hypothèse est que nous sommes dans des contextes sociétaux très atomisés, fragmentés. Comment mobiliser alors que nous ne faisons plus société ? D'une part ni acteurs/ ni institutions légitimes qui prescriraient un programme mobilisateur à hauteur des enjeux, donc une absence d'offre politique, absence d'un nouveau récit. D'autre part une « archipellisation » du contexte sociétal et une atomisation des individus. Dans les sociétés que nous quittons et qui étaient intégrées, la compréhension des enjeux et l'identification d'un adversaire suffisaient à mobiliser car il y avait des acteurs qui donnaient une direction à une société intégrée.**

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (IV)

- **La quatrième hypothèse est qu'une mobilisation vers des actions suppose une compréhension fine de la complexité. C'est une révolution copernicienne qu'il convient d'entreprendre pour penser des programmes d'actions. Un renversement de la représentation du monde. Il s'agit de passer du paradigme de la production comme finalité et centralité qui utilise des « ressources » au paradigme de « la production ré-encastrée dans tout le vivant »[2]. La production n'étant alors qu'un élément du vivant qui ne bouscule pas tous les écosystèmes en détruisant les conditions d'habitabilité de la planète. Il s'agit de s'extraire du productivisme qui régit les activités humaines depuis deux siècles ! "Nous ne sommes plus des humains dans la nature mais des vivants au milieu d'autres vivants"[3].**

Cette révolution copernicienne des esprits ne se décrète pas.

L'inertie vient du fait que la mutation culturelle indispensable est logiquement très lente.

Il faut du temps.

Les Lumières ont préparé la Révolution française durant un siècle !

Le drame est que, selon les scientifiques, nous n'avons pas un siècle pour préparer les esprits car les destructions exponentielles du vivant menacent déjà les conditions d'habitabilité.

2 Bruno LATOUR, Ibidem
3 Bruno LATOUR, Ibidem

- **Enfin, la cinquième hypothèse part d'une question : les opinions exprimées lors d'enquêtes sont-elles du déclaratif volatil, gazeux, peu stable ? Il serait donc logique qu'aucune action ne s'en suive si les opinions sont très mouvantes. En effet, il s'agit évidemment de déclaratif mais celui-ci a changé dans le temps. Et il est corrélé à des faits, à des comportements. Par exemple la défiance à l'égard du système politique se traduit par des scores électoraux très fragmentés et un volume de plus en plus important de citoyens n'allant même plus voter alors que le vote est obligatoire. La défiance déjà mesurée il y a plus de 20 ans et qui n'a fait que s'accentuer se traduit de plus en plus dans la réalité des comportements. Ces représentations mesurées étaient donc du déclaratif structurant NON volatil.**

A présent, nous avons appréhendé des représentations du monde qui conduisent à la conviction largement partagée qu'il est urgent d'agir. Cette prise de conscience ne suffit pas pour créer mécaniquement un passage à l'acte. Nous venons d'évoquer plusieurs aspects qui sont autant de freins à la mobilisation ferme et à hauteur des enjeux. Ce sont ces obstacles qui rendent compte de la difficulté et non pas que ces opinions seraient volatiles.

Nous nous trouvons face à un paradoxe brutal : conscience qu'il faudrait agir en profondeur afin de préserver les conditions d'habitabilité de la planète mais une très forte inertie.

Une capacité d'agir à l'échelle adéquate vraiment introuvable.

Comment penser la prévention des futurs grands risques collectifs sur nos santés dans ce contexte ? Qu'est-il possible néanmoins d'envisager ?

UNE METHODE

Pour tracer un cadre théorique dans lequel penser des pistes d'actions, nous proposons de nous référer au concept de «capabilité» proposé par Amartya Sen, prix Nobel d'économie.

Il définit la «capabilité» comme la possibilité effective qu'a un individu d'accomplir certains actes.

Outre les ressources propres à chaque individu, il s'agit aussi de prendre en compte le cadre qui permettra à chacun d'effectivement devenir maître de son destin, d'exercer sa liberté et de pouvoir choisir REELLEMENT sa vie.

Les injonctions perverses que nous avons mises au jour dans ce rapport, les équations impossibles à résoudre et les déchirements internes qu'elles entraînent peuvent être interprétées comme des déficits de «capabilités».

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS [VII]

Créer véritablement cette «capabilité» implique d'agir simultanément :

- **sur les individus en renforçant leurs capacités, leurs ressources,**
- **et sur le cadre qui définit l'espace de possibilités où ces capacités peuvent se déployer.**

Au niveau des individus, les actions peuvent prendre la forme d'informations, de dialogue avec des chercheurs, de formations, d'aides à la mise en réseau.

Au niveau du cadre, les actions doivent porter sur le plaidoyer politique pour obtenir les modifications ou améliorations du cadre législatif et/ou réglementaire, peser sur des allocations de moyens à certaines politiques, etc.

En travaillant ces capabilités, il s'agit de faire émerger les nouveaux acteurs et le conflit principal des sociétés futures.

UN CONSTAT

Dans toutes les tragédies (génocides, guerres, épidémies/pandémies, chocs climatiques, etc.), il n'y a jamais de déficit d'analyses, d'anticipations et de scénarios préventifs mais il y a toujours un déficit de médiatisation approfondie (non spectaculaire) de ces travaux et de prise en compte de ceux-ci pour les traduire en décisions politiques.

Un vrai déficit de gouvernance préventive.

Tout se passe toujours comme si la prévention était pensée en termes probabilistes par des chercheurs/ des scientifiques mais que la mise pratique de mesures pour éviter les drames ne paraissent pas "rentables" aux yeux de décideurs.

Car si la prévention est bien conduite, il ne se passera pas grand-chose et donc les individus (électeurs, clients) pourraient sanctionner les décideurs ayant investi des budgets importants pour tenter d'éviter ce que l'on redoute.

Si les mesures de prévention ne sont pas efficaces, les drames surviennent. Et les individus pourraient pénaliser les décideurs ayant mal investi, mal organisé.

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (IX)

Pour tenter de justifier l'inaction se développe l'idéologie "le risque zéro n'existe pas", "hélas, nos sociétés n'acceptent plus le risque". Posons qu'au-delà d'une évidence, en effet le risque zéro n'existe pas et la prévention ne vise nullement cet objectif, cette idéologie sert surtout à masquer une attitude passive.

La prévention est une démarche ingrate.

Nécessité de tenter de dépasser ces impasses et de penser une gouvernance préventive.

La page suivante illustre ce « gap ».

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (X)

Le monde de la RECHERCHE

Global Health Summit

Organisation mondiale de la santé

giec

réseau action climat

Réseau G6

The Global Ocean Observing System

WCRP World Climate Research Programme

Programme Mondial de Recherche sur le Climat

La GESTION DES SOCIETES

.be

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

LANCEURS D'ALERTES,
APPELS A LA PREVENTION

PREVALENCE DU CURATIF
SUR LE PREVENTIF,
PAS DE GOUVERNANCE PREVENTIVE

UNE STRATEGIE D'ACTIONS

Quelques balises pour déboucher sur une stratégie d'actions.

- **A ce jour, aucune des causes de la pandémie n'a été réglée.**
  Il y aura encore d'autres pandémies.

  Sans jouer exagérément les Cassandre on peut formuler l'hypothèse que d'autres crises majeures surviendront (liées à la destruction de la biodiversité, aux pollutions diverses, aux dérèglements du climat, à de nouveaux agents infectieux produisant de nouvelles zoonoses, etc.).

  Première balise : penser la prévention est un impératif.

- **Une pandémie a submergé la planète et des événements climatiques extrêmes s'accélèrent. Des chercheurs du Global Preparedness Monitoring Board (GPMB) actent en octobre 2021 que « *Un an et demi après l'éclatement de la pandémie de Covid-19, le monde a encore trop peu réagi et n'a pas appris de ses erreurs. La première année de la pandémie a été définie par un échec collectif à prendre au sérieux la préparation et à agir rapidement sur la base de la science »[4].***

  Déjà en 2020, le GPMB déclarait que *"la pandémie avait révélé à quel point le monde s'était peu préparé à de telles catastrophes, malgré les avertissements selon lesquels de grandes épidémies étaient inévitables".*

  Et le G6, qui regroupe les principaux organismes pluridisciplinaires de recherche européens, note en décembre 2021 que "La pandémie de COVID-19 a montré « *qu'il restait beaucoup à faire pour améliorer la préparation et la résilience des sociétés. Les défis qui en résultent ne peuvent être relevés seuls par des régions ou des États, mais imposent des structures décisionnelles, la mise à disposition d'expertises, des bases juridiques pour garantir une réponse rapide et, surtout l'accroissement des connaissances »[5].*

  Seconde balise : la pandémie a révélé que la gouvernance verticale est en échec face à de grands risques collectifs sur nos sociétés et nos santés. Son rapport à la science est problématique.

4 Le GPMB est un organisme indépendant créé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la Banque Mondiale. Rapport présenté lors du sommet mondial de la santé à Berlin en octobre 2021.
5 Note du réseau G6 publiée sur le site du CNRS le 27 décembre 2021

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (XIII)

- **Le contexte sociétal étant devenu très atomisé, « archipellisé », la pratique démocratique actuelle, une forme de « représentation », est mise en question. Il n'y a pas un malaise par rapport à la démocratie mais par rapport à la forme actuelle de la démocratie. C'est la « représentation » qui est en crise. La démocratie est dévitalisée. Les individus ne se reconnaissent plus dans leurs représentants. Certains parlent de « fatigue démocratique ». Diverses théories tentent de rendre compte de cette crise[6]. Selon Jürgen Habermas « la démocratie restera forcément un projet, à la fois à réaliser et à reformuler au moyen de paradigmes qui tiennent compte de ce que les modèles antérieurs de la démocratie ont révélé d'insuffisant et de contradictoire avec leurs propres principes ». La démocratie c'est la production d'un monde commun. Actuellement, c'est une non représentation qui alimente la défiance et le désarroi. Mais il n'y a pas de résignation, au contraire, une forte demande sociale de s'impliquer, encore faut-il une méthode.**

  Troisième balise : la forme actuelle de la démocratie donne le sentiment aux individus d'être privés d'une capacité d'agir notamment face aux grands risques futurs. Mais pas de résignation.

- **On ne refait pas société si la gouvernance est verticale. Au cercle vicieux de la défiance à l'égard des institutions et particulièrement à l'égard des systèmes politiques, il s'agit d'opposer la construction d'un cercle vertueux de la confiance.**

  La confiance ne se décrète pas, elle se construit.

  Nécessité d'un « bigbang des institutions ».

  Quatrième balise : refaire société et refonder des institutions signifient recréer de la confiance à partir de l'horizontalité.

6 Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France,* Gallimard, 1998, , Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine,* Gallimard, 2002,

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (XIV)

Ces balises conduisent à dessiner les contours d'une stratégie d'actions vers une GOUVERNANCE PREVENTIVE.

Pour penser et mettre en œuvre une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société et de refonder la démocratie.

Il ne s'agit pas d'un catalogue de mesures qui serait élaboré dans une démarche verticale technocratique. Notre hypothèse est que vu le contexte de défiance et d'atomisation, agir ainsi ne permettrait pas une mobilisation pour la prévention.

L'enjeu est que la société civile organisée, les citoyens, les acteurs de terrain retrouvent du pouvoir, une capacité à s'exprimer, à débattre, à dialoguer, à chercher ensemble des solutions.

Repartir de l'horizontalité.

Penser la prévention « d'en bas ».

A partir de la base, que les individus définissent des objectifs à atteindre pour prévenir les futurs grands risques, produisent leurs propres analyses (et d'abord l'auto-diagnostic de ce que nous venons de vivre), imaginent des stratégies et des mesures, pratiquent le retour d'expériences, développent des récits, créent un nouvel imaginaire / un récit d'émancipation à l'égard des sur déterminations qui pèsent sur nos santés.

Changer la gouvernance.

C'est la manière dont on va trouver des « solutions », des programmes de prévention, des mesures qui déterminera des chances de passage à l'acte réel et d'adhésion.

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS [XV]

En tant qu'incubateur de d'idées et changements, Solidaris propose de prendre en compte une grande diversité de lieux où l'on vit, travaille, étudie.

Il s'agirait d'y recréer de la citoyenneté démocratique. Récupérer du pouvoir. Chercher ensemble des solutions. Evidemment y impliquer tous les corps intermédiaires. Saisir l'opportunité de la pandémie pour proposer d'amorcer ce travail de refondation de la démocratie par « en bas » par une auto-analyse locale de la façon dont la pandémie a été gérée, quelles leçons ? qu'en retenir ? que mettre en place ? et si c'était à refaire ? etc.

Ces divers lieux sont les hôpitaux, les maisons de repos, les maisons médicales, les entreprises, les communes, les quartiers, les administrations, les écoles, les universités, les associations, etc.

Il s'agit d'y insuffler des démarches de démocratie narrative et délibérative.

La démocratie narrative signifie se raconter, décrire sa vie, être écouté, ressentir une appartenance, se sentir considéré, respecté, retrouver une dignité et une solidarité. Rompre l'atomisation.

La démarche de la démocratie délibérative consiste en une méthode : une forme de partage et d'exercice du pouvoir fondée sur le renforcement de la participation de citoyens à la décision Politique. Concrètement, il s'agit de réunir des citoyens qui sont d'abord informés des enjeux par des chercheurs. Il s'agira donc aussi de soutenir le développement de la « science ouverte » qui est essentielle pour se préparer aux futurs grands risques. La science comme médiation, en appui de tous ceux qui ont besoin d'être aidés dans l'exploration de leurs nouvelles conditions de vie pour préserver l'habitabilité de la planète. Ensuite ces citoyens élaborent ensemble des idées d'actions locales/ globales. Selon Jürgen Habermas, « une décision Politique est réellement légitime lorsqu'elle procède de la délibération publique de citoyens égaux ». Les démarches de démocratie délibérative répondent à cette définition. Repolitiser les enjeux et les problématiques.

Comme le note Bruno Latour[7], « *reprendre par le bas, c'est-à-dire par la description du monde matériel dans lequel se trouvent les habitants, chassés de leur ancienne cosmologie dans une autre qu'ils n'ont pas encore appris à explorer (...) Repassons à l'envers toute la chaîne : pour voter, il faut des partis; pour qu'il y ait des partis, il faut que les doléances aient été rassemblées, stylisées et stabilisées en des sortes de programmes; pour qu'il y ait des doléances, il faut que chacun puisse définir ses intérêts qui lui permettent de tracer le front des alliés potentiels et des adversaires, mais comment avoir des intérêts si vous ne pouvez pas décrire avec assez de détails les situations concrètes où vous vous trouvez plongé ? Si vous ne savez pas de quoi vous dépendez, comment sauriez-vous ce qu'il faut défendre ? Or cette première étape manque, à cause de la rapidité et surtout de l'ampleur de la mutation en cours. Du coup, le reste ne suit pas. C'est donc par ces racines qu'il faut commencer (...) La description des conditions de vie est d'abord une auto description qui révèle le porte-à-faux entre le monde où vous vivez et le monde dont vous vivez, et donc redessine qui vous êtes, sur quel territoire, à quelle époque et vers quels horizons vous vous préparez à agir ».*

7 Bruno LATOUR, Ibidem pages 85 à 88.

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (XVII)

Dans ces démarches effectuées à la base, « en-bas », deux niveaux seront à considérer dans deux perspectives qui dessinent quatre champ de réflexions et d'actions :

	Agir pour S'ADAPTER	Agir sur les CAUSES
• Niveau MICRO local (circonscrit à l'entité où se trouvent les individus)		
• Niveau MACRO sociétal global = plaidoyers vers l'Etat		

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (XVIII)

Plusieurs idées d'actions vers une gouvernance préventive ont déjà été évoquées dans ce rapport et sont souhaitées par de très larges majorités :

AGIR POUR S'ADAPTER

Que l'Etat :

- **fasse savoir qu'il dispose désormais de plans détaillés, élaborés avec l'aide d'experts, testés concrètement et impliquant toutes les parties concernées (hôpitaux, écoles, pouvoirs locaux, associations, etc.), pour faire face à une nouvelle pandémie ou à d'autres grands risques émergents,**
- **investisse massivement dans des projets d'adaptation aux conséquences du dérèglement climatique qui est déjà présent, par exemple : mieux nous protéger des inondations en modifiant les infrastructures - gestion des rivières, des égouts -, en travaillant avec les agriculteurs pour que les sols retiennent l'eau, etc. Et en rende compte aux citoyens.**
- **maintienne en permanence divers stocks stratégiques (masques, médicaments, tests, vêtements de protection pour le personnel soignant, respirateurs, etc.), sans y renoncer pour des raisons budgétaires,**
- **mette dès aujourd'hui vraiment des moyens financiers supplémentaires pour que le système de santé en Belgique soit mieux adapté à des situations comme de nouvelles pandémies et l'explique aux citoyens,**
- **rende obligatoire de mesurer l'impact de chaque nouvelle mesure en faveur du climat sur les inégalités sociales (quels publics vont être impactés ? quelles mesures d'aides pour les plus précaires ? etc.),**
- **mette vraiment des moyens à la disposition des écoles et des associations pour sensibiliser et préparer aux divers risques collectifs et aux mesures à prendre,**
- **associe dès maintenant les citoyens, les associations et le Parlement afin qu'ils débattent ensemble des mesures à prendre pour le climat et en cas de pandémies notamment pour fixer les droits et les libertés qui pourraient être suspendus en cas de futures situations comme celle que nous venons de connaître avec le COVID. A ce jour une loi « pandémie » a été votée mais il semble que la société civile n'ait pas été associée or pour adhérer aux mesures, vu le niveau de défiance, la co-production de décisions aussi importantes paraît un impératif : c'est la manière dont la décision est prise qui déterminera le succès de sa mise en œuvre.**

AGIR A LA RACINE SUR LES CAUSES

Cela signifie de réduire drastiquement l'énorme pression que l'humain fait peser sur tous les écosystèmes du vivant.

Souhait que les responsables politiques :

- **agissent sur les causes, c'est-à-dire ne se limitent pas à décarboner l'économie mais modifient structurellement l'offre et la production de biens.**
- **mettent des moyens importants pour la transition écologique c'est-à-dire : réduire l'usage du charbon, du pétrole, du gaz, limiter les émissions de CO2 par l'isolation des bâtiments et en favorisant une mobilité douce, encourager le recyclage des objets, lutter fortement contre la déforestation, taxer les gros pollueurs, favoriser la culture bio, etc.**
- **luttent contre le dérèglement climatique, c'est vraiment d'abord la production de biens que les Etats doivent réguler (c'est-à-dire ce que font les entreprises, surtout les plus grandes d'entre elles) et cela avant de mettre la pression sur les consommateurs.**
- **soutiennent vraiment les initiatives des citoyens et des associations pour une agriculture plus saine et plus locale, pour des habitats moins gourmands en énergie, etc.**

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (XX)

Mais nous nous contredirions en dressant un catalogue plus étendu de mesures car l'idée majeure que Solidaris développe est que la prévention des futurs grands risques sur nos santés, pour être efficace en produisant une implication forte et une adhésion à tous les niveaux, ne peut faire l'économie de refonder l'institution démocratique.

Il s'agit donc de stimuler, de soutenir, de démultiplier les initiatives à partir de l'horizontalité.

Impulser partout des « micros G 1000 » pour reprendre le modèle développé par David Van Reybrouck.

Et, en cela, contribuer à produire l'offre politico-sociétale qui semble absente. Offre d'un récit, d'un nouvel imaginaire, d'une méthode.

L'important est la MANIERE dont les stratégies d'actions sont élaborées.

Si l'on reprend le schéma de l'impasse actuelle de la relation entre le monde de la recherche et celui de la gestion des sociétés pour penser et mettre en pratique une gouvernance préventive, la proposition de Solidaris vise à combler ce « gap » par l'intervention de nouveaux acteurs : la société civile organisée et les citoyens.

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (XXI)

Le monde de la RECHERCHE

La GESTION DES SOCIETES

LANCEURS D'ALERTES
APPELS A LA PREVENTION

PREVALENCE DU CURATIF
SUR LE PREVENTIF,
PAS DE GOUVERNANCE PREVENTIVE

SCIENCE OUVERTE

Des citoyens et la société civile organisée
initient avec des chercheurs
des démarches de démocratie
narrative et délibérative

=> découvrent/élaborent ensemble des
"solutions » micro et macro.

PLAIDOYERS

STRATEGIE POUR UNE GOUVERNANCE
PREVENTIVE

LES PISTES DE RECOMMANDATIONS DE SOLIDARIS (XXII)

Cette proposition de Solidaris correspond bien aux capabilities d'Amartya Sen c'est-à-dire d'agir simultanément sur :

- **sur les individus en renforçant leurs capacités, leurs ressources : plus l'individu est impliqué et s'investit dans la société, plus il a le sentiment de s'approprier les enjeux, plus il contribue à fabriquer des propositions pour s'émanciper des sur déterminations, plus sa qualité de vie s'améliore car il réduit son ressentiment de subir, ses peurs s'atténuent. En un mot : redonner du SENS.**
- **et sur le cadre : en tentant de réduire le gap qui existe actuellement entre le monde de la recherche et celui de la gestion des sociétés, une stratégie pour une gouvernance préventive s'élaborera progressivement tant au niveau micro que macro (régulation, législations, etc.).**

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

LA FICHE TECHNIQUE DE CETTE ETUDE

- **Le sondage:**
  - **Enquêtes auprès d'un échantillon de près de 1000 individus représentatifs de la population vivant en Wallonie et à Bruxelles de 18 ans et plus.**
  - **Méthode des quotas : âge, sexe, niveau d'études et localisation géographique.**
  - **Enquêtes réalisées par l'Institut Solidaris (internet).**
  - **Dates des enquêtes : 15 octobre au 30 novembre 2021.**
  - **Marge d'erreur ± 2,5% pour des pourcentages de 20 à 80% avec un intervalle de confiance de 95%.**

- **Les traitements statistiques:** Nathan Martin (Institut Solidaris).

- **L'infographie :** Julia Gaud (Survey & Action).

- **L'analyse et l'interprétation:**
  - Benoit Scheuer, sociologue, responsable scientifique de l'étude, Institut Survey & Action (b.scheuer@survey-action.be),
  - Delphine Ancel, chargée d'études Solidaris (delphine.ancel@solidaris.be),

AGENDA

- Le contexte et l'objectif de cette recherche — 2.
- La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles et collectives — 7.
- Le Covid est un lanceur d'alerte. Prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat — 33.
- Il est minuit moins cinq — 52.
- Que faire ? — 59.
- Des perceptions qui dérangent : la gestion de la pandémie a renforcé la défiance qui est devenue circulaire — 70.
- L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes — 113.
- Comment en sortir ? Pour une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société, de refonder la démocratie — 149.
- Une synthèse — 158.
- Les pistes de recommandations de Solidaris — 179.
- La fiche technique de cette étude — 203.
- Contacts — 205.

CONTACTS

- **Jean-Pascal LABILLE** – Secrétaire général Solidaris
- **Delphine ANCEL** – Responsable des études Institut Solidaris
  delphine.ancel@solidaris.be

RUE SAINT-JEAN 32-38 - 1000 BRUXELLES